

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

LA REVENDICATION

QUI DÉRIVE DU DROIT DE RÉTENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

Le Mardi 24 Janvier 1899, à 8 heures 1/2

PAR

EDMOND DE HANSY

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

44, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

LA REVENDICATION

QUI DÉRIVE DU DROIT DE RÉTENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Sera soutenu le Mardi 24 Janvier 1899, à 8 h. 1/2

PAR

EDMOND DE HANSY

Président : M. BOISTEL,

Suffragants : { MM. PLANIOL, } professeurs.
SALEILLES, }

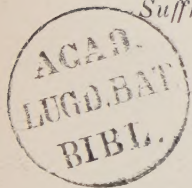
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA REVENDICATION

QUI DÉRIVE DU DROIT DE RÉTENTION.

INTRODUCTION

DÉFINITION DU DROIT DE RÉTENTION. — DIVISION

Nous nous proposons d'étudier le droit de rétention au point de vue du droit de suite qu'il peut comporter, c'est-à-dire au point de vue du conflit entre le créancier rétenteur, qui vient à être dessaisi de la chose, et le détenteur actuel.

Le droit de rétention peut porter sur des immeubles ou sur des meubles.

Ainsi, il est généralement admis que le possesseur de bonne foi et même, sauf dissentiment plus grave, le possesseur de mauvaise foi, qui a fait des constructions sur l'immeuble d'autrui jouit du droit de rétention pour assurer le remboursement des sommes qui lui sont dues par le propriétaire, lorsque celui-ci veut rentrer en possession de son fonds : c'est l'hypothèse prévue par l'article 555.

L'héritier qui doit le rapport d'un immeuble peut exercer le droit de rétention pour les dépenses nécessaires ou utiles qu'il a pu faire relativement à l'immeuble à lui donné par le *de cujus* (art. 867 C. civ.).

L'acheteur à réméré d'un immeuble peut le retenir jusqu'à ce qu'il ait été remboursé du prix d'achat, des frais et loyaux coûts du contrat.

L'acheteur d'un immeuble, actionné en rescision pour cause de lésion de plus des $\frac{7}{12}$, a également le droit de rétention pour assurer la restitution de son prix.

Le créancier antichrésiste a le même droit pour la garantie de sa créance.

Ces divers rétenteurs d'un immeuble peuvent se trouver dépouillés de ce bien, et avoir besoin de recouvrer la possession qui fait leur sûreté. Nous écartons ce cas du nantissement des immeubles, où le droit de suite du créancier n'est pas entravé par un simple changement de possesseur, et nous voulons nous en tenir à celui des meubles.

Quant aux meubles eux-mêmes, nous n'envisagerons que les meubles corporels, et ceux des meubles incorporels qui leur sont assimilés, c'est-à-dire ceux qui sont constatés dans des titres au porteur, et qui, comme tels, s'identifient en quelque sorte avec ces titres. Certes les meubles incorporels sont également susceptibles d'une mise en gage (C. civ., art. 2073). Mais ce gage ne comporte pas et ne peut pas comporter une possession proprement dite. Les choses incorporelles, en effet, excluent l'idée même de possession qui, outre l'*animus rem sibi*

habendi, c'est-à-dire ici l'intention d'exercer un droit de nantissement, exige un élément matériel et de pur fait, la mainmise sur une chose. Cette condition relative au *corpus rei*, ne saurait être remplie par les meubles incorporels autres que les créances constatées par un titre au porteur.

Voici donc la situation que nous voulons envisager :

Un créancier est nanti, soit à titre de gage proprement dit, soit en vertu d'un simple droit de rétention, d'une chose corporelle ou d'un titre au porteur. Il vient à perdre la possession qui fait toute sa sûreté.

L'objet se trouve entre les mains d'un tiers détenteur quelconque : le créancier peut-il le revendiquer et ressaisir ainsi son droit de rétention ?

Dans ce dessaisissement de la possession, il importe d'abord de faire une distinction. Cette dépossession peut provenir de la volonté même du rétenteur, ou s'être au contraire produite contre son gré :

a) La dépossession est volontaire. — Dans ce cas, le rétenteur n'a rien à réclamer, il a fait lui-même son sort. Nous supposons qu'il a remis volontairement la chose soit à son débiteur, ayant confiance en sa solvabilité et dans son honnêteté, soit à un tiers quelconque à titre de dépôt par exemple. Au reste, nous verrons que dans un cas particulier, la loi permet au créancier rétenteur de se repentir de cette confiance, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai. Il s'agit du vendeur qui, n'ayant pas accordé de terme à

son acheteur, et jouissant en conséquence du droit de rétention sur la chose vendue, abandonne cette sûreté, et livre à l'acheteur cette chose qui lui servait de gage. Si le vendeur s'aperçoit qu'il a eu tort d'abandonner sa sûreté, il peut la revendiquer dans les huit jours de la livraison (C. civ., art. 2102, 4^o, al. 2).

Nous aurons à examiner aussi à ce propos ce qu'il faut entendre par la revendication accordée au vendeur, par l'article 576 du Code de commerce, en cas de faillite de l'acheteur, et s'il y a là une revendication de gage analogue à celle qu'autorise l'article 2102, 4^o, du Code civil.

b) La dépossession est involontaire. — Cela peut arriver dans plusieurs cas :

1^o Le créancier est victime d'une perte ou d'un vol.

Il a égaré les objets, il a laissé tomber par mégarde la chose qui lui avait été remise en gage, le portefeuille contenant les titres au porteur qui lui avaient été donnés en garantie par son débiteur. Ou bien encore, un malfaiteur lui a volé ces objets.

2^o Le rétenteur est victime d'un abus de confiance. Il avait remis les valeurs dont il était nanti à un ami, à un notaire, à un banquier. Le dépositaire a été infidèle; il a vendu les objets pour s'en approprier le prix.

Le rétenteur a remis les choses en louage ou en commodat à Primus, et celui-ci les a vendues pour s'en approprier la valeur. Certes, le rétenteur n'avait pas le droit de consentir ce louage ou ce prêt à Primus, et sa

responsabilité se trouve engagée de ce chef envers son débiteur, propriétaire des objets. Mais Primus n'en a pas été plus honnête pour cela, et le créancier rétenteur se trouve dépouillé de sa sûreté par un véritable abus de confiance.

3° Le rétenteur est victime d'une escroquerie. Par exemple un individu, en l'absence du créancier, est allé trouver sa femme avec une fausse lettre de ce dernier, et cette femme, sans défiance, a remis au porteur les objets qui formaient la garantie de son mari.

Nous aurons à voir si le créancier rétenteur peut dans ces divers cas, revendiquer les objets, soit contre l'inventeur, c'est-à-dire celui qui les a trouvés en cas de perte, soit contre l'auteur du vol, de l'abus de confiance ou de l'escroquerie, soit surtout, car la première poursuite serait le plus souvent illusoire, l'inventeur ou le délinquant étant le plus souvent inconnus ou insolvables, contre le tiers détenteur actuel, et à rechercher l'effet de la bonne foi de ce détenteur sur la revendication.

Voici le plan que nous suivrons :

1° Dans quels cas un créancier est-il investi d'un droit de rétention sur un meuble ?

2° Le droit de rétention comporte-t-il le droit de suite, en un mot, permet-il une revendication de gage, lorsque

le créancier s'en trouve dessaisi involontairement ou volontairement ?

3° Quelles sont les restrictions à cette revendication ?

PREMIÈRE PARTIE

DANS QUELS CAS UN CRÉANCIER EST-IL INVESTI D'UN DROIT DE RÉTENTION ?

Le droit de rétention est le droit accordé à un créancier de conserver la possession d'un bien appartenant à son débiteur jusqu'à ce qu'il soit payé. Un créancier peut avoir ce droit, soit en vertu de la convention des parties, soit en vertu d'une disposition expresse ou tacite de la loi.

§ 1^{er}. — Du droit de rétention établi par la convention des parties.

Un débiteur peut parfaitement remettre à son créancier un meuble quelconque dont il est propriétaire, en l'autorisant à le garder jusqu'au paiement.

Il est certain que cette convention est valable dans les rapports entre les parties. Elle n'est pas prohibée par la loi, et n'a rien de contraire à l'ordre public ; elle est dès lors soumise au principe général de la liberté des conventions (C. civ., art. 1134) ; il suffit, pour que le créancier ait le droit de rétention vis-à-vis du débiteur, qu'il ait été mis

en possession par ce dernier. Mais nous admettons de plus que le créancier peut opposer ce droit de rétention aux tiers, même en supposant que les formalités édictées par l'article 2074 pour la validité du gage au regard des tiers n'ait pas été remplie, et que les parties se soient bornées à donner date certaine à l'acte relatant leur convention.

On objecte qu'on donne ainsi une cause de préférence au créancier, et que les parties ne peuvent créer aucune cause de préférence sans un texte formel. Or, pour que le gage soit opposable aux tiers, il faut, d'après l'article 2074, la rédaction d'un acte authentique ou d'un acte sous seing privé enregistré.

Je réponds que les formalités de l'article 2074 ne sont requises que pour la conservation du gage en tant que privilège, c'est-à-dire en tant qu'il permet au créancier de se payer sur le prix de la chose par préférence à tous les autres créanciers du débiteur. Il s'agit là de règles restrictives du droit de préférence, et non du droit de rétention. Or, nous n'envisageons que le droit de rétention. Les formalités de l'article 2074 ne sont pas requises à ce point de vue. La loi accorde même, de plein droit et sans aucune espèce d'écrit, ainsi que nous allons le voir dans un grand nombre de cas, expressément ou implicitement, le droit de rétention à un créancier. Il est vrai qu'on controverse la question de savoir si ce droit de rétention légale est réel et opposable aux tiers. C'est un point que nous verrons dans la deuxième partie, mais comme nous admettrons à cet endroit la réalité du droit de rétention et son oppo-

bilité aux tiers, notre argument d'analogie est parfaitement fondé.

La convention dont nous parlons n'est pas le contrat de gage proprement dit visé par l'article 2074 ; c'est un contrat non prévu par le Code civil, contrat innomé si l'on veut, mais qui n'en est pas moins valable d'après le principe de la liberté des conventions. Ce contrat a pour objet de produire un gage diminué, restreint au seul droit de rétention. Or, ce droit étant en maintes occasions admis par la loi par interprétation de la volonté des parties, doit *a fortiori* dériver de leur volonté expresse, et dans ce dernier cas, il ne saurait avoir moins de force que dans le premier. (En ce sens, Glasson, *Droit de rétention*, p. 48 ; Nicolas, *Droit de rétention*, n° 161.)

Les tiers n'ont pas à se plaindre ; ils ne devaient pas compter sur ce meuble, puisqu'il n'était pas dans la possession de leur débiteur.

Il va sans dire qu'en cas de fraude les créanciers antérieurs à cette constitution de gage pourraient la faire tomber par l'action paulienne, et même qu'en cas de faillite du débiteur, elle tomberait de plein droit, si elle avait été consentie pendant la période suspecte pour une dette antérieurement contractée. (C. de commerce, art. 446.)

§ 2. — Du droit de rétention établi par une disposition expresse de la loi.

C'est par un motif d'équité que la loi a, dans certains cas, admis le droit de rétention.

Lorsqu'une créance a pris naissance à propos d'un objet quelconque, et à raison de la conservation ou de l'amélioration de cet objet, que cet objet se trouve encore en la possession du créancier qui a fait les frais de cette conservation ou de cette amélioration, il serait injuste que le propriétaire de l'objet, débiteur des frais, pût reprendre la possession de la chose sans indemniser le créancier.

Qu'on ne dise pas que ce droit viole les droits des autres créanciers, qui sont empêchés de se payer sur les biens détenus par le rétenteur ! Celui-ci, est en effet, par sa possession dans une situation préférable à celle des autres créanciers ; ces derniers ne peuvent pas se plaindre, puisque la possession lui a été conférée sans fraude par le débiteur commun : *in pari causa melior est causa possidentis*. C'est ainsi que, lorsqu'un créancier a reçu son payement intégral, et qu'il ne reste rien au débiteur pour payer les autres créanciers, ceux-ci ne peuvent pas demander le rapport au créancier désintéressé. Les autres n'avaient qu'à se montrer plus diligents, et à se faire eux-mêmes constituer un gage.

A Rome, le Préteur accorda de bonne heure le droit de

rétention au créancier qui possédait la chose de son débiteur, lorsque celui-ci prétendait reprendre l'objet sans payer sa dette. Le moyen employé fut l'exception de dol, que le rétenteur opposait à la revendication de son débiteur. Il suit, en effet, du fondement du droit de rétention tel que nous l'avons indiqué, qu'une telle prétention du débiteur était contraire à l'équité. Or, l'exception de dol avait précisément pour objet de paralyser de telles demandes (*ne cui dolus suus per occasionem juris civilis contra naturalem aequitatem prosit*). (Loi 1, § 2, D. 44. 4).

Pour que le créancier pût opposer sous cette forme le droit de rétention, il fallait que le débiteur fût propriétaire de l'objet retenu (L. 14, D. 39. 5), que le créancier eût la chose entre les mains (L. 14, § 1, D. 10. 3 ; *Institutes* II, 1, § 30), et que la créance fût née *propter rem*.

Cette dernière condition toutefois n'est pas admise par tout le monde.

D'après certains commentateurs (Cabrye, *Du Droit de rétention* n° 11 ; Boët, *in Pandectas*, L. XVI, t. II, § 45), le Préteur avait ici un pouvoir discrétionnaire ; il accordait ou refusait au rétenteur l'exception de dol selon que cela lui paraissait ou non conforme à l'équité ; il pouvait refuser ce bénéfice, alors même que la créance serait née à l'occasion de la chose, ou l'accorder alors même que la créance aurait été absolument étrangère à la chose.

On invoque en ce sens la loi 11, Code 4, 34 et la loi 4, Code 4, 23. La première loi refuse le droit de rétention au

dépositaire pour toute créance qu'il pourrait avoir contre le déposant, quelle qu'elle soit. La seconde l'accorde au commodataire pour toute créance qu'il pourrait avoir contre le commodant,

Nous pensons que la créance devait être née à l'occasion de la chose, et qu'alors le Prêteur avait à la fois le droit et le devoir d'accorder au rétenteur l'exception de dol.

Sans doute, le Prêteur devait accorder cette exception dans les cas où l'équité l'exigeait, et seulement dans ces cas. Mais nous pensons que l'équité ne recommande le rétenteur à la bienveillance du magistrat, que lorsque sa créance est née *propter rem*, c'est-à-dire lorsqu'il a conservé ou amélioré la chose. C'est seulement dans ce cas que le propriétaire commet un dol en voulant reprendre sa chose sans payer sa dette. Si la cause de la créance est autre, le rétenteur ne peut pas dire au débiteur : « tu commets un dol en me réclamant la chose sans me payer ce que tu me dois ». Le débiteur lui répondrait : « cette chose n'est pas ta garantie ; à quel titre prétends-tu la retenir ? Je ne nie pas ma dette, mais cette chose que tu détiens n'a rien à faire avec cette dette : rends-moi donc ma chose, et ensuite nous débattons la question de ma dette, s'il y a lieu, conformément au droit commun, que tu as accepté en contractant avec moi. Si tu voulais une garantie, tu n'avais qu'à me demander un gage lorsque nous avons contracté. Mais ne prétends pas te faire justice toi-même, en retenant, faute de paiement immédiat, une chose qui m'app-

partient, dont j'ai besoin et sur laquelle tu n'as aucun droit ».

En fait, c'est seulement dans l'hypothèse où la créance du rétenteur est née *propter rem* que les textes accordent le droit de rétention sous forme d'exception de dol. (Loi 27, § 5 et Loi 48, D. 6, 1 ; Loi 50, § 1 D. 5, 3.)

Les textes invoqués en faveur du pouvoir discrétionnaire du Préteur, à savoir la Loi 11, Code 4, 34, relative au Dépôt, et la Loi 4, Code 4, 23, relative au Commodat, ne peuvent rien contre nous. M. Guillouard voit dans ces textes une exception à la règle générale admise par le Droit romain, telle que nous l'interprétons, et qu'il l'interprète d'ailleurs lui-même (*Traité du Droit de rétention* n° 5). Mais il faut reconnaître qu'une telle exception est singulièrement grave, et elle nous paraît injustifiable. Nous préférons donner à ces textes l'interprétation suivante, qui les met parfaitement d'accord avec notre théorie.

La Loi 11, Code 4, 34, refuse, il est vrai, le droit de rétention au dépositaire pour les créances qu'il peut avoir contre le déposant. Mais il suffit de jeter les yeux sur le texte pour voir qu'il vise les créances en général, celles qui dérivent d'une source quelconque ; il ne vise pas spécialement les créances qui seraient nées à l'occasion de la chose déposée, et qui auraient eu trait à sa conservation ou à son amélioration.

Quant à la Loi 4, Code 4, 23, qui accorde le droit de rétention au commodataire pour les créances qu'il peut

avoir contre le commodant, elle vise le cas où ces créances sont relatives à la chose.

Avec cette explication, les deux textes sont parfaitement d'accord. L'opinion contraire conduit à un résultat absurde et inique. On ne conçoit pas qu'on refuse le droit de rétention au dépositaire, et qu'on l'accorde au commodataire car il est évident que le premier, rendant un service au débiteur, mérite plus de faveur que le commodataire, qui reçoit le service au lieu de le fournir.

Le droit de rétention avait une importance *particulière* en Droit romain, dans le cas d'un possesseur de bonne foi ayant amélioré la chose d'autrui. Par exemple, vous possédez de bonne foi mon vêtement, et vous y ajoutez des ornements qui en triplent la valeur. Vous n'avez, en Droit romain, aucune action contre moi pour me réclamer la plus value; votre seul droit est de retenir l'objet jusqu'à ce que je vous aie payé cette plus value. Tout votre droit est dans la rétention. La rétention n'est pas seulement la garantie de votre droit, c'est tout votre droit. Si vous avez l'imprudence de vous dessaisir de la chose et de me la remettre, vous n'avez aucune action contre moi pour me réclamer la plus value.

Chez nous, vous auriez une créance en répétition de la plus value que vous avez mise dans mon patrimoine, en paiement de l'enrichissement que je réalise à vos dépens. Il suffit, en effet, que l'équité vous donne un droit pour que vous ayez une action à l'effet de le faire valoir. Ainsi chez

nous, le droit de rétention, dans l'espèce, n'est pas l'unique droit du possesseur, ce n'est même pas le droit principal. Son droit principal est l'action personnelle en répétition de l'enrichissement sans cause réalisé par le propriétaire à ses dépens; le droit de rétention n'est qu'un droit accessoire qui garantit cette action. En Droit romain, au contraire, une personne n'avait d'action que lorsqu'elle se trouvait dans telle hypothèse donnée que le Droit avait prévue, et pour laquelle il avait organisé une action. Or, le *jus civile* n'avait pas donné d'action au possesseur pour ce cas; et le Droit prétorien ne lui conféra qu'une exception, l'exception de dol, qui ne protégeait ici le possesseur qu'autant qu'il demeurait nanti de la chose. (Glasson, *Droit de rétention*, p. 13.)

Notre étude ne portant pas principalement sur l'application du droit de rétention, mais seulement sur l'un de ses effets, à savoir le droit de suite, nous n'insisterons pas davantage sur cet historique. Nous laissons de côté l'examen du droit de rétention à l'époque féodale et dans notre droit coutumier, nous arrivons tout de suite aux cas où notre législateur accorde expressément le droit de rétention à un créancier nanti d'une chose appartenant à son débiteur. Nous suivrons dans cette exposition l'ordre même du Code civil.

1° L'article 545 accorde le droit de rétention au propriétaire qui subit l'expropriation pour cause d'utilité pu-

blique. Le texte dit que le payement de l'indemnité doit être préalable à la prise de possession par l'expropriant. Toutefois, si l'on envisage les cas où l'expropriation pour cause d'utilité publique est possible en matière mobilière, on voit que les lois spéciales relatives à ces principaux cas n'accordent pas le droit de rétention. Le cas le plus important, en effet, vise les réquisitions militaires. La loi du 3 juillet 1877 refuse le droit de rétention aux propriétaires requis. Ils doivent livrer immédiatement les objets, sauf ensuite à agir en indemnité devant la juridiction compétente.

De même, lorsqu'il s'agit de matériaux ramassés ou extraits pour l'exécution des travaux publics, le propriétaire n'a pas le droit de rétention, il doit laisser vendre les matériaux, sauf à demander plus tard une indemnité.

Ce n'est guère que pour les immeubles que l'exproprié a le droit de rétention, et encore ce droit lui est-il refusé, lorsqu'il y a urgence déclarée par décret, et cela ne peut arriver que dans des cas exceptionnels prévus par la loi, par exemple, pour les terrains non bâtis, lorsqu'il s'agit de travaux de fortifications, en cas de guerre, etc.

2° L'article 570, supposant que Primus a employé la chose de Secundus pour former une chose d'une nouvelle espèce, déclare que la chose nouvelle appartient au propriétaire de la matière première, c'est-à-dire à Secundus, à moins que la main-d'œuvre ne surpasse de beaucoup le

prix de la matière (art. 571). Mais Primus a le droit de rétention sur la chose nouvelle jusqu'à ce qu'il ait été remboursé de la plus value due à son travail.

3° L'article 1612, supposant une vente sans terme, accorde le droit de rétention au vendeur jusqu'à ce que l'acheteur lui ait payé le prix. Il en est de même, nous le croyons du moins, si la vente ayant été conclue à terme, le terme est arrivé avant que la tradition n'ait été faite. Le vendeur, alors, a juste motif de se défier de l'acheteur, qui n'a pas été en mesure de payer à l'échéance.

Il en est de même encore, si dans la vente à terme l'acheteur tombe en faillite ou en déconfiture avant l'échéance du terme, la chose n'ayant pas encore été livrée. Ces événements emportent, en effet, déchéance du terme, et on retombe dans le cas précédent. (C. civ., art. 1613; C. de commerce, art. 577.) Toutefois la situation change et le vendeur perd le droit de rétention si l'acheteur fournit caution que le prix sera payé au terme fixé. Le vendeur n'a alors aucune raison de retenir la chose, puisqu'il est garanti par la caution. (C. civ., art. 1613.)

Mais, dira-t-on, ce n'est pas là un véritable cas de rétention car, tant que le vendeur n'est pas payé, l'acheteur n'est pas propriétaire; dès lors, le vendeur ne retient pas la chose de son débiteur, il retient sa propre chose, et il manque une condition pour qu'il y ait vérita-

blement lieu au droit de rétention. Cette objection oublie que la vente est parfaite par le seul consentement, et que la propriété passe de plein droit à l'acheteur à partir du moment du contrat. (C. civ., art. 711, 1138.)

4° L'échangiste a également le droit de rétention pour garantir à la fois la livraison de la chose qui lui est due, et le paiement de la soulte s'il y a lieu. Cela résulte de la combinaison de l'article 1707 avec l'article 1612 (Glasson, *Droit de rétention*, p. 117.)

5° On cite généralement comme indication du droit de rétention le cas où l'acheteur à réméré refuse au vendeur venant exercer le rachat, de lui restituer la chose tant qu'il n'est pas remboursé de son prix et des différentes sommes auxquelles il peut avoir droit. (Glasson, *Droit de rétention*, p. 117-120; Aubry et Rau, t. III, § 256 bis, texte et note 2, p. 114.)

L'article 1673 autorise, en effet, l'acheteur à refuser jusqu'à l'accomplissement de ces obligations, la restitution de l'objet; mais nous ne pensons pas qu'il s'agisse ici du droit de rétention. La vente à réméré est une vente sous condition résolutoire; or, la condition consiste précisément dans la restitution par le vendeur à l'acheteur, du prix et des loyaux coûts du contrat, et aussi dans le paiement des diverses sommes dont le vendeur peut être redevable à l'acheteur à raison des frais faits par ce dernier pour la conservation de la chose. Tant que ces

prestations ne sont pas accomplies par le vendeur, la vente n'est pas résolue, l'acheteur demeure propriétaire. Dès lors, il n'a pas besoin du droit de rétention, puisqu'il a la propriété. C'est donc comme propriétaire et non comme créancier rétenteur qu'il conserve la chose.

Il est vrai que l'article 1673 parle de l'entrée en possession du vendeur, mais le mot possession est pris ici dans le sens de propriété: la loi veut dire que le vendeur redeviendra propriétaire en accomplissant les conditions dont elle parle. La preuve résulte de la fin de cet article même, où il nous est dit que le vendeur « reprend l'héritage exempt de toutes charges », ce qui suppose qu'il redevient propriétaire, et que, par suite, c'est l'acheteur qui l'était jusqu'au paiement des obligations énoncées dans le texte.

6° L'article 1948 permet au dépositaire de « retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt ».

Ce texte s'applique sans difficulté aux dépenses nécessaires ayant pour objet la conservation de la chose. Mais il y a controverse pour les dépenses utiles. Nous admettons le droit de rétention par application du principe général que nous poserons plus loin, à savoir que le droit de rétention doit être reconnu au créancier toutes les fois que sa créance est née à l'occasion de la chose retenue. (En ce sens, Cabrye, *Droit de rétention*, n° 118; Nicolas, *Droit de rétention*, n° 201.)

7° L'article 2082, § 2, autorise le créancier gagiste à « ne pas se dessaisir du gage » tant qu'il n'est pas payé, non seulement de la dette pour laquelle ce gage a été constitué, mais aussi de la dette qui aurait été contractée postérieurement à celle-ci, et qui serait exigible avant le paiement de la première dette.

On sait que la situation du créancier est loin d'être la même pour ces deux créances : pour la première, celle pour laquelle le gage a été spécialement constitué, il a, non seulement le droit de rétention, mais un privilège (art. 2102, 3°) ; pour la deuxième dette au contraire, il n'a que le droit de rétention.

8° L'article 2280 vise le cas où un individu a acheté des choses perdues ou volées dans des circonstances particulièrement favorables, qui établissent d'une façon éclatante sa bonne foi, c'est-à-dire dans une foire, dans un marché public ou chez un marchand vendant des choses pareilles. Le texte décide que la revendication du propriétaire ne sera admise contre ce possesseur, que moyennant la restitution du prix déboursé par ce dernier, et, pour assurer ce remboursement, la loi accorde au possesseur le droit de rétention. Nous aurons à revenir sur ce texte en examinant le fonctionnement du droit de suite attaché au gage.

9° On se demande si le capitaine a un droit de rétention sur les marchandises pour assurer le paiement du

fret. L'article 306 du Code de commerce laisse place à un doute. Il est, en effet, ainsi conçu : « le capitaine ne peut retenir les marchandises dans son navire faute de paiement du fret ; il peut, dans le temps de la décharge, demander le dépôt en mains tierces jusqu'au paiement du fret ».

D'après certains auteurs ce texte refuse formellement le droit de rétention au capitaine (Cabrye, *Droit de rétention*, p. 111 ; Glasson, *Droit de rétention*, p. 160.)

S'il en était ainsi, ce serait une exception bien extraordinaire et bien injustifiable au droit commun, du moins dans la théorie générale qui admet le droit de rétention toutes les fois que la créance est née à l'occasion de la chose retenue ; toutes les fois en un mot qu'il y a *debitum cum re junctum*. Mais nous ne pensons pas que telle soit la portée de l'article 306. La vérité est que ce texte consacre, bien loin de le refuser, le droit de rétention du capitaine.

Dans notre ancien droit, en effet, le capitaine avait un libre droit de rétention sur la marchandise. Nous trouvons cette règle expressément consacrée dans le *Consulat de la mer*. (Traduction Pardessus : Voir *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle*, t. II, p. 291.)

L'ordonnance de la Marine de 1681 a réglementé les droits du capitaine à peu près dans les mêmes termes que notre article 306 (Liv. XXIII, t. III, art. 23). Donc, pour avoir le sens de notre article 306, il suffit de rechercher la

portée de cet article 23. Ce point est parfaitement précisé par Valin dans son *Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la Marine* (Édit. de 1666, t. I, p. 665). Le motif de la défense faite au capitaine de retenir la marchandise à son bord sous prétexte de garantie de paiement du fret est que ce capitaine, après avoir touché le fret, pourrait refuser de livrer les marchandises, ou ne livrer que des marchandises avariées par sa faute, et prendre ensuite la fuite. Il est juste que le destinataire ne paye les marchandises qu'après les avoir vues, en avoir vérifié l'état, et alors qu'il est en état d'en prendre livraison.

Ainsi, on ne refuse pas le droit de rétention au capitaine, on lui refuse seulement d'exercer ce droit à bord de son navire. Qu'il dépose les marchandises sur le quai, dans un entrepôt « en mains tierces », comme dit le texte ! Alors il pourra exercer son droit de rétention, c'est-à-dire s'opposer à ce que le tiers détenteur ne délivre la marchandise au destinataire, tant que le fret n'aura pas été payé.

En un mot, l'article 306 loin de refuser le droit de rétention au capitaine, le suppose, et se borne à en régler l'exercice de façon à le concilier avec la sécurité du propriétaire des marchandises,

10° On cite encore parfois, parmi les cas de rétention autorisés par la loi, les dispositions des articles 657 et 851 du Code de procédure civile. Aux termes de l'ar-

tielle 657, l'officier ministériel qui a procédé à une vente mobilière, et qui est tenu d'en consigner le prix à la charge des oppositions est autorisé à déduire du montant de la vente ses frais, suivant la taxe qui en aura été faite par le juge.

Eh bien, dit-on, voilà une application de la rétention. L'officier ministériel retient une partie du prix, la partie nécessaire pour le paiement de ce qui lui est dû. (Glasson, *Droit de rétention*, p. 123.) C'est inexact. La rétention suppose que le créancier retient un objet appartenant à son débiteur jusqu'au paiement du prix. Ici, l'officier public ne retient rien, il compense seulement, jusqu'à due concurrence, sa dette ayant pour objet la restitution du prix versé entre ses mains par l'acquéreur, avec sa créance en paiement des frais de vente, de telle sorte qu'il n'est redevable que de la différence.

On pourrait dire seulement que notre article 657 contient une exception à la règle de l'art. 1298 du Code civil, aux termes duquel, lorsqu'un débiteur reçoit une saisie-arrière à la requête des créanciers de son créancier, il ne peut ensuite compenser, avec la somme grevée d'opposition, la créance qu'il pourrait acquérir contre le débiteur. Mais cette exception se justifie à raison du privilège des frais de justice, qui appartient à l'officier ministériel, et qui le rend préférable aux créanciers opposants. Or, l'article 1298 a pour but de maintenir l'égalité des créanciers entre lesquels n'existe aucune cause légale de préférence. D'ailleurs, on peut dire qu'on sort ici en réalité du cas de

l'article 1298 : ce texte suppose que le tiers saisi acquiert une créance postérieurement à la saisie, et il refuse à cette créance le bénéfice de la compensation. Or, dans notre espèce, la créance de l'officier ministériel n'est pas postérieure à l'opposition ; elle n'est même pas postérieure à son obligation de restituer le prix ; elle est née au contraire avant la vente, de telle sorte que cette obligation s'est trouvée, dès sa naissance, compensée jusqu'à due concurrence.

§ 3. — Du droit de rétention résultant implicitement de la loi.

Il s'agit ici d'une question fort débattue. Elle se rattache intimement à notre sujet, puisque de sa solution dépend, en grande partie, l'intérêt de notre étude. Il est clair, en effet, que le droit de suite attaché au droit de rétention, aura une application plus ou moins considérable selon que ce droit sera reconnu d'une façon plus ou moins large. Au reste, nous indiquerons la controverse à grands traits, cherchant surtout à préciser le système qui, selon nous, doit l'emporter.

Un premier système n'admet le droit de rétention que dans les cas où la loi l'accorde par un texte formel, il nie qu'il puisse exister en vertu d'une prétendue volonté tacite du législateur ; cette volonté, dit-on, n'est autre que celle des commentateurs qui, sous prétexte d'expliquer la loi, empiètent sur le pouvoir législatif. (Laurent, t. XXIX,

n^{os} 284 à 286, 293 à 294 ; de Folleville, *Considérations générales sur l'acquisition ou la libération par l'effet du temps* ; Cabrye, *Droit de rétention*, n^{os} 67, 69 et 119 ; Larombière, *Obligations*, t. II, art. 1186, n^o 37 ; Mourlon, *Examen du Commentaire de Troplong sur les Privilèges*, t. II, n^o 231 ; Pont, *Petits Contrats*, t. II, n^o 1298.)

Toutefois ce système reconnaît d'une façon générale le droit de rétention dans les contrats synallagmatiques au profit de chacune des parties. Il fonde cette décision sur l'article 1184 qui sous-entend dans de tels contrats la condition résolutoire pour le cas où l'une des parties ne satisferait pas à son engagement. Ainsi Primus et Secundus étant liés par un contrat synallagmatique, Primus peut dire à Secundus qui lui réclame sa prestation : « Je retiens la chose que je vous dois, jusqu'à ce que vous m'ayez fourni celle que vous me devez. Je ne nie pas mon obligation, mais vous êtes également tenu envers moi, et vous n'exécutez pas votre propre dette, et alors je suis en droit de réclamer la résolution du contrat, et de me délier envers vous ; je refuse donc de vous livrer ce que je vous dois ».

On peut dire aussi (Larombière, *loc. cit.*) que Primus jouit, pour l'exécution de son obligation, d'un terme tacite. Il est entendu en effet que les deux obligations doivent s'exécuter en même temps ; il n'y a pas de raison pour que l'un soit obligé de payer de suite, et que l'autre prétende ne payer que plus tard. Donc, lorsque Secundus réclame à Primus sa prestation, celui-ci peut lui dire :

« J'ai un terme, et ce terme, c'est le moment où vous exécutez votre propre obligation, tant que vous n'êtes pas vous-même disposé à exécuter, mon obligation n'est pas exigible, le terme n'est pas échu ».

Un autre système (Aubry et Rau, t. III, § 256 *bis*, texte et note 3, p. 413) étend le droit de rétention en dehors des cas prévus par la loi. Mais les partisans de ce système se divisent sur le critérium qui doit présider à cette extension.

D'après les uns, il faut deux conditions :

1° Qu'il y ait connexité entre la créance du rétenteur et la chose retenue ;

2° Que le créancier et le débiteur soient tenus par un contrat ou un quasi-contrat.

L'argument de MM. Aubry et Rau qui soutiennent ce système, est que l'extension du droit de rétention n'est légitime que si l'on trouve, dans les nouveaux cas d'application, les caractères qui se présentent dans les applications expressément formulées par la loi. Or, dans les cas prévus par la loi, on voit toujours, disent ces auteurs, que la détention de l'objet par le créancier a sa source dans un contrat ou un quasi-contrat. On comprend très bien, disent-ils, l'utilité de cette condition, et son influence sur le droit de rétention. Lorsque le rétenteur est tenu à la restitution en vertu d'un contrat, il peut invoquer le

principe de l'article 1134, à savoir que les contrats s'exécutent de bonne foi. Dans tout contrat, en effet, les parties se doivent réciproquement la bonne foi. Or, le débiteur manquerait à cette obligation s'il prétendait exiger la restitution de la chose sans payer ce qu'il doit à l'occasion de cette chose. Le contrat qui existe entre le rétenteur et le propriétaire fait qu'il ne doit la chose que conformément à la bonne foi : la bonne foi vient ici restreindre son obligation de la restitution, en la subordonnant à l'exécution par l'autre partie de sa propre obligation.

D'après les autres, et c'est à cette opinion que nous nous rattachons, il faut mais il suffit qu'il y ait connexité entre la créance et la chose retenue, il n'est pas nécessaire que l'obligation de restituer la chose dérive d'un contrat ou d'un quasi-contrat.

Je dis d'abord que cette condition est nécessaire.

Ainsi je repousse le tempérament proposé par M. Demolombe (T. IX, n° 682 ; t. X, n° 595), d'après lequel un magistrat peut accorder le droit de rétention suivant les circonstances. Il s'agit ici, d'après cet auteur, d'une mesure conservatoire et provisoire ; or, en cette matière, le magistrat jouit d'un pouvoir discrétionnaire ; c'est ainsi que la loi lui permet d'accorder au débiteur malheureux, mais de bonne foi, un délai de grâce (C. civ., 1244), de retarder la résolution d'un contrat synallagmatique pour inexécution de l'une des obligations (art. 1184).

En effet, la loi prend soin toujours de limiter les pouvoirs du magistrat, et de mettre les parties contractantes à l'abri de son pouvoir discrétionnaire. Le terme de grâce ne doit pas être accordé par le magistrat en dehors des circonstances pour lesquelles la loi lui permet d'en disposer. Or, ce n'est pas par mesure de sûreté pour un créancier que le terme de grâce est accordé par la loi, c'est par faveur pour un débiteur hors d'état d'acquitter son obligation. C'est aller contre la pensée de la loi que de faire de cette mesure de faveur pour un débiteur malheureux un moyen de sûreté pour un créancier qui a suivi la foi de son débiteur.

D'ailleurs, le droit de rétention est plus qu'une simple mesure provisoire et conservatoire, qu'il est toujours au pouvoir du juge de prendre. Certes nous n'admettons pas que ce soit une cause de préférence entre les créanciers, et qu'il en dérive au profit du rétenteur un privilège sur le prix de la chose retenue, mais il constitue certainement un moyen indirect pour le créancier d'obtenir son paiement, alors que les autres créanciers ne seront pas payés intégralement. Or, le juge ne saurait accorder un droit aussi précieux à un créancier par préférence aux autres. Un tel pouvoir du juge serait contraire à l'esprit général de nos lois, qui est de préciser le plus possible les attributions du magistrat dont elles redoutent l'arbitraire.

Mais je dis en second lieu que cette condition est suffi-

sante, et qu'il n'est pas besoin d'un texte formel de loi pour accorder à un créancier le droit de rétention.

J'invoque d'abord les précédents historiques, et particulièrement le Droit romain dont nous avons rapporté le système. M. Laurent (*loc. cit.*) fait trop bon marché de cet argument, lorsqu'il se borne à lui opposer comme fin de non recevoir la loi du 30 ventôse an XII. Cette loi, dit-il, « abroge les lois romaines dans les matières qui sont l'objet du Code. Or, le Code traite du droit de rétention, puisqu'il l'accorde dans certains cas ; cela suffit pour que le Droit romain ne puisse plus être invoqué. Établit-il le droit de rétention comme un droit général, nous le récusons parce que le Code civil ne connaît pas le droit de rétention à ce titre. N'admet-il le droit de rétention que dans certains cas, nous l'écartons encore dans les cas que le législateur n'a pas reproduits, la loi seule ayant pouvoir de régler cette matière ».

Certes cette réponse serait décisive si notre Droit civil moderne était une création toute nouvelle du législateur de 1804, et s'il avait un caractère de droit strict. On pourrait dire alors que tout moyen de contrainte direct ou indirect doit être censé réprouvé par la loi lorsqu'il n'est pas formellement accordé par elle aux créanciers pour chaque cas particulier.

Mais ce droit est au contraire basé essentiellement sur l'équité (art. 1134, 1135, 1170) ; lorsqu'une demande est conforme à l'équité, le juge est autorisé à condamner le défendeur, même lorsqu'aucun texte n'ordonne la con-

damnation ; le juge ne peut pas, en effet, refuser de statuer pour insuffisance ou obscurité de la loi (C. civ., art. 4) ; il doit suivre alors sa conscience, c'est-à-dire l'équité. Il doit suivre aussi les usages du pays. Or, le Droit romain a fait partie de ces usages, il en formait l'élément le plus rationnel, le plus scientifique ; on l'invoquait devant les tribunaux comme la « raison écrite ». La loi du 30 ventôse an XII, dans son article 7, ne l'abroge que pour les matières réglées par le Code civil. Il doit donc être consulté et suivi par le juge dans le cas de silence, d'obscurité ou d'insuffisance de la loi.

D'ailleurs, le Code civil est loin d'avoir omis complètement de parler du droit de rétention. Nous avons vu qu'il l'accorde expressément dans un certain nombre de cas. Sans doute il ne l'établit pas en une formule générale, mais il suppose cette institution par les diverses applications qu'il en fait.

On objecte que le droit de rétention est un droit de préférence *sui generis*, et qu'il ne peut être exercé qu'en vertu d'un texte formel, le principe général étant l'égalité des créanciers.

Certes les créanciers sont égaux quant aux moyens de contrainte, quand il n'y a aucune raison de préférer les uns aux autres. Mais lorsqu'un créancier est nanti d'une chose appartenant à son débiteur, que cette chose doit servir à sa sûreté en vertu de la convention expresse ou tacite des parties, ou en vertu de l'équité, ce créancier n'est pas dans la même situation que les autres ; il pos-

sède, il est nanti, il faut appliquer l'adage *in pari causa melior est causa possidentis*.

D'ailleurs, nos adversaires admettent le droit de rétention dans tous les contrats synallagmatiques. Ils étendent donc eux-mêmes ce droit en dehors de sa sphère strictement légale. La loi, en effet, n'admet expressément le droit de rétention que pour deux contrats synallagmatiques : la vente et le louage. Quant aux autres contrats synallagmatiques, elle admet le droit de résolution, mais non le droit de rétention, et encore le droit de résolution ne produit pas son effet de plein droit, il faut un jugement. C'est par voie de raisonnement que nos adversaires induisent de cette disposition le droit de rétention, et ce raisonnement ne manque pas d'un certain arbitraire, car ils appliquent le droit de rétention sans décision judiciaire, tandis que la résolution suppose cette décision. D'ailleurs, l'hypothèse de la résolution est tout autre : l'une des parties s'est dessaisie de la chose qu'elle devait, et elle demande à la recouvrer. Dans la rétention au contraire, le créancier prétend non pas recouvrer, mais conserver la chose dont il est nanti, jusqu'à ce que son débiteur ait exécuté son obligation.

Au reste, si l'on veut lier le droit de rétention au droit de résolution tenant à l'inexécution d'un contrat, n'y a-t-il que les contrats synallagmatiques qui donnent lieu à cette résolution ? De très bons auteurs soutiennent, avec raison selon nous, que la résolution peut être demandée,

même dans les contrats unilatéraux, par exemple dans le prêt. (Voir Guillouard, *Traité du prêt*, n° 32.)

La vérité est que le droit de rétention se fonde sur l'équité, et qu'il n'y a pas de raison pour le restreindre au contrat synallagmatique, la loi elle-même montre bien que telle n'est pas son intention, puisqu'elle l'applique à des contrats unilatéraux tels que le dépôt et le gage. (C. civ., art. 1948, 1082, al. 2.)

Qu'importe, en effet, au point de vue de l'équité, que le rétenteur soit tenu de restituer l'objet en vertu d'un contrat synallagmatique ou d'un contrat unilatéral? Qu'importe même qu'il ne soit tenu par aucun contrat, comme dans le cas de l'article 2280. Celui à qui il doit la restitution est par hypothèse tenu d'une obligation envers lui. Cette obligation, quelle qu'en soit la source, n'est ni plus ni moins forte que si elle naissait d'un contrat synallagmatique, et l'équité en réclame avec la même force l'exécution; le débiteur viole cette équité, il manque à la bonne foi, s'il réclame sa chose sans être prêt à exécuter l'obligation qui est née à l'occasion de cette chose.

Peu nous importe même, qu'il y ait contrat liant le propriétaire envers le rétenteur. Je dirai même que s'il n'y a pas contrat, c'est *a fortiori* qu'on doit accorder le droit de rétention au détenteur qui a fait des frais pour l'amélioration et la conservation de la chose, comme nous le voyons dans le cas de l'article 2280.

Quand il a contracté, en effet, on peut dire qu'il a suivi la foi du débiteur, en ne se faisant pas constituer un gage,

une hypothèque, ou un droit de rétention conventionnel, et que dès lors, il doit subir le sort qu'il s'est fait lui-même, et se contenter du droit de poursuite personnelle, comme un créancier chirographaire ordinaire.

Mais lorsqu'il n'a pas contracté avec le propriétaire, qu'il a fait des dépenses pour la chose elle-même, il n'a compté que sur cette chose pour assurer son remboursement le cas échéant; il n'a pas compté sur le propriétaire qu'il ne connaissait peut-être même pas. C'est donc alors surtout qu'il convient de lui attribuer le droit de rétention.

On peut, dans le même sens, ajouter à l'article 2280, l'article 570 qui vise le cas d'un artisan ayant travaillé la matière d'autrui, s'en croyant propriétaire, et l'article 867 qui permet à l'héritier tenu, en qualité de donataire, au rapport d'un immeuble en nature, de retenir cet immeuble jusqu'à la restitution de ses dépenses nécessaires ou utiles.

Je n'ai pas cité ce dernier texte parmi les cas où la loi accorde expressément le droit de rétention, parce qu'il est relatif aux immeubles, et que nous envisageons uniquement un gage mobilier. Mais il montre bien que le droit de rétention n'exige pas un contrat liant le propriétaire au possesseur. La succession n'est tenue par aucun contrat envers l'héritier. De même ce n'est pas un contrat qui oblige l'héritier au rapport, ce n'est même pas un quasi-contrat : il doit le rapport en vertu de la loi, et non pour une autre cause.

La jurisprudence et la majorité des auteurs sont en ce sens. Voyez notamment : Glasson, *Droit de rétention*, p. 51-52, 58-62 ; Nicolas, *Droit de rétention*, n° 171 ; Duranton, t. IV, n° 382 ; Troplong, *Nantissement*, n° 149 ; *Privilèges et Hypothèques*, t. I, n° 258 ; Thézard, *Nantissement*, n° 26 ; Montpellier, 25 novembre 1852 ; S. 53. 2. 191 ; Bastia, 9 juillet 1856 ; Dalloz, 56. 2. 262 ; Rouen, 18 décembre 1856 ; S. 57. 2. 538 ; Grenoble, 10 juillet 1860 ; Dalloz, 62. 2. 40 ; Douai, 17 décembre 1877 ; Dalloz, 78. 5. 412 ; Tribunal de Vervins, 14 août 1885 ; S. 85. 2. 220.

Ce principe posé, voici les cas non prévus expressément par la loi, où nous admettrons le droit de rétention en matière mobilière :

Celui d'un possesseur de bonne foi qui a fait des dépenses sur la chose qu'il détient. Me croyant propriétaire de votre cheval, et ce cheval étant malade, je l'ai fait soigner par un vétérinaire qui l'a guéri ; me croyant propriétaire de votre livre, je l'ai fait relier, etc. Nous croyons que, lorsque le propriétaire revendiquera le meuble, le possesseur pourra lui opposer un droit de rétention.

Nous avons dit que telle était la solution du Droit romain, et même que ce droit refusant toute action personnelle au possesseur, celui-ci n'avait d'autre moyen de rentrer dans ses dépenses que l'exercice du droit de rétention : *nullo alio modo quam per retentionem impensas servare posse*. (L. 33, D. 12. 6). Notre ancien Droit

consacra cette solution par plusieurs décisions. Voyez notamment l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, art. 97 (*Recueil général des anciennes lois françaises*, par Jourdan et Isambert, t. XII, p. 619) ; l'ordonnance de Moulins de 1556, art. 52 (*ibid.* t. XIV, p. 202) ; l'ordonnance de 1667, Tit. 27, art. 9. (*ibid.* t. XVIII, p. 456). Pothier, le guide habituel de notre législateur, s'exprime ainsi (*du Domaine de propriété*, n° 343) : « lorsque, sur l'action de revendication le demandeur a justifié son droit, le possesseur est condamné à lui délaisser la chose revendiquée ; mais, dans certains cas, lorsque le possesseur a déboursé quelque somme, ou contracté quelque obligation pour la libération, la conservation ou l'amélioration de la chose qu'il est condamné de délaisser, le possesseur qui excipe de ces impenses n'est condamné à la délaisser, qu'à la charge par le demandeur de le rembourser, au préalable, de ce qu'il a déboursé, et de l'indemniser ».

Sans doute, le possesseur a une action personnelle contre le propriétaire en remboursement de ses avances. Mais ce recours pourrait être illusoire en cas d'insolvabilité de ce propriétaire, et celui-ci ou ses créanciers s'enrichissent injustement aux dépens du possesseur. Il importe donc d'assurer cette créance par le droit de rétention. Le possesseur n'a pas suivi la foi du propriétaire et il serait injuste qu'il souffrit de son insolvabilité, sa créance est née *propter rem*, et non pas *intuitu personæ domini*, car ce *dominus*, le possesseur ne le connaissait pas et ne

pouvait le connaître, puisqu'il se croyait lui-même propriétaire.

Au reste, la solution découle tout naturellement du principe que nous avons posé et démontré relativement au droit de rétention; nous trouvons ici une évidente connexité entre la chose retenue et la créance du rétenteur, il y a *debitum cum re junctum*.

On se demande quelles sont au juste les dépenses pour lesquelles le possesseur de bonne foi jouit du droit de rétention; y a-t-il droit, même pour les dépenses utiles, ou seulement pour les dépenses nécessaires? Nous n'avons pas à discuter cette question qui appartiendrait à une étude générale du droit de rétention; or, nous ne voulons étudier ce droit qu'à un point de vue spécial. Remarquons d'ailleurs que la question n'offre aucune difficulté dans notre théorie sur le droit de rétention; du moment que la créance est née à l'occasion de la chose, cela suffit pour légitimer le droit de rétention. La seule question, par conséquent, est de savoir si le possesseur a droit à la répétition de ses dépenses utiles, et dans quelle mesure; ce point est hors de notre sujet.

Nous reconnaitrons le droit de rétention, même au possesseur de mauvaise foi, tout en constatant que nous sommes ici en complet désaccord avec la jurisprudence. (Pau, 9 août 1837, Dalloz V°, *Minorité*, n° 509, 3°; Cassat., 23 mai 1852; Dall., 52, s. 279; Bastia, 9 juillet 1856; S., 56. 2. 404; Grenoble, 10 juillet 1860; Dall., 52. 2. 40.)

Le motif essentiel présenté par ces arrêts est que le droit de rétention est une faveur, et qu'il ne doit être accordé qu'à une personne digne de protection ; or, le possesseur de mauvaise foi ne mérite aucune faveur ; c'est ainsi qu'en matière immobilière la loi lui refuse le droit de garder les fruits qu'elle accorde au possesseur de bonne foi.

Mais, étant donné notre principe sur le droit de rétention, nous croirions être inconséquents avec nous-mêmes, en refusant le droit de rétention à ce possesseur dont la créance est née à l'occasion de la chose par lui détenue.

Le Droit romain, qui refusait également les fruits au possesseur de mauvaise foi, ne lui en attribuait pas moins le droit de rétention, du moins pour ses dépenses nécessaires ; Justinien l'avait dit formellement (L. 5 ou Code 3. 32).

Quant à nous, nous croyons qu'il convient de lui donner le droit de rétention même pour les dépenses utiles, dans la mesure du moins où il a le droit d'en être remboursé. Certes, il ne mérite pas la même faveur que le possesseur de bonne foi, et c'est pourquoi il ne gagne pas les fruits ; mais est-ce le favoriser que de lui appliquer une mesure de stricte équité ? On reconnaît qu'il a droit à la restitution de certaines dépenses, parce qu'autrement le propriétaire s'enrichirait injustement à ses dépens. Eh bien, puisqu'on lui accorde ce droit, il faut le faire complètement, en lui attribuant la rétention de la chose

dont il est saisi et à l'occasion de laquelle il a fait ces dépenses. S'il était obligé de restituer la chose sauf à recourir par une simple action personnelle contre le propriétaire, les créanciers de celui-ci s'enrichiraient aux dépens du possesseur en voyant leur gage ainsi accru.

Sans doute le caractère de mauvaise foi de la possession peut avoir une grande influence sur le *quantum* de la créance du possesseur, et même sur l'existence de cette créance. C'est ainsi que l'article 555 permet au propriétaire de ne rien rembourser s'il ne veut pas conserver les travaux exécutés. Mais, lorsque la créance existe, la mauvaise foi n'a aucun effet sur la garantie qui lui est attachée : cette garantie est la même qu'en cas de possession de bonne foi. J'en trouve une preuve manifeste dans l'article 2102, 3°, relativement aux dépenses nécessaires : ce texte donne à l'auteur de ces dépenses un privilège sur la chose conservée, et il ne distingue pas suivant que cet auteur était possesseur de bonne ou de mauvaise foi. Il n'y a pas lieu de distinguer davantage pour le droit de rétention. On s'est même demandé s'il n'y avait pas lieu d'accorder ce privilège pour dépenses n'ayant pas un caractère nécessaire et tendant simplement à l'amélioration de la chose. Il était accordé dans notre ancien Droit. (Pothier, *Introduction à la coutume d'Orléans*, tit. 20, n° 125.)

Il y a des arrêts et des auteurs qui admettent ce privilège dans notre Droit. (Colmar, 7 mars 1812; S. *Collect, nouvelle*, t. IV, 2^e partie, p. 55; Rouen, 18 juin 1823; S. *ibid*, t. VIII, 2^e partie, p. 96; Zachariae, § 261, n° 3;

Battut, *Privilèges et Hypothèques*, t. I, n° 49.) Cette opinion invoque un argument *a fortiori* tiré du texte qui admet le privilège pour dépenses nécessaires. Celui qui améliore la chose fait entrer une valeur nouvelle dans le patrimoine du débiteur, tandis que celui qui se borne à conserver la chose, ne fait que maintenir dans le patrimoine du débiteur une valeur qui s'y trouvait déjà ; il ne met rien de nouveau dans ce patrimoine.

Cet argument ne nous paraît pas bon. Les dépenses nécessaires sont les plus favorables, celles dont il importe le plus d'assurer le remboursement. Le conservateur met, en effet, la chose tout entière dans le patrimoine du débiteur en la suivant : car sans lui, la valeur de cette chose serait totalement perdue par le débiteur. D'ailleurs, le débiteur lui-même aurait fait ces dépenses de conservation, tandis qu'il n'est pas certain qu'il eût fait les dépenses d'amélioration. Or, les privilèges doivent être interprétés restrictivement, comme constituant une exception à la règle du concours au marc le franc des créanciers : pas de privilège sans un texte formel (art. 2092 et 2093). Or, l'article 2102 n'accorde le privilège que pour les dépenses nécessaires ; il faut donc le refuser pour les dépenses simplement utiles. On conçoit très bien la distinction au point de vue rationnel. Rien de plus facile que d'appliquer le privilège pour conservation, car il porte sur la valeur entière de la chose, il n'y a pas d'estimation à faire avant ni après les travaux de conservation. Au contraire, pour les frais d'amélioration, il faudrait déterminer la plus

value par une double estimation, l'une avant les travaux et l'autre après, ainsi que la loi le prescrit pour les immeubles sur lesquels on élève des constructions, au point de vue du privilège de l'architecte. De telles formalités sont impraticables à l'égard des meubles, et on comprend très bien que la loi n'ait pas voulu d'un privilège dont le fonctionnement serait à peu près impossible en fait.

L'argument tiré de l'autorité de Pothier n'est pas fondé ; cet auteur ne dit pas du tout ce qu'on lui attribue. Si l'on se reporte, en effet, au n° 487 de l'introduction de la coutume d'Orléans, on y lit : « à l'égard des ouvriers qui ont travaillé et façonné quelque chose, je pense que leur privilège ne dure que tant que cette chose est en leur possession et qu'ils n'ont que la rétention de la chose. »

C'est donc le droit de rétention, et seulement ce droit que Pothier accorde à celui qui a fait des dépenses utiles. Cette décision est parfaitement d'accord avec notre théorie. (En ce sens, Glasson, *Droit de rétention*, p. 131 ; Nicolas, *Droit de rétention*, n° 216 ; Marcadé, *Explication du Code Napoléon*, t. II, n° 430).

Nous accordons également le droit de rétention à l'acheteur en cas de résolution de la vente pour défaut de paiement du prix. Ce droit garantit : 1° la restitution de la partie du prix qu'il aurait payé, 2° les dépenses qu'il aurait faites sur la chose. (Cassat, 13 mai 1833 ; S. 33. 4. 668.)

Comme nous l'avons fait pour le possesseur en général

et pour les mêmes motifs, nous n'admettons pas la distinction entre l'acheteur de bonne ou de mauvaise foi que nous trouvons faite dans un arrêt de la Cour de Cassation du 25 mai 1852 (S. 52. 1. 546). D'ailleurs, si on refusait le droit de rétention à l'acheteur de mauvaise foi, cela aboutirait à la refuser dans presque tous les cas, car en général l'acheteur sera de mauvaise foi. Il faudrait supposer, en effet, pour que l'acheteur fût de bonne foi, une vente à terme, et un acheteur qui se croyait faussement en mesure de payer à l'échéance. Cette erreur est évidemment exceptionnelle, et ne saurait être présumée ; un débiteur doit connaître l'état de sa fortune.

Dans le contrat de louage d'ouvrage, il convient d'admettre le droit de rétention au profit de l'ouvrier. Peu importe qu'il n'ait pas fourni la matière, comme lorsque je donne du drap à un tailleur pour me faire un habit, ou qu'il l'ait fournie, comme il arrive quand je charge un tailleur de me faire un vêtement dont il fournira l'étoffe, « celui qui a fait un travail sur un meuble, a le droit de le retenir jusqu'à ce que le prix lui en ait été payé » : ainsi s'explique très nettement le Code civil portugais dans son article 1407. (Traduction Lepelletier, p. 271.) Cette solution résulte clairement chez nous des principes ci-dessus exposés.

Nous accordons encore le droit de rétention à l'usufruitier pour les créances en remboursement qu'il peut avoir contre le propriétaire. Ce cas ne se confond pas avec celui

du possesseur de mauvaise foi comme on le dit généralement en se fondant sur ce que l'usufruitier sait très bien que la chose appartient à autrui. En effet, l'usufruitier n'est pas un possesseur, il n'exerce pas le droit de propriété, il exerce son droit d'usufruit, et à cet égard il n'a pas le simple exercice de ce droit, il a le droit lui-même. Dans ses rapports avec le propriétaire, il n'est qu'un simple détenteur précaire, car il a un titre qui nie chez lui l'*animus domini* : c'est ainsi qu'il ne pourrait prescrire par aucun laps de temps.

Il n'en a pas moins le droit de rétention pour les créances nées à son profit contre le propriétaire à l'occasion de la chose qui fait l'objet de l'usufruit.

Au reste, ces créances ne sont pas si nombreuses qu'on pourrait le croire au premier abord. Les dépenses par lesquelles il aurait amélioré la chose demeurent, en effet, à sa charge, et ne sont pas sujettes à répétition. Cela est dit formellement par l'article 599. Ainsi, l'usufruitier d'une bibliothèque qui aurait fait relier les volumes brochés, ou qui y aurait fait ajouter en marge, par des hommes spéciaux, des notes ou traductions, n'aurait droit à aucun remboursement. Quant aux dépenses de conservation, ce sont généralement des dépenses d'entretien, et par conséquent des charges usufruituaires. Ainsi, l'usufruitier d'un cheval n'aurait aucune indemnité à demander pour les frais de nourriture, réparation des harnais, soins de vétérinaire. Toutefois, s'il s'agissait de dépenses extraordinaires, l'action en restitution serait permise, et il n'est

pas douteux, dans notre théorie du moins, que le droit de rétention s'y appliquerait. Par exemple, l'usufruit porte sur une obligation ou une action non entièrement libérée. Il y a lieu de faire des versements au cours de l'usufruit : le nu propriétaire qui devrait les faire, n'a pas d'argent ; c'est l'usufruitier qui fait ces déboursés ; il aura, à la fin de l'usufruit, une action en répétition garantie par le droit de rétention.

De même, nous accorderons le droit de rétention au mari, l'usufruitier et administrateur de la dot, pour les dépenses extraordinaires qu'il aurait faites, de ses propres deniers, à l'effet de conserver ses meubles dotaux.

La question de savoir si le commodataire a le droit de rétention est controversée. Dans notre théorie, ce droit s'impose pour toute créance que le commodataire peut avoir à raison de la chose par lui empruntée, soit que cette créance dérive de dépenses nécessaires ou utiles, soit qu'elle ait pour objet la réparation du préjudice causé par le commodat, par exemple, si je vous ai prêté un animal malade, qui a communiqué son mal à vos autres animaux.

Il y a un texte qui paraît contraire au droit de rétention, c'est l'article 1885 où nous lisons : « l'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit ». Certains auteurs, qui admettent le même principe que nous sur le droit de rétention, croient devoir le refuser au commodataire à raison de ce texte formel. (Pont, *Petits Contrats*, 2, n° 403.) On ajoute, pour

justifier cette exception, et la différence avec le cas du dépositaire, auquel un texte formel accorde le droit de rétention (art. 1948) que le commodataire reçoit un service gratuit. Il serait mal venu, alors qu'il a retiré de la chose le profit et l'utilité dont le prêteur s'est privé pour lui, à retenir la chose prêtée, et à s'en faire en quelque sorte un gage; ce serait répondre par une marque de défiance à l'acte de confiance et même de bienveillance dont il a été l'objet.

Je réponds que notre ancien Droit reconnaissait le droit de rétention au commodataire, conformément d'ailleurs à la doctrine romaine. Pothier le dit formellement, et il n'y a pas de raison pour que le législateur se soit séparé ici de son guide habituel : si telle avait été son intention, il l'aurait dit formellement. L'article 1885, cité à l'appui de l'opinion contraire, ne refuse pas le droit de rétention, il refuse la compensation, ce qui est tout différent. Ce refus de la compensation est d'ailleurs commandé par les principes généraux en cette matière, la compensation ne pouvant porter que sur des choses fongibles, et ne s'appliquant pas lorsque l'une des dettes a pour objet un corps certain. L'article 1885 ne fait que rappeler la solution déjà donnée dans la matière de la compensation, par l'article 1293, 2°.

Le commodataire, dit-on, a reçu un service gratuit; donc il n'y a pas lieu d'attribuer à ses dépenses une sûreté spéciale. Mais qu'est-ce que le caractère gratuit ou onéreux du contrat a à faire avec la question? Le législateur ne

reconnait-il pas au commodataire le privilège de l'article 2102, 3^o, lorsqu'il a fait des dépenses pour la conservation de la chose? La rétention ne dépend que d'une chose, à savoir la connexité de la dépense et de la chose retenue; or, cette condition est ici remplie; peu importe dans quel intérêt a été fait le contrat qui donne naissance à la rétention. (Glasson, *Droit de rétention*, n^o 6; Valette, *Privilèges et Hypothèques*, n^o 6.)

La condition de connexité entre la créance et la chose retenue donne lieu à une difficulté en cas de mandat.

Il n'y a aucun doute lorsqu'il s'agit de dépenses ayant trait directement à la chose confiée au mandataire. Ainsi, nous accordons le droit de rétention au commissionnaire sur les marchandises qu'il a achetées et payées de ses deniers pour le compte du mandant (Cass., 6 avril 1875; Dalloz, 75. 1. 354); à l'agent de change sur les titres par lui achetés à la bourse, et sur ceux qui lui ont été remis en couverture (Metz, 23 juin 1857; S. 58. 2. 328; Paris, 28 février 1857; S. 57. 2. 387); à l'avoué sur les pièces de procédure qu'il a faites, ou sur les titres pour l'obtention ou la régularisation desquels il a fait des déboursés (Paris, 25 août 1849; S. 49. 2. 491; Rouen, 12 décembre 1851; S. 53. 2. 299; Bordeaux, 7 février 1866; S. 66. 2. 184).

Sur ce dernier point on admet toutefois que pour ne pas entraver l'appel, l'avoué de 1^{re} instance doit remettre ses pièces à l'avoué d'appel, celui-ci en aura en quelque sorte le simple dépôt, et devra, après l'instance d'appel,

les restituer à son confrère de 1^{re} instance (Pau, 20 juillet 1892; S. 93. 2. 8).

Nous accorderons de même le droit de rétention à l'huissier sur les originaux des actes qu'il a faits. (Bordeaux, 14 mai 1879; S. 79. 2. 207.)

Il y a difficulté, au contraire, pour les dépenses qui n'ont pas un rapport direct à la chose retenue. Par exemple, je vous ai remis une procuration pour faire un achat en mon nom, ou j'ai remis des pièces à un avoué pour soutenir un procès. Le mandataire peut-il garder ces pièces jusqu'au paiement des sommes qu'il a déboursées pour moi? Je réponds affirmativement. La connexité est à la vérité indirecte, mais elle existe néanmoins. Le mandataire a compté sur ces pièces et documents, et sur le besoin qu'en avait le mandant pour assurer son remboursement : autrement il n'aurait fait aucun déboursé sans être couvert par une provision suffisante. Le droit de rétention est conforme, par conséquent, à l'intention des parties, et, comme je viens de le dire, à l'intérêt bien entendu du mandant qui, sans cela, ne trouverait personne pour se charger de ses affaires, à moins d'un paiement d'avance, qui lui est peut-être impossible. (Cassation, 17 janvier 1866; S. 66. 1. 92; Cassation, 16 août 1870; S. 70. 1. 398; Glasson, *Droit de rétention*, p. 151.)

Le droit de rétention peut-il être accordé au mandataire pour le paiement de son salaire? On sait que la gra-

tuité est simplement de la nature du mandat, et non pas de son essence ; un salaire peut donc très régulièrement avoir été stipulé par le mandataire (1986). Celui-ci peut-il dire au mandant : « je garde la chose jusqu'à ce que vous m'ayez payé mon salaire ? » Certains auteurs nient ici la connexité. (Nicolas, *Droit de rétention*, n° 233.) Nous pensons, au contraire, qu'il faut appliquer le droit de rétention pour le salaire, aussi bien que pour les dépenses faites en exécution du mandat, ou pour le préjudice que le contrat a occasionné au mandataire. Celui-ci a compté sur la rétention pour assurer son salaire ; autrement, il aurait sans doute exigé son paiement d'avance. D'ailleurs ce salaire lui est dû pour les soins qu'il a donnés à la chose, le temps qu'il a consacré pour l'administrer et la conserver. Cette peine qu'il a prise équivaut à un sacrifice pécuniaire, et le salaire est une indemnité de ce sacrifice ; il convient donc d'en assurer le paiement comme on le fait pour les déboursés proprement dits.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DE RÉTENTION CONFÈRE-T-IL AU CRÉANCIER UN DROIT DE SUITE?

Cette question est subordonnée à la suivante : le droit de rétention engendre-t-il un droit réel, opposable par cela même aux tiers, et non pas seulement au débiteur lui-même ?

Ou bien, au contraire, n'engendre-t-il qu'un simple droit personnel opposable seulement au débiteur, jusqu'au paiement de sa créance, mais sans effet à l'égard des tiers, c'est-à-dire les créanciers ou des ayants cause à titre particulier du débiteur ?

Il est évident que nous admettons la réalité du droit : autrement il ne serait pas question de droit de suite, et notre étude se trouverait sans objet.

La loi, qui n'a nulle part présenté une théorie générale du droit de rétention, et qui s'est bornée à en faire des applications particulières, n'a pas tranché la question. Aussi donne-t-elle lieu à une vive controverse, dans laquelle nous relevons deux systèmes principaux.

Le caractère simplement personnel du droit de réten-

tion est admis par M. M. Troplong. (*Nautissement*, n° 442, 524, et 552; *Privilèges et Hypothèques*, t. I, n° 256; Larombière, *Obligations*, t. II, art. 4486, n° 46; Laurent, t. XXIX, n° 292. Dans le même sens; Chambéry, 13 juin 1864; S. 65. 2. 48.)

Les textes étant muets, dit-on, dans ce système, il faut appliquer les principes généraux. Or, il est de règle que le créancier n'a de droit que contre son débiteur, à moins qu'il ne soit investi d'un privilège ou d'une hypothèque; ce sont là les seules causes de préférence admises par la loi.

On ajoute que si le droit de rétention était réel, il conférerait le droit de suite. Or, dit M. Laurent, il est d'évidence que le rétenteur n'a pas le droit de suite, puisque son droit précisément consiste à garder la chose. Que serait dès lors un droit réel dépouillé d'une de ses attributions les plus importantes? Les partisans de la réalité, dit-il, se laissent égarer par le but qu'ils poursuivent, ils veulent une garantie pleine et complète pour le créancier, et pour cela ils sentent la nécessité de considérer le droit commeréal. Mais c'est oublier le rôle modeste de l'interprète, c'est entreprendre sur le droit du législateur. La loi seule peut déterminer l'étendue de la garantie que seule elle a le pouvoir d'accorder. A certains créanciers, nous voyons qu'elle donne un droit de préférence à l'encontre de tous les tiers, même vis-à-vis des créanciers hypothécaires et des tiers acquéreurs. A d'autres, elle ne donne le droit de préférence qu'à l'égard des créanciers

chirographaires. Enfin, il y a certains créanciers, et ce sont précisément les rétenteurs qu'elle protège uniquement contre le propriétaire qui réclame sa chose, et qui a des obligations à remplir envers le possesseur, relativement à cette chose.

Le deuxième système, auquel nous nous rallions, et qui est d'ailleurs le plus généralement suivi, tant en doctrine qu'en jurisprudence, admet la réalité du droit de rétention.

Qu'est-ce qu'un droit réel? C'est celui qui crée un rapport immédiat et direct entre une chose et la personne au pouvoir de laquelle elle se trouve soumise d'une manière plus ou moins complète, et qui est par cela même susceptible d'être exercé, non pas seulement contre telle personne déterminée, mais contre tous. (Aubry et Rau, t. II, § 172, p. 49.)

Nous rencontrons ce caractère dans le droit de rétention; le rétenteur est en possession de la chose, et il s'établit un rapport direct entre cette chose et lui.

Qu'importe que le rétenteur soit créancier du propriétaire de la chose! Autre chose est la créance, autre chose est le droit de rétention qui la garantit; le droit principal peut parfaitement être personnel, sans que cela empêche le droit accessoire d'être réel. Il y a là deux rapports bien distincts; c'est ainsi que l'hypothèque et les privilèges sont incontestablement des droits réels, bien que formant la garantie d'un droit personnel.

On prétend qu'en Droit romain le droit de rétention était personnel, et M. Guillouard, qui admet comme nous la réalité du droit de rétention sous le Code civil, reconnaît le bien fondé de cette prétention. Pour y répondre, il se croit forcé d'admettre que notre législateur, fidèle au Droit romain sur le principe du droit de rétention, s'en est séparé au point de vue de ses effets. Cette explication est loin d'être satisfaisante, et laisse en réalité toute sa force à l'objection tirée de la tradition romaine.

Nous nions énergiquement que telle ait été la théorie du Droit romain, du moins à l'époque où il présenta au plus haut degré sa forme scientifique, c'est-à-dire à l'époque classique.

Au début, le mode usuel de donner au créancier une sûreté réelle, était l'aliénation judiciaire. Le créancier était rendu plein propriétaire de la chose engagée, sous l'obligation de la restituer en cas de paiement. Le droit de rétention s'appuyait ici sur le droit de propriété, et il est clair que dans ces conditions il comportait le droit de suite, soit vis-à-vis du débiteur lui-même, soit vis-à-vis d'un tiers détenteur quelconque. On s'aperçut que ce mode de sûreté, excellent à la vérité pour le créancier, compromettait les droits du débiteur qui était réduit à une action personnelle contre son créancier, et exposé ainsi à souffrir de son insolvabilité.

De là le *pignus*. Le créancier n'acquerrait plus la propriété de la chose; il n'avait même pas le droit de la vendre à l'échéance; il n'avait que le droit de rétention,

le *jus pignoris*, qu'il pouvait certainement faire valoir contre son débiteur par l'exception de dol opposée à la revendication. Il est inexact de dire d'ailleurs qu'il ne pouvait l'opposer qu'au débiteur. Il est certain, en effet, que, si le gagiste venait à perdre la possession, il pouvait la recouvrer par les interdits possessoires.

En effet, tout en lui déniait l'*animus domini* (L. 13, § 1. D. 6. 2.), les textes envisagent le créancier gagiste comme un véritable possesseur ayant une *possessio justa*. (L. 13, § 1, D. 6. 2; L. 16, D. usurp. et usuc.) Est-ce à dire que la possession puisse être *justa* et garantie par les interdits sans l'*animus domini*? On peut dire que le gagiste emprunte au propriétaire cet *animus*: en constituant le gage, le débiteur a, en quelque sorte, cédé sa possession, son droit aux interdits. Ainsi, lorsque deux personnes, en procès à l'occasion d'une chose, déposent l'objet litigieux entre les mains d'un séquestre, celui-ci acquiert la possession. (L. 17, § 1, D. 46. 3.)

D'autres disent que l'*animus domini* pouvait être remplacé par l'*animus possidenti* dont il nous est parlé dans certains textes. (L. 3, § 3, D. *de acq. vel. amitt. poss.*; L. 41, D. *de reb. credit.*, 12, 1.)

Cette question, d'ailleurs, est secondaire sur le point qui nous occupe. Qu'il ait une possession personnelle, ou qu'il ne fasse qu'emprunter la possession du débiteur, il n'en est pas moins certain que le gagiste a droit aux interdits. Pour nous en tenir aux meubles dont nous nous occupons exclusivement, l'interdit qui appartient au

gagiste dépouillé de la chose par une circonstance quelconque était l'interdit *utrubi*. Pour triompher, il n'avait qu'à démontrer qu'il avait possédé plus longtemps que le détenteur actuel dans l'année qui venait de s'écouler (*majora parte hujusce anni* : Loi 1, pr. D. 43, 31). Cela ne veut pas dire que le gagiste ne soit protégé qu'autant que sa possession dure depuis plus de six mois. Il triomphera même avec une possession beaucoup moins longue, par exemple, une possession de quinze jours, si son adversaire détient depuis moins de temps encore. A l'inverse, comme on ne tient compte que de l'année qui précède la comparution des parties devant le magistrat, le gagiste pourra succomber en face d'un adversaire qui a une possession moins longue que lui, par exemple, le détenteur actuel possède depuis six mois et un jour, et le gagiste avait possédé auparavant pendant neuf mois.

Enfin, la règle précédente est modifiée et le gagiste triomphe contre le détenteur actuel sans aucune condition de durée de la possession lorsque le dernier possède vicieusement à l'égard du premier, c'est-à-dire s'il possède *vi clam ant precario* à l'égard du gagiste. (Gaius, IV, § 150; Paul, V, 6 pr.; Justinien, *Institutes*, IV, 15, § 4).

Je trouve une autre preuve du droit de suite du rétenteur dans la faculté qui lui est donnée d'exercer l'action *furti*.

Tout d'abord il est certain que si le débiteur dérobe à son créancier la chose engagée, sans avoir payé sa dette, il est passible de l'action *furti* : c'est ce qu'on appelle le

furtum possessionis. Les textes qui accordent ici l'action *furti*, visent à la fois le créancier gagiste proprement dit, qui a reçu de son débiteur une chose en garantie par un contrat formel et spécial de gage, le possesseur de bonne foi, l'usufruitier qui a fait des dépenses dont le remboursement lui est dû, le commodataire qui est créancier à raison de la chose prêtée, le vendeur non payé qui retient la chose *pignoris loco* (Gaius, III, § 200 ; *Institutes* de Justinien, IV, 1, § 40 ; L. 14, § 1 ; L. 15, § 1 et § 2 ; L. 59. D. *de furt.*)

La condamnation est au double ou au quadruple suivant la distinction ordinaire entre le vol manifeste ou non manifeste.

Il n'y a pas ici sans doute une véritable application des droits de suite puisqu'il s'agit des rapports entre les créanciers et le débiteur. Pourtant, en ce qui touche le possesseur de bonne foi qui n'a aucune créance civile contre le propriétaire, l'action *furti* ne saurait guère s'appuyer que sur le droit réel du possesseur.

Au contraire, je vois une application directe du droit de suite lorsque le *furtum* a été commis par un tiers aux dépens du rétenteur. Plusieurs textes lui accordent l'action *furti* aussi bien qu'au débiteur lui-même, propriétaire de la chose (*Institutes*, IV, 1, § 44 ; L. 22, pr. D. 13. 7 ; Loi 15 pr. ; Loi 87. D. *de furt.*)

L'intérêt du gagiste ou rétenteur à exercer cette action est évident. D'abord, s'il est lié par un contrat envers le propriétaire, comme dans le cas de gage proprement

dit, de dépôt, de commodat, il est responsable du préjudice résultant du *furtum*, à moins de démontrer qu'il y a une force majeure : cela résulte de son obligation de *custodia* qui dérive du contrat. Enfin, même dans le cas où il échappe à la responsabilité à raison de la force majeure, ou parce qu'il n'est pas tenu de la *custodia*, il a intérêt à conserver sa sûreté pour le cas d'insolvabilité de son débiteur.

Au reste le gagiste ou rétenteur, à la différence du cas de *furtum possessionis* (celui où le vol a été commis par le débiteur lui-même) ne garde pas intégralement le montant de la condamnation, il ne conserve que le montant de sa créance. Il doit restituer le surplus à son débiteur, qui dès lors cesse de pouvoir poursuivre le *furtum* en son nom personnel.

Nous venons de voir qu'en Droit romain le *pignus* conférait un droit réel de possession donnant lieu à un véritable droit de suite par le moyen des interdits. Plus tard, on ne se contenta pas du droit aux interdits, et on donna au gagiste une action réelle proprement dite, l'action quasi-servienne ou hypothécaire, souvent appelée *vindictio pignoris*. Mais, dira-t-on, ces règles visent le gage proprement dit, et non pas le droit de rétention en général. Je réponds que le *pignus* romain consistait essentiellement dans le droit de rétention. Au début, le gagiste n'avait pas le droit de vendre, *jus distrahendi*, si ce n'est en vertu d'une convention formelle, sorte de mandat spé-

cial que le débiteur donnait au créancier en lui concédant le droit de rétention. Il est vrai que plus tard, cette convention fut sous-entendue, mais elle n'avait rien d'essentiel, et jusqu'à Justinien, les parties pouvaient convenir que le gagiste n'aurait pas ce droit, il n'en avait pas moins, dans toute sa plénitude, le droit de rétention, des interdicts et l'action hypothécaire.

D'ailleurs, tandis que le gage proprement dit, c'est-à-dire celui qui confère, outre le droit de rétention, le privilège sur le prix, exige chez nous un acte authentique ou sous seing privé enregistré, le *pignus* romain n'exigeait, même pour engendrer l'action hypothécaire, aucun écrit. Le simple consentement suffisait, et l'on sait que le consentement tacite a la même vertu que le consentement exprès. Donc tous les cas de rétention étaient des cas de *pignus*. Aussi voyons-nous les textes nous dire, même sans supposer une convention spéciale de gage, et par cela seul qu'un individu est détenteur d'une chose appartenant à autrui, que ce détenteur peut retenir la chose *pignoris loco*, jusqu'au remboursement par le propriétaire des dépenses qu'il a faites à l'occasion de cette chose.

En un mot, la rétention c'est le *pignus*, et il n'est pas douteux que le *pignus* engendrât un droit réel.

Ce n'est pas seulement par voie d'action que le droit de rétention pouvait être opposé aux tiers, mais aussi par voie d'exception. Supposons que vous fassiez mancipation ou *in jure cessio* d'une chose qui vous appartient, mais sur laquelle j'ai un droit de rétention pour la garantie de

votre dette envers moi. L'acquéreur la revendique. Je pouvais, je le crois du moins, vous repousser par une exception. Cela est certain si vous avez aliéné la chose à titre gratuit : j'opposerai à votre acquéreur l'exception de dol que je pouvais vous opposer à vous-même (L. 4, § 31. D. 44, 4).

Si vous avez aliéné à titre onéreux, par exemple à titre de vente, je ne peux pas, en principe, opposer l'exception de dol à l'acheteur à cause du caractère pénal de cette exception, mais j'étais protégé d'une autre façon. D'abord, je pouvais opposer à l'acheteur une exception *in factum* fondée sur ce que, comme nous méritons également protection, c'est moi qui dois être préféré à raison de ma possession : *in pari causa melior est causa possidentis*. D'autre part, il me sera généralement facile de démontrer qu'il s'est fait complice du dol du débiteur. Il devait avoir des doutes sur la bonté du droit de son auteur, en ne le voyant pas en possession de la chose vendue. Le gage serait illusoire s'il dépendait du débiteur de le mettre à néant en aliénant la chose à un compère qui irait la revendiquer contre le créancier.

Si, laissant de côté le Droit romain, nous passons aux origines directes de notre Code civil, nous voyons que dans notre ancienne jurisprudence, le droit de rétention conserva son caractère de réalité. Claude Serres (*Institutes de Droit français*, l. II, t. VIII, § 1) s'exprime ainsi : « Le créancier nanti dudit gage a droit de le retenir jusqu'à ce qu'il soit payé des sommes qui lui sont dues par le débiteur en capital et intérêt, outre et par dessus

celle qui fait l'objet de l'engagement, et cela même au préjudice d'un créancier antérieur et par préférence. (Compar. art. 2082 C. civ.)

Dumoulin, dans son commentaire sur l'article 128 de la *Coutume de Paris*, relatif à la dévolution de la succession, *Les enfants*, déclare que le père, qui a labouré un fonds appartenant à l'enfant, a le droit de retenir le fonds jusqu'au remboursement des frais de labour et d'ensemencement. Cela l'amène à indiquer la nature du droit de rétention : « davantage, combien que le père ne soit pas saisi, si a-t-il *jus retentionis*, car il n'est pas de pire condition qu'un simple fermier ou colon *qui nummis collit, qui haberet jus retentionis*, lequel droit est réel *quia præfertur omnibus proprietaris et directis et utilibus etiam hypothecariis, etiam hypotheca expressa nedum tacita*. (Comm. in consuetud. parisiens. t. XI, n^{os} 46 et 47, édit. de 1861, t. I, p. 188. Voyez aussi dans le même sens chez le même auteur : *Fractatus contract. Et usurar. Quæstio* 36, n^o 278, édit. de 1681, t. II, p. 111.)

Au reste, nos anciens auteurs se divisaient sur le point de savoir si le rétenteur devait être préféré même aux créanciers de la date antérieure ou seulement aux créanciers postérieurs à la constitution du droit de rétention. Dumoulin (*loc. cit.*) était pour la deuxième solution : *retentionis beneficio et jure exceptionis potior erit omnibus jus posterius prætendentibus*. Dumoulin vise sans doute des créanciers ayant un droit réel sur la chose, telle qu'une hypothèque ou un privilège. Le droit de rétention

étant lui même réel, il lui fait par cette proposition l'application de la maxime *prior tempore, potior jure*. Mais s'il s'agit de créanciers chirographaires ayant suivi la foi du débiteur, la règle est qu'ils sont égaux en Droit, n'ayant tous recours que contre la personne, et si le droit de rétention est opposable à la deuxième catégorie de créanciers, il n'y a pas de raison pour qu'il ne soit pas opposable à la première. La seule différence est que les créanciers antérieurs pourraient, en cas de fraude, invoquer contre la constitution du droit de rétention, l'action paulienne dont il ne saurait être question pour les créanciers postérieurs.

Au point de vue du droit de suite, Dumoulin n'est pas moins affirmatif que pour le droit de préférence. Nous lisons au même endroit : « *imo*, quand aucun qui pouvait user de rétention de la chose, s'en est départi sans être remboursé, il a son action à ce que la jouissance lui soit rétablie ».

Nous avons dit que le Droit romain, dans certains cas, notamment en ce qui touche le possesseur de bonne foi, ne donnait pas au rétenteur d'autre moyen d'obtenir le remboursement de ses avances, que le droit de rétention. Conformément au système général de ses institutions, le Droit romain n'a sanctionné que dans des cas particuliers. qui allèrent, il est vrai, en s'élargissant, le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Mais il n'a jamais sanctionné ce principe d'une façon générale par voie d'action. Notre ancien Droit, moins strict à cet égard,

donnait l'action en remboursement toutes les fois que cela lui paraissait conforme à l'équité, et ainsi nous voyons le rétenteur jouir d'une action pour sanctionner une créance qui, en Droit romain, était demeurée dans certains cas à l'état de créance simplement naturelle. Dumoulin, imbu des décisions du Droit romain, donne ainsi au rétenteur, qui n'est lié par aucun contrat synallagmatique envers le propriétaire, l'action *negotiorum gestorum* utile : « partant qu'ès cas où la loi dit que celui qui a payé n'a point d'action ains seulement rétention, soit entendu de l'action directe, et néanmoins qu'il puisse exercer l'action utile pour répéter les impenses, qui est l'action utile *negotiorum gestorum* ». Tel est également le système de notre Droit actuel. (C. civil, art. 553.)

Si le rétenteur a une action personnelle contre le propriétaire de la chose à raison de laquelle il a fait des dépenses, à quoi bon le droit de rétention, si ce n'est pour l'investir du droit de préférence ? En Droit romain, un droit de rétention purement personnel se serait peut-être compris, pour suppléer l'action en remboursement qui faisait défaut. Mais chez nous ce serait un véritable non sens. De deux choses l'une en effet : ou le débiteur est solvable ou il ne l'est pas ; s'il est solvable, le droit de rétention est inutile, l'action personnelle suffit.

S'il est insolvable, le rétenteur ne peut être payé qu'à la condition d'avoir préférence sur les autres créanciers. Si vous lui refusez cette préférence, il subit le sort commun, et le droit de rétention ne lui sert à rien.

Reste à démontrer que notre théorie est conforme aux textes du Code civil, et que ces textes reconnaissent au droit de rétention les droits de préférence et de suite qui sont les deux attributs de la réalité.

Pour le droit de préférence, j'invoque les textes suivants :

1° L'article 1613. — Il s'agit là du droit de rétention du vendeur. Le texte déclare que si l'acheteur tombe en faillite ou en déconfiture, le vendeur peut opposer son droit de rétention à la masse de ses créanciers.

Je remarque, pour écarter l'objection de ceux qui voudraient argumenter du texte *a contrario*, et nier ainsi le droit de préférence pour les applications du droit de rétention autres que la vente, que le texte n'établit pas expressément ce droit de préférence, mais qu'il le suppose. Il vise le cas d'une vente à terme. Or, dans ce cas, le droit de rétention n'existe évidemment pas, mais le texte déclare que, la faillite et la déconfiture emportant déchéance du terme, la vente devient pure et simple, et dès lors le droit de rétention s'applique. Le texte a pour objet direct, non d'attribuer le droit de préférence au droit de rétention dans le cas particulier qu'il prévoit, mais de donner le droit de rétention au vendeur lorsque son acheteur tombe en faillite ou en déconfiture, et qu'on ne donne pas caution au vendeur pour lui garantir le paiement du prix. Dès lors voici mon argument : si le droit de rétention est opposable en cas de faillite, c'est donc que le

rétenteur est préféré aux créanciers et que ceux-ci doivent le désintéresser pour avoir la chose et se payer sur sa valeur : c'est donc en un mot que le droit de rétention est réel dans la pensée du législateur.

2^o L'article 1948 et les Travaux préparatoires qui précisent le sens exact de ce texte. Cet article donne au dépositaire, pour assurer le recouvrement des dépenses qu'il a faites à raison de la chose déposée, un droit de rétention sur cette chose. Le conseiller d'État, Réal, justifia devant le Corps législatif cette disposition de la façon suivante : « jusqu'au paiement de ces dépenses et indemnités, le dépôt peut être retenu, car il est naturellement et sans le secours d'une stipulation, le gage des créances dont il est la cause (Fenet, t. XIV, p. 507.) Il nous paraît certain que ces mots *peut être retenu* ont, dans la pensée de leur auteur, une portée absolue ; autrement l'orateur n'aurait pas manqué d'ajouter une clause restrictive ; le laconisme qu'on recherche dans la loi n'a aucune raison d'être dans un exposé de motifs. Le tribun Favart s'exprime en termes également absolus, et peut-être plus décisifs encore :

Le dépositaire a même un privilège pour le remboursement de ses frais, puisque le projet l'autorise à retenir le dépôt, *quasi quodam jure pignoris*, jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû (*ibidem*.)

L'expression « privilège » est sans doute excessive, car nous n'admettons pas que le dépositaire ait un droit de

préférence sur le prix de la chose retenue ; tout en maintenant énergiquement la réalité du droit de rétention, nous n'allons pas jusqu'à y attacher un privilège ; on se heurterait ici au principe certain qu'il n'y a pas de privilège sans texte. L'orateur a songé sans doute aux dépenses du dépositaire qui auraient un caractère nécessaire, et qui auraient eu pour but la conservation de la chose ; il est vrai que dans ce cas le dépositaire a un privilège, celui du conservateur (art. 2102, 3°).

Quoi qu'il en soit, il se dégage certainement de ce passage que l'orateur entend maintenir le droit de rétention, même à l'encontre des créanciers du déposant.

L'article 446 du Code de commerce déclare nul de plein droit, à l'égard de la masse de la faillite, le gage qui serait donné pour une dette antérieurement contractée, par un commerçant à l'un de ses créanciers au cours de la période suspecte. Cette disposition implique que, si le gage n'était pas donné dans ces circonstances, c'est-à-dire s'il avait été constitué avant la période suspecte, il serait opposable à la masse. Donc, aux yeux du législateur, le droit de rétention comporte le droit de préférence. On objecte que le mot « gage » est ici pris dans un sens restreint : il s'agit du contrat de gage proprement dit, celui qui est destiné à faire naître le privilège ; or, il n'est pas douteux que le privilège comporte le droit de préférence. Il n'y a rien à induire du texte quant au simple droit de rétention : le texte est étranger à cette question.

Voici ma réponse. D'abord, rien ne dit que le législateur n'ait pas pris le mot « gage » dans un sens large, comprenant la concession d'un simple droit de rétention. Ce qui vient à l'appui de notre manière de voir, c'est que le texte ne dit pas « tout droit de gage », mais bien « tout droit de nantissement ». Or le mot « nantissement » est très général et s'applique au cas très pratique où le commerçant, sur le point de tomber en faillite, aurait remis des objets quelconques au créancier pour lui conférer sur eux un droit de rétention.

Mais nous puisons dans le texte même de l'article 446 une réponse plus précise et absolument décisive. Le texte dit : « tous droits de nantissement et d'antichrèse ». Or, l'antichrèse ne confère pas de privilège au créancier, elle ne lui donne qu'un droit de rétention. Or, la loi annule l'antichrèse au regard de la masse des créanciers ; c'est donc que le droit de rétention qui en forme le seul avantage serait, sans cette disposition, opposable à ces créanciers ; c'est donc en un mot que le droit de rétention est réel.

Passons au droit de suite. Pour démontrer que la loi l'attribue au droit de rétention, j'invoque deux textes : l'article 1749 du Code civil, et l'article 2 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription.

Aux termes de l'article 1749 « les fermiers ou locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages-intérêts ci-dessus expliqués ».

On sait qu'aux termes de l'article 1743, le locataire d'un immeuble peut opposer son droit à l'acquéreur. La jurisprudence s'appuie même sur ce droit de suite incontestable pour en induire, à tort, suivant nous, la réalité du droit de preneur. Quoi qu'il en soit de cette controverse, qui est absolument en dehors de notre sujet, il est certain que ce droit de suite peut rendre beaucoup plus difficile la vente de cet immeuble, les personnes les plus empressées peut-être à l'acheter à un haut prix étant souvent celles qui se proposent d'entrer en jouissance immédiate. Aussi le bailleur met-il parfois dans le contrat de bail, afin de se réserver de vendre plus facilement l'immeuble loué, une clause aux termes de laquelle le locataire, au cas de vente par le bailleur, ne pourra pas opposer le bail à l'acquéreur ; l'article 1743 *in fine* admet formellement la validité de cette clause. Supposons donc qu'un bailleur, qui s'est réservé la faculté de vendre par une clause du bail, opère cette vente, que l'acheteur veuille expulser le fermier, et qu'à ce moment, ce dernier se trouve créancier du bailleur à raison du bail, soit qu'il ait fait des dépenses nécessaires pour la conservation de la maison, soit qu'ayant payé des loyers par anticipation, il ait le droit de les répéter.

Le locataire peut-il opposer son droit de rétention à l'acheteur ? L'article 1749 répond affirmativement ; c'est dire de la façon la plus nette que ce droit de rétention comporte le droit de suite. Ce droit de suite ne saurait, en effet, s'expliquer, comme dans l'article 1743, par une

clause sous-entendue dans le contrat de vente, puisque les parties ont écarté formellement cette clause; il implique nécessairement la réalité du droit de rétention.

Quant à l'article 2 de la loi du 23 mars 1855, il soumet à la transcription la constitution du droit d'antichrèse pour rendre ce droit opposable aux tiers. On sait que ces tiers, d'après l'article 3 de cette loi, sont ceux qui ont acquis des droits sur l'immeuble, objet de l'antichrèse, du chef du débiteur, et qui sont tenus de faire transcrire leur contrat, c'est-à-dire d'une façon générale, ceux qui ont acheté l'immeuble au débiteur. On veut que les tiers, qui se proposent d'acheter l'immeuble, puissent savoir s'il est grevé d'une antichrèse. Or, l'antichrèse n'étant qu'un simple droit de rétention, cette disposition implique que, dans la pensée de la loi, le droit de rétention est réel et opposable aux tiers acquéreurs.

On objectera peut-être que dans les deux cas précédents, il s'agit d'immeubles, et que le droit de suite, qui se comprend aisément pour eux, ne saurait s'appliquer en matière de meubles. Ainsi, l'article 2119 déclare que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. Je réponds que les meubles comportent en principe le droit de suite tout comme les immeubles; les droits réels dont les meubles sont susceptibles, l'usufruit, le privilège et le droit de rétention dans notre système, qui sont des démembrements du droit de propriété, sont opposables aux tiers acquéreurs de ces meubles, absolument comme ils le seraient s'ils portaient sur des immeubles. Seulement, ce

droit de suite est plus précaire, plus fragile, en vertu de la maxime : « en fait de meubles, possession vaut titre ». C'est ce que nous allons expliquer dans notre troisième et dernière partie.

Il résulte du caractère réel du droit de rétention qu'il ne peut être constitué que par le propriétaire ou du moins par un usufruitier.

Etant donné, en effet, que le droit de rétention est un démembrement du droit de propriété, il s'ensuit que celui-là seul qui est propriétaire, en tout ou en partie, peut le conférer à un tiers.

Mais cette règle est modifiée, dans notre sujet qui ne vise que les meubles, par la règle de l'article 2279. « En fait de meubles, possession vaut titre ». Si mon débiteur me donne en gage un meuble quelconque, par exemple, un tableau qui appartient à Primus, et que je sois de bonne foi, j'acquies le droit réel de rétention. De même qu'il suffit que j'exerce de bonne foi le droit de propriété sur un meuble pour en être propriétaire, de même il suffit que j'exerce de bonne foi le droit de gage ou de rétention sur un meuble pour avoir véritablement ce droit.

La loi ne dit pas, en effet, que la possession vaut « titre de propriété », elle dit qu'elle vaut « titre », c'est-à-dire qu'elle fait présumer qu'on a acquis valablement, *a domino*, le droit qu'on exerce. De même, si j'avais acquis de bonne foi un droit d'usufruit sur un meuble n'appartenant pas

au constituant, j'aurais véritablement ce droit d'usufruit, je pourrais l'opposer au propriétaire lui-même. Ce qui est vrai de l'acquisition par la possession, de la propriété elle-même, est également vrai de ses démembrements.

Ainsi encore, vous m'avez remis en dépôt une chose appartenant à Primus, et dont je vous croyais propriétaire. J'ai fait des dépenses sur cette chose; j'aurai le droit de rétention et je pourrai l'opposer à Primus le véritable propriétaire. Il ne pourra pas m'objecter que le déposant n'étant pas propriétaire, je n'ai pu acquérir de son chef un droit réel. Je lui répondrais qu'en matière de meubles, on acquiert le droit par le fait même de la possession de bonne foi. J'aurais pu acquérir du déposant la propriété elle-même et l'opposer à Primus; donc j'ai pu aussi bien acquérir le droit de rétention.

Il en serait évidemment autrement dans les cas où la loi déroge à la règle. « En fait de meubles, etc. », c'est-à-dire en cas de perte et de vol. Si mon débiteur, après avoir volé un tableau appartenant à Primus, me le donne en gage, je n'acquiers pas le droit de rétention, du moins au regard du propriétaire victime du vol, pas plus que je n'en acquerrais la propriété si mon débiteur, au lieu de me donner la chose en gage, me l'avait vendue. Il en serait de même en cas de perte.

Mais il est possible que le débiteur, qui a constitué le droit de rétention, ait acheté la chose dans les conditions de l'article 2280, c'est-à-dire dans un marché public

ou chez un marchand vendant des choses pareilles. Il est certain que si le propriétaire, dépouillé par la perte ou le vol, revendiquait contre mon débiteur lui-même, il devrait, pour réussir, indemniser ce dernier de son prix d'achat. Le rétenteur pourra-t-il lui opposer cette exception? Certainement; il a acquis, dans la mesure où il en avait besoin pour assurer son droit de rétention, les droits de son débiteur. Mais il ne pourra pas recevoir en ses propres mains la somme représentative du prix de la chose, pour l'imputer jusqu'à due concurrence sur sa propre créance. Il ne peut, en effet, disposer du gage de sa propre autorité; il faut l'autorisation de la justice. (Code civ., art. 2078, 2081.) Le rétenteur actionné en revendication doit donc mettre son débiteur en cause, afin qu'il soit statué sur les divers rapports en présence. Le tribunal ordonnera le dépôt de la somme à la Caisse des Dépôts, et le droit de rétention s'exercera au profit du créancier sur cette somme, jusqu'à ce qu'il ait été payé de son dû.

D'ailleurs, si le rétenteur souffre dans ce cas de l'exception apportée à la maxime « en fait de meubles, etc. », il en bénéficiera dans le cas inverse. Supposons, en effet, que le rétenteur soit lui-même victime d'une perte ou d'un vol, et qu'il aperçoive la chose affectée à sa garantie entre les mains d'un tiers *Primus*. Il exercera contre lui la *vindicatio pignoris*, sans que *Primus* puisse lui opposer sa possession de bonne foi et à titre de propriété. Le seul droit de *Primus* serait, dans le cas où il aurait

acheté la chose dans les circonstances de l'article 2280, d'exiger du revendeur, avant de la restituer, le remboursement de son prix d'achat.

Pour dire que le droit de rétention n'est pas réel, M. Laurent (t. XXIX, n° 292) invoque qu'*évidemment* il ne confère pas le droit de suite, cet attribut essentiel de la réalité ; et, pour montrer combien il est évident que le droit de rétention ne comporte pas le droit de suite, il se borne à dire : « Le droit que la loi lui accorde (au créancier nanti) consiste précisément à retenir la chose. »

La raison est singulière. L'usufruitier aussi a droit de retenir la chose contre un individu quelconque, fût-il même le propriétaire, qui voudrait la lui enlever ; le propriétaire aussi a le droit de faire de la chose ce qu'il veut ; il n'en est pas moins vrai que l'usufruitier et le propriétaire peuvent la revendiquer quand ils en ont perdu la possession. De même, le créancier nanti a droit de garder la chose jusqu'au paiement, tant qu'il l'a, et c'est ce que dit la loi ; mais cela n'implique pas du tout qu'il ne puisse pas la ressaisir quand il ne l'a plus.

« Sans doute, dit M. Laurent (*loc. cit.*), si le droit de rétention grevait la chose que le créancier retient, les acquéreurs ne pourraient exercer leurs droits que sur la chose ainsi démembrée. Mais si la chose n'est pas grevée, si le débiteur seul est tenu, si le créancier n'a qu'un droit personnel, il est d'évidence que les acquéreurs ne sont pas obligés par l'obligation qui lie leur auteur. On applique

donc à faux la maxime qui ne permet pas de transmettre à d'autres plus de droit qu'on n'en a soi-même. Ce principe, très vrai quand il s'agit de droits réels, ne peut pas être invoqué contre les ayants cause de celui qui s'est obligé personnellement ; les obligations passent aux ayants cause à titre universel, elles ne passent pas aux ayants cause à titre particulier ». Ainsi, d'après M. Laurent, si nous le comprenons bien, le droit de rétention est une sorte de créance particulière du rétenteur contre le propriétaire. Celui-ci s'est obligé à ne pas revendiquer contre le rétenteur, tant qu'il n'aurait pas payé sa dette. Voilà donc une créance qui est garantie par une autre créance contre le même débiteur. Mais c'est un bien singulier système de sûreté qui, il faut le dire, serait unique dans notre droit, et constituerait de la part de notre législateur une complète invention, car nulle part on ne trouve rien de pareil. Notre Droit, conformément au Droit romain, indique expressément deux sortes de sûretés, les sûretés personnelles et les sûretés réelles. On a toujours admis que les sûretés personnelles consistent dans le cautionnement, c'est-à-dire dans l'engagement accessoire d'un tiers solvable ; or, il faudrait admettre, dans la théorie de M. Laurent, que le droit de rétention constituerait une deuxième espèce de sûreté personnelle, qui serait établie par la loi par simple voie de silence : ce seraient les interprètes qui induiraient cette institution, en haine de la sûreté réelle. Mais, qu'est-ce qu'une pareille sûreté qu'il serait toujours au pouvoir du débiteur d'anéantir ?

Prenons pour exemple le cas de l'article 2082. Je vous dois 10.000 francs pour lesquels je vous donne en gage un objet d'art. Puis, je vous emprunte 5.000 francs, et il se trouve que cette dette est échue lorsque je viens vous payer la première. Le texte dit que vous avez le droit de rétention jusqu'au paiement de la deuxième dette. Est-il admissible que je puisse vous dépouiller de cette sûreté en aliénant l'objet à un compère qui irait le revendiquer contre vous ?

Prenant le contre-pied de la formule de M. Laurent, nous n'hésiterons pas à dire que ce qui nous paraît évident, c'est l'existence, dans le droit de rétention, du droit de suite, conséquence de sa réalité.

TROISIÈME PARTIE

FONCTIONNEMENT DU DROIT DE SUITE ATTACHÉ AU DROIT DE RÉTENTION

Nous supposerons ici que le rétenteur n'a plus la détention de la chose retenue; il s'agit de savoir s'il peut la recouvrer contre le détenteur actuel. Je distingue trois cas :

1° Le rétenteur a remis volontairement la chose à son débiteur;

2° Il l'a remise volontairement à un tiers;

3° Il a été dépouillé de la détention par un fait indépendamment de sa volonté.

CHAPITRE PREMIER

LE RÉTENTEUR A REMIS VOLONTAIREMENT LA CHOSE A SON DÉBITEUR

Par cette remise il a renoncé à son droit de rétention, et il est réduit à sa créance personnelle contre le débiteur. Nous savons qu'en Droit romain, le rétenteur dans certains cas, n'avait aucune action personnelle contre le débiteur : la rétention était son seul droit, son seul moyen de contrainte pour obtenir son dû. Dans ce cas, s'étant démuni de son droit de rétention, il était réduit à la situation de celui qui n'a qu'une simple créance naturelle. Chez nous, au contraire, le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui est sanctionné en tout cas par voie d'action : il suffit qu'une personne doive pour être passible de contrainte judiciaire quand elle ne paye pas.

Si le rétenteur avait, outre le droit de rétention, un privilège sur la chose retenue, perdrait-il son privilège ?

Lorsque ce privilège est subordonné à la possession, c'est-à-dire lorsqu'il est fondé sur l'idée de nantissement, oui évidemment ; il en est ainsi pour le créancier gagiste,

pour le bailleur, pour l'aubergiste, et, sauf controverse, pour le voiturier. Lorsqu'au contraire il est fondé sur la mise d'une valeur dans le patrimoine du débiteur, le privilège survit à la dépossession. Le droit de rétention seul est perdu, c'est ce qui arrive pour le vendeur, pour le conservateur, et, dans une opinion que nous n'admettons pas, pour le voiturier.

Le rétenteur qui se repent de l'abandon qu'il a fait de son droit de rétention, et qui, par suite de circonstances nouvelles et imprévues, vient à redouter l'insolvabilité du débiteur, peut-il revenir sur sa décision, et se faire restituer la chose à l'effet d'exercer le droit de rétention ?

Evidemment non, en principe la convention fait la loi des parties, le débiteur a accepté la restitution de la chose, et dès lors la perte du droit de rétention se trouve consommée.

Ce principe comporte deux exceptions : 1^o au profit du vendeur ; 2^o au profit du capitaine qui a livré les marchandises sans être payé du fret. Nous consacrerons une section à chacune de ces exceptions.

SECTION I

DE LA FACULTÉ POUR LE VENDEUR DE RESSAISIR SON DROIT DE RÉTENTION AU CAS OU IL A LIVRÉ LA CHOSE A L'ACHETEUR

Aux termes de l'article 2102, 4^o, al. 2, le vendeur qui se repent d'avoir livré la chose vendue à l'acheteur sans

avoir été payé du prix peut, dans un bref délai, ressaisir son droit de rétention. Tel est du moins le sens que nous attribuons à ce texte qui est ainsi conçu : « si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets (les effets mobiliers vendus et non payés), tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se retrouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite. »

Ainsi un meuble a été vendu sans terme, et, par conséquent le vendeur a eu le droit de rétention pour assurer le paiement du prix (art. 1612). Mais, confiant sans doute dans la bonne foi et la solvabilité de l'acheteur, il a livré sans avoir été payé, croyant que l'acheteur allait le payer dans la journée ou dans très peu de temps. L'acheteur ne paye pas, et le vendeur se repent de sa confiance ; la loi lui permet par notre texte de ressaisir sa sûreté par une *vindictio pignoris*, pourvu qu'il agisse dans un bref délai, et que les autres conditions du texte soient remplies. Ces conditions sont au nombre de quatre, il faut :

1^o Que la vente ait eu lieu sans terme, pour le paiement du prix ;

2^o Que la chose soit encore en la possession de l'acheteur ;

3^o Que la revendication ait lieu dans la huitaine de la livraison ;

4^o Que la chose se trouve dans le même état qu'à l'époque de la livraison.

La vente à notre avis n'est pas résolue ; il serait d'une rigueur excessive, et contraire au principe de l'article 1484, que l'acheteur fût dépouillé du bénéfice de son contrat pour un retard de quelques jours dans le paiement. La vente ne peut être brisée, pour défaut de paiement, que par un jugement, et le tribunal a le droit, si l'acheteur est embarrassé pour un paiement immédiat, de lui accorder un délai.

Le seul but du vendeur, dans cette revendication, est de ressaisir son droit de rétention, et de se replacer dans la situation où il était avant d'avoir livré.

Cette disposition est spéciale aux meubles, comme l'indique notre texte. En matière d'immeubles, le privilège et l'action résolutoire suffisent pour assurer pleinement le vendeur qui a opéré la délivrance. Pourquoi n'en est-il pas de même pour les meubles ? Le vendeur n'a-t-il pas ici également le privilège (art. 2102, 4^e, al. 1) et l'action résolutoire (art. 1634) ? Il est vrai que même en matière de meubles le vendeur jouit de ces moyens, mais ces armes qui, pour les immeubles, sont sûres et efficaces, grâce au droit de suite, deviennent extrêmement fragiles et incertaines pour les meubles ; en effet, il suffit que l'acheteur aliène la chose à un acheteur de bonne foi pour les rendre inutiles. Le sous-acquéreur se trouve protégé à la fois contre le privilège et l'action résolutoire du vendeur primitif en vertu de la maxime « en fait de meubles, etc. » Il en est de même si, sans vendre la chose, l'acheteur l'a engagée à un créancier de bonne foi. Il suffit même qu'il

l'ait placée dans un immeuble loué, puisque le privilège et l'action résolutoire du vendeur s'effacent devant le privilège du bailleur. Donc toutes les sûretés accordées au vendeur lorsqu'il a livré, sont subordonnées au fait que l'acheteur n'aliène pas, et ne fasse pas sur la chose un acte de disposition. Dès lors il n'y avait qu'un moyen de rendre à ces sûretés leur valeur, en les mettant à l'abri du fait de l'acheteur, c'était de restituer au vendeur la détention matérielle, et tel est l'objet de notre texte.

De ce que la vente n'est pas résolue, et qu'il ne s'agit ici que d'une mesure provisoire et conservatoire, je tire les conséquences suivantes :

1° Il n'y a pas lieu à assignation et à jugement. Le vendeur adresse une requête au président du tribunal de 1^{re} Instance afin d'être autorisé, par simple ordonnance de ce magistrat, à opérer la saisie. (C. de proc. civ., art. 826.) Cette requête désigne sommairement les effets vendus (*Ibid.*, art. 827).

L'ordonnance peut être rendue et exécutée tous les jours même fériés (*Ibid.*, art. 828). L'acheteur lui-même peut être constitué gardien, ce qui constitue une différence avec la saisie exécution (*Ibid.*, art. 830) ;

2° Le vendeur, après avoir repris possession de la chose peut la saisir, la faire vendre, et, tout en gardant les acomptes par lui reçus, se payer par privilège sur le prix du reliquat de sa créance, le surplus du prix revenant aux autres créanciers de l'acheteur ;

3° Si l'acheteur, dépouillé de la possession de la chose

par l'effet de la revendication, trouve l'argent nécessaire pour payer, alors que le vendeur n'a pas encore fait prononcer la résolution, il peut venir exiger, en payant comptant, la livraison de la chose, ou des dommages-intérêts, si le vendeur n'est pas en état de livrer.

Tous les interprètes n'admettent pas cette explication de la revendication organisée par l'article 2102, 4°. En dehors de notre explication, nous trouvons les deux systèmes suivants :

D'après Duranton (t. XVI, nos 204 et 380), cette revendication n'est autre chose que l'action résolutoire. Dans notre Droit, dit-on, la propriété est transférée par le seul effet de l'obligation d'en opérer le transfert, par le seul effet de la vente, dans notre hypothèse (C. civ., art. 711, 118, 1583). Donc l'acheteur est propriétaire de la chose vendue par le seul effet de la vente, et il en est libre possesseur en vertu de la tradition. Dès lors si le vendeur est autorisé à reprendre la chose, ce ne peut être qu'en vertu d'une résolution de la vente. Cette résolution d'ailleurs a lieu sans aucune clause de contrat et par cela seul que l'acheteur n'exécute pas son obligation de payer le prix. Le pacte commissaire qui devait être exprès en Droit romain est sous-entendu dans notre Droit français (art. 1184 et 1654).

Dès lors, la vente étant résolue, la propriété se trouve replacée dans le patrimoine du vendeur. Pour mieux dire, le vendeur est censé, à raison de l'effet résolutoire de la

condition (art. 1183), n'avoir jamais cessé d'être propriétaire ; c'est ce qui explique la revendication de l'article 2102, 4^o ; c'est une revendication fondée sur la résolution.

Qu'on n'objecte pas, dit-on, le court délai accordé par l'article 2102, 4^o ; qu'on ne dise pas que cette explication est en contradiction avec les articles 1184 et 1654, qui accordent la résolution de la façon la plus large. Il y a en effet deux choses à distinguer : le droit de provoquer la résolution vis-à-vis du débiteur, et le droit de la provoquer vis-à-vis de ses créanciers.

A l'égard du débiteur, c'est-à-dire ici de l'acheteur, l'action résolutoire, conformément au droit commun, dure 30 ans (art. 2262).

Mais au regard des créanciers de l'acheteur, il importait d'en limiter la durée. Les créanciers ont dû compter sur ce meuble comme sur tous les autres meubles de l'acheteur, lorsqu'ils lui ont fait crédit, et ils seraient trompés dans leur légitime espérance, si des personnes qui ont vendu un meuble il y a 6 mois, 2 ans, 20 ans, venaient les soustraire à leur gage par l'effet de l'action résolutoire. C'est ainsi qu'en cas de faillite le législateur a pris soin d'exclure, au regard de la masse, l'action en revendication de l'article 2102, 4^o. On sait, en effet, qu'en matière commerciale, le législateur, dans un but de simplification, de célérité et d'économie, est beaucoup plus radical dans les mesures qu'il édicte en faveur des créanciers. (C. de Commerce, art. 446 et 447.)

En matière civile, et en cas de déconfiture, il admet la résiliation, mais seulement dans un délai de 8 jours à partir de la livraison.

Cette explication ne nous paraît pas bonne. Quand les articles 1184 et 1654 ont accordé au vendeur l'action résolutoire et cela dans les termes les plus larges, et sans condition d'un délai spécial quant à son exercice, il visait certainement le cas d'un acheteur en déconfiture : il supposait l'action résolutoire intentée à l'encontre des créanciers de l'acheteur. Quand l'acheteur est solvable, il paye dès la première menace de poursuite, et s'il ne paye pas, ce n'est pas la résolution que le vendeur demande, c'est le paiement.

On prétend que cette action résolutoire est une atteinte aux légitimes espérances des créanciers, qui ont dû compter sur le meuble vendu, ainsi que sur tous les autres meubles qui se trouvent en la possession de l'acheteur au moment où ils lui ont fait crédit. Je ne nie pas l'importance de cette considération et son influence sur les auteurs du Code de Commerce de 1807. Mais en matière civile, cette préoccupation a été étrangère au législateur de 1804; s'il en avait tenu compte, ce n'est pas seulement l'action résolutoire qu'il aurait renfermée dans un délai de 8 jours, c'eût été aussi le privilège, qui est tout aussi gênant pour les créanciers que l'action résolutoire; il est même plus onéreux en ce que, après avoir épuisé le prix de la chose, le vendeur demeure créancier chirographaire pour le reli-

quat de sa créance, et vient en concours avec les autres créanciers sur la masse de l'actif.

Les décisions de jurisprudence sont d'accord avec notre système pour nier qu'il s'agisse, dans l'article 2102, 4^o, de l'action résolutoire, et que cette action soit soumise aux conditions de cet article. Dans un arrêt du 10 juillet 1833 (S. 33. 2472) la Cour de Paris décida que le vendeur d'une machine à vapeur pouvait agir en résolution de la vente même à l'encontre des créanciers de l'acheteur (il s'agissait même, dans l'espèce, de créanciers hypothécaires), bien que cette machine eût été incorporée à un immeuble. Or, l'article 2102 n'admet la revendication qu'il organise que si la chose vendue est encore dans le même état. La Cour considère donc l'action résolutoire comme étrangère à ce texte.

Il est vrai que la Cour de Cassation (Cassat. civ. rejet, 9 décemb. 1833; S. 36. 1. 484) rejeta le pourvoi formé contre une décision qui repoussait l'action résolutoire dans un cas identique (incorporation à un immeuble d'une machine à vapeur vendue). Mais le motif invoqué par la Cour de Cassation ne consiste pas à dire que l'une des conditions de l'article 2102, 4^o, fait défaut. La Cour se borne à dire que la chose vendue avait perdu son individualité, et que dès lors elle échappait à l'action résolutoire de l'article 1654. Si la Cour suprême n'invoque pas l'article 2102, 4^o, c'est que dans sa pensée ce texte était étranger à l'action résolutoire. Ce silence de l'arrêt concernant l'article 2102, 4^o est d'autant plus remarquable

que l'avocat général, M. Laplagne-Barris se fondait principalement, conformément au système de Duranton, sur cet article, et sur l'identité de la revendication qui est prévue avec l'action résolutoire.

Enfin un arrêt de la Cour de Paris, du 14 novembre 1837 (S. 38. 2. 97) admit formellement l'action résolutoire du vendeur de meuble à l'encontre des créanciers de l'acheteur, quoiqu'il se fût écoulé plus de 8 jours depuis la livraison.

J'ajoute que dans le système de Duranton, on ne s'explique pas du tout la première condition mise à l'exercice de la revendication, à savoir que la vente ait été faite sans terme. Pour quel motif refuser l'action résolutoire au vendeur lorsque la vente ayant eu lieu à terme, l'acheteur ne paye pas à l'échéance. Les articles 1184 et 1654 ne font aucune distinction de ce genre, et il y a là dans le système de Duranton une nouvelle contradiction entre l'article 2102, 4^o et les articles 1184 et 1654. Duranton avoue lui-même (*loc. cit.*) qu'il est difficile de justifier le refus de la revendication dans le cas de vente à terme.

Rien de plus simple au contraire que d'expliquer cette condition dans notre interprétation. Puisqu'il s'agit d'une *revindicatio pignoris*, d'une reprise de la rétention, l'action ne peut évidemment s'exercer que lorsque le vendeur jouissait du *pignus*, du droit de rétention. Or il n'a pas le droit de rétention dans la vente à terme. Il ne saurait donc être question pour lui de le ressaisir. On ne reprend pas ce qu'on n'a jamais eu.

Troplong (*Privilèges et Hypothèques*, 1, n^o 193) voit dans le cas prévu par l'article 2102, 4^o une annulation sous-entendue. La vente sans terme, dans la pensée de cet auteur, n'est parfaite que par le paiement du prix. Tant que le prix n'est pas payé, la vente est incomplète, à moins que le vendeur ne livre la chose et ne laisse passer 8 jours sans protester. Ce délai de 8 jours après la livraison écoulé, le vendeur est censé avoir suivi la foi de l'acheteur, et la vente devient parfaite comme si un terme avait été concédé, à l'origine.

Ce système se rencontre avec le nôtre en ce qu'il refuse de voir dans la revendication de l'article 2102 l'exercice de l'action résolutoire, et par les deux conséquences suivantes, qui sont nécessairement repoussées dans la théorie de Duranton :

1^o Le juge ne peut accorder un délai de grâce à l'acheteur pour payer comme il le pourrait dans l'action résolutoire véritable (art. 1184);

2^o Le vendeur agit par voie de saisie, conformément aux articles 826 et suivants du Code de procédure, tandis que pour l'action résolutoire il doit lancer une assignation conformément aux règles ordinaires de la procédure.

Mais, comme Duranton, Troplong est en désaccord avec nous sur un point capital, à savoir le maintien de la vente après l'exercice de la revendication. Il tient la vente pour nulle, et par conséquent l'acheteur ne pourrait pas, venant à trouver d'une façon quelconque la somme nécessaire pour payer, réclamer au vendeur l'exécution du

contrat. Celui-ci lui répondrait : la vente est annulée ; je suis délié envers vous ou plus exactement je n'ai jamais été tenu, il n'y a eu entre nous qu'un projet de contrat.

Cette conséquence à mes yeux condamne le système. Elle viole la règle que la vente est un contrat synallagmatique, et que les parties sont liées l'une envers l'autre ; il n'est pas admissible que l'une d'elles tienne l'autre à sa discrétion. Dans le système de Troplong, le vendeur ayant livré, serait, pendant un délai de huit jours, libre de dire à l'acheteur, à son choix : « le contrat existe ; payez-moi », ou bien : « le contrat est nul, rendez-moi l'objet ». Ainsi l'acheteur ne saurait ni s'il demeure tenu, ni s'il est dégagé.

Il serait livré au caprice du vendeur. Parce que l'acheteur n'est pas en mesure de payer sur-le-champ, alors qu'il est peut-être évidemment solvable, le vendeur va avoir le droit de se repentir du contrat, parce qu'il juge que le marché ne lui est pas avantageux, et qu'il trouve quelqu'un qui lui offre un prix supérieur.

Dans l'action résolutoire de l'article 1184, cette iniquité n'existe pas. Sans doute le vendeur peut opter entre l'exécution et l'action résolutoire. Mais l'action résolutoire n'est pas la résolution. La résolution ne dépend pas du vendeur, elle dépend du tribunal qui peut accorder un délai à l'acheteur pour payer, et conserver le bénéfice de son contrat.

Dans le système de Troplong l'acheteur qui n'a pas actuellement la somme disponible pour payer, mais qui

est certain de l'avoir demain ou après-demain, serait obligé, pour ne pas se mettre à la discrétion du vendeur en ce qui touche le maintien du contrat, de refuser la livraison, afin de laisser le vendeur lui faire des offres réelles, et acquérir par ce moyen le délai qui lui est nécessaire pour se procurer le prix.

Cette conséquence inadmissible part d'abord d'un principe arbitraire. Où est-il dit que la vente sans terme est réputée nulle de plein droit s'il plait au vendeur. C'est le contraire que nous disent les textes. L'article 1583 dit formellement que la vente est parfaite par le consentement des parties. Au titre général des contrats, nous trouvons l'article 1108 qui exige l'existence, mais non pas la livraison de l'objet pour la formation du contrat. En Droit romain même où la tradition était nécessaire par le transfert de propriété, elle n'était pas requise pour la perfection du contrat de vente. Il est vrai que, dans ce contrat, la tradition ne faisait pas obstacle à la revendication du vendeur lorsqu'il n'y avait pas eu de terme. Mais cette revendication n'était nullement fondée sur la nullité de la vente. Elle était fondée sur ce que la tradition était faite sous la condition suspensive tacite du paiement du prix et que cette condition n'était pas remplie. Le vendeur revendiquait à la vérité, et il revendiquait comme propriétaire ; mais il n'en restait pas moins vendeur, et l'acheteur pouvait toujours, à moins d'insertion d'un *lex commissoria*, venir, en apportant le prix, lui demander

une nouvelle tradition, définitive cette fois et translatrice de propriété.

J'ajoute que notre système est le seul qui puisse expliquer, d'une façon complète et satisfaisante, les conditions et caractères de la revendication organisée par l'article 2102, 4^o. C'est ce que nous allons démontrer en passant rapidement en revue chacune de ces conditions :

1^o Il faut qu'il s'agisse de meuble. — Si la revendication n'était qu'une action en nullité comme le dit Troplong, parce qu'il manque un élément à la vente, à savoir le paiement du prix, pourquoi donc n'aurait-elle pas lieu en matière d'immeuble ? L'acheteur d'un immeuble n'est-il pas tenu de payer le prix aussi bien que l'acheteur de meuble ?

Et si elle n'est qu'une action résolutoire, comme le prétend Duranton, conçoit-on qu'elle soit refusée au vendeur d'immeuble ? L'article 1184, et spécialement en matière de vente, l'article 1584, distingue-t-il entre les meubles et les immeubles, lorsqu'il soumet le contrat à la résolution pour inexécution des obligations de l'acheteur ?

Au contraire cette distinction est parfaitement logique s'il ne s'agit que de la *vindicatio pignoris*. Quand la vente a pour objet des meubles, le droit de rétention est au fond la sûreté fondamentale de l'acheteur, celle sans laquelle toutes les autres garanties, à savoir le privilège et l'action résolutoire, seraient illusoires. Qu'importe ces garanties lorsqu'il suffit d'une aliénation de l'acheteur à un

compère pour les faire s'évanouir (art. 2219 et 2279). Voilà pourquoi il était nécessaire de permettre au vendeur de ressaisir le gage dont il s'était imprudemment dépouillé. Tout autre est le cas du vendeur d'immeuble. Ici le privilège et l'action résolutoire, pourvu que les formalités de transcription aient été opérées, ce qu'il est toujours au pouvoir du vendeur d'assurer, sont opposables à tout acquéreur. Le vendeur est sûr de rentrer en possession par son action résolutoire, ou d'épuiser avant tout autre, la valeur de l'immeuble en vertu de son privilège, alors même que l'immeuble aurait été aliéné ou hypothéqué par l'acheteur. Le droit de rétention n'est pas indispensable à sa sûreté, et voilà pourquoi la loi ne lui permet pas de le revendiquer.

2^o Notre texte dit : « le vendeur peut revendiquer ». Cela implique qu'il s'agit d'un droit absolu, non susceptible d'être restreint par l'appréciation du juge.

Ce caractère de la revendication se conçoit très bien dans notre théorie, puisqu'il ne s'agit là que d'une mesure provisoire, simplement conservatoire des droits du vendeur, et ne portant au fond aucune atteinte au droit de l'acheteur.

Mais dans le système de la résolution, on ne comprend pas cette déchéance de plein droit de l'acheteur, déchéance encourue sans clause formelle du contrat, sans intervention judiciaire, et au gré du vendeur. Une telle solution, ainsi que nous l'avons établi en réfutant le système de

Duranton, est contraire aux ménagements avec lesquels notre Droit en général traite les débiteurs; elle viole l'égalité des parties contractantes.

3^o Il faut que la vente ait été faite *sans terme*. — Nous avons déjà dit que notre système explique très bien cette condition, et que seul il peut l'expliquer.

Si le paiement du prix est une condition de la vente, et que cette vente soit réputée nulle quand cette condition fait défaut, cela doit arriver aussi bien dans la vente à terme que dans la vente sans terme, car le terme ne fait pas obstacle à l'obligation de payer le prix; il en retarde simplement l'exigibilité. Si l'acheteur ne paye pas le prix à l'échéance, il faut dire dans ce système que la vente est tenue pour nulle, et que le vendeur qui a livré peut revendiquer, solution contraire à notre texte.

Si notre revendication est fondée sur la résolution, on ne comprend pas davantage qu'elle ne soit pas accordée dans la vente à terme, puisque les articles 1184 et 1654 admettent la résolution d'une façon générale. Au contraire, dans notre système où il s'agit d'une reprise de la rétention imprudemment perdue, on conçoit fort bien qu'il ne soit pas question de cette reprise, alors que le droit de rétention n'ayant pas existé, il a bien été impossible de le perdre

4^o Il faut que la revendication soit formée dans la huitaine de la livraison. — Comment expliquer cette décision

dans le système de l'annulation alors que la nullité absolue du contrat se couvre par trente ans (argument de l'article 2262) et que sa nullité relative n'est couverte qu'au bout de 10 ans (art. 1304)?

Comment l'expliquer dans le système de la résolution, alors que l'action résolutoire, n'étant soumise à aucun délai particulier, ne se prescrit que par 30 ans?

Dans notre système, au contraire, où il ne s'agit que d'une mesure conservatoire du droit de rétention, on comprend aisément ce court délai. Si le vendeur, après avoir livré, laisse passer huit jours sans faire ses diligences, c'est qu'il fait crédit à l'acheteur, qu'il lui accorde un terme tacite et indéterminé. C'est pour ce motif, que notre ancienne jurisprudence refusait la revendication à un tiers acheteur, lorsqu'il s'était passé un certain temps, laissé il est vrai à l'appréciation du tribunal, mais fort court, depuis la livraison de la chose vendue.

5° Il faut que la chose soit exactement dans le même état. — La revendication étant l'exercice d'un droit réel, il est logique de ne la permettre que lorsque la chose vendue est encore dans le même état : si elle a changé de nature, le droit réel s'évanouit parce qu'il n'a plus d'assiette. « La revendication, disent très bien MM. Aubry et Rau (IV, p. 458, note 71), est un droit rigoureux qui s'attache à la chose elle-même. Il n'eût guère été possible de l'admettre dans le cas où la chose aurait reçu par le travail ou les soins de l'acheteur, une transformation notable. »

Ainsi, lorsque je vous vends un bloc de marbre, et que vous en faites une statue, je ne peux pas revendiquer la statue; si, m'ayant acheté de la soie ou de la laine vous en faites une étoffe, je ne peux revendiquer cette étoffe, etc. Cette condition s'explique fort bien dans notre système. Des difficultés, en effet, peuvent s'élever sur l'identité de l'objet vendu, ou sur les indemnités dues à l'acheteur à raison des dépenses qu'il a faites pour sa transformation ou son amélioration. La solution de ces difficultés demande un temps plus ou moins long.

Le législateur ne pouvait les admettre dans l'exécution d'une mesure purement conservatoire, qui doit être prise sur-le-champ et exécutée de même.

Au contraire, ces délais n'auraient rien d'incompatible avec l'exercice d'une action résolutoire. Nous avons vu des décisions de jurisprudence qui admettent la résolution de la vente d'une machine à vapeur, alors que cette machine avait été incorporée à l'immeuble affecté à une usine.

Les précédents historiques de notre texte nous paraissent confirmer pleinement notre interprétation. Il a été rédigé par imitation de l'article 176 de la *Nouvelle coutume de Paris*, exactement conforme à l'article 194 de l'*Ancienne coutume de Paris*, et à l'article 458 de la *Coutume d'Orléans*.

Cet article 176 est ainsi conçu : « qui vend une chose mobilière sans jour et sans terme, espérant être payé

promptement, il peut sa chose poursuivre en quelque lieu qu'elle soit transportée, pour être payé du prix qu'il l'a vendue ».

Ce texte a été interprété notamment par Dumoulin, dans ses observations sur l'*Ancienne coutume de Paris* par Brodeau, et par Claude de Ferrière.

La Ferrière (*Commentaire sur l'article 176 de la nouvelle coutume*, p. 385), remarque qu'il faut que la marchandise vendue soit demeurée dans le même état : « ce privilège cesserait si la chose avait changé de nature, comme si de la laine vendue on avait fait du drap, ou que bois fût changé en ouvrage, parce que *mutata formæ res perimitur*. Cette condition est formellement exprimée par notre article 2102 ».

Le texte de la *Coutume* ne fixait aucun délai pour l'exercice de la revendication, et il ne la limitait pas non plus aux rapports entre le vendeur et l'acheteur.

Des difficultés surgirent dès lors sur le point de savoir si, en cas de revente, le vendeur primitif non payé pouvait revendiquer contre le sous-acheteur. Brodeau appliquait le droit de suite à raison des termes généraux de l'article 176. De Ferrière, au contraire, laisse entendre que, selon lui, il vaudrait mieux exclure absolument le droit de suite contre l'acquéreur de bonne foi : « il ne semble pas juste que celui qui aurait acheté de bonne foi de la marchandise d'un marchand croyant qu'elle était à lui, en pût être évincé : il y aurait peu de sûreté dans le commerce, si cela s'observait ainsi, et il serait facile à des

marchands qui seraient d'intelligence de commettre de la fraude sans qu'on pût le découvrir, contre ceux qui achèteraient des marchandises, qui leur seraient aussitôt retirées ».

Il cite ensuite deux arrêts du Parlement en sens contraire, l'un qui refuse la revendication contre le tiers acquéreur de bonne foi, l'autre qui l'admet.

Il propose de les concilier par une distinction : Si le vendeur laisse passer depuis la livraison un certain délai impliquant qu'il suit la foi de l'acheteur, il renonce à la revendication, et il ne pourra plus que réclamer le prix. Ce délai n'est pas fixe, il est abandonné à l'appréciation du juge, et peut varier suivant les circonstances du fait. De Ferrière pense qu'il doit être en général de sept à huit jours. C'est aussi un délai de huitaine que nous retrouvons dans l'article 2102, 4^e, appliqué, non plus à l'égard d'un sous-acheteur, désormais à l'abri de la revendication, ainsi que le souhaitait déjà de Ferrière, mais seulement vis-à-vis de l'acheteur direct. Tel est le cas visé par l'arrêt qui refuse la revendication.

Si au contraire, aussitôt après la livraison, l'acheteur a opéré la revente, et que le vendeur agisse contre le tiers acquéreur dans un bref délai, et ainsi qu'on ne puisse dire qu'il a suivi la foi de son acheteur, sa revendication réussira. Tel est le cas visé par le deuxième arrêt, celui qui admet la revendication.

Nos anciens auteurs étaient d'accord sur un point, c'est

que la revendication n'opérait pas la résolution du contrat, et ne pouvait que replacer le vendeur dans la situation où il était avant d'avoir livré, les obligations des parties demeurant intactes. C'est ce que nous dit Dumoulin dans sa note sur l'article 1494 de l'*Ancienne coutume de Paris*. Sur les mots « pour être payé du prix qu'il l'a vendue », il ajoute : « et pour la recouvrer et en demeurer saisi jusqu'à ce qu'il soit payé ». La vente tient donc : le vendeur peut exiger le prix, et l'acheteur peut en imposer le paiement, s'il tient à l'exécution du contrat.

Brodeau dit de même : « pour être payé du prix de la vente, le vendeur pourra recouvrer les choses mobilières vendues et en être saisi jusqu'à ce qu'il soit payé ».

Le fondement juridique de cette revendication était la propriété qui, faute de paiement, n'avait pas passé à l'acheteur. Dans la vente sans terme, en effet, la tradition ne transférait la propriété que sous la condition suspensive tacite du paiement du prix. Tel était le principe romain (*Institutes de divisione rerum*, § 41) ; et cette règle avait passé dans notre ancien Droit. Qu'a donc fait notre législateur ? Il a, dans l'intérêt du crédit et de la circulation des biens, supprimé la revendication au cas où l'acheteur aurait disposé de la chose par voie d'aliénation ou de gage. Vis-à-vis de l'acheteur, il l'a limitée à un délai de huit jours. Certes, cette revendication n'est plus fondée sur la propriété, puisque, d'après l'article 1138, l'acheteur est devenu propriétaire, du moment même de la vente. Mais la propriété n'est passée à l'acheteur que grevée

d'un droit de gage, du droit de rétention, et c'est sur ce droit de rétention qu'est fondée la revendication ; ce n'est plus une *vindicatio rei*, c'est une *vindicatio pignoris*. Mais l'effet de la revendication nouvelle est toujours le même : c'est de rétablir le vendeur dans la situation où il était avant d'avoir livré le contrat restant debout.

On nous objecte qu'il est purement arbitraire de prendre le mot revendication dans le sens de réclamation de la rétention. Un tel sens est invraisemblable. Si l'expression *vindicatio pignoris* revient fréquemment dans les écrits des juriconsultes romains, et surtout dans ceux des commentateurs, nous ne trouvons nulle part dans nos textes, l'expression « revendication de gage ». La revendication est fondée sur la propriété ; c'est l'action par laquelle le propriétaire dit « *ait hanc rem esse meam* ». Elle est la sanction de la propriété et ne saurait être autre chose.

Je réponds que le droit de rétention étant un droit réel, il est forcément sanctionné par une action réelle et, comme la revendication est le type de pareilles actions, la loi a pu employer ce mot *lato sensu* pour désigner une action réelle n'ayant pas un nom particulier. Même lorsqu'une action réelle possède un nom propre, n'emploie-t-on pas souvent le mot revendication au lieu du nom spécial. C'est ainsi qu'on dit souvent « revendication d'une servitude, revendication d'un usufruit », au lieu de dire action confessoire.

Mais nous ferons une réponse plus précise et absolument

péremptoire, c'est que, dans notre article même (art. 2102) nous voyons l'expression « revendication » prise d'une façon absolument certaine par tout le monde dans le sens de *vindictio pignoris*, revendication de la rétention. Il s'agit de la revendication que le bailleur peut exercer dans un délai de quinze ou de quarante jours, selon qu'il s'agit d'une maison ou d'une ferme, lorsque le locataire ou le fermier a enlevé clandestinement les meubles garnissant les lieux loués et affectés en cette qualité à la garantie du bailleur. Il est évident que le bailleur n'est pas propriétaire de ces meubles. Il a simplement sur eux un droit de rétention pour garantir son privilège. Il est vrai que ce droit de rétention a ceci de particulier qu'il n'implique pas la détention matérielle par le bailleur; il l'exerce par l'intermédiaire de son locataire ou fermier, comme un rétenteur ordinaire l'exercerait par un dépositaire quelconque. Mais il n'en est pas moins certain que le bailleur n'a sur ces meubles qu'un droit de rétention et que c'est ce droit qu'il réclame. Or, la loi donne à son action le nom de revendication. Dès lors, il n'est pas extraordinaire, il est au contraire naturel que le même mot ait la même signification quelques lignes plus loin, lorsqu'il s'agit d'un vendeur qui s'est imprudemment dépouillé de la rétention. Je dirai même que dans le doute il y a lieu de présumer que le législateur, à quelques lignes d'intervalle, n'a pas pris le mot dans un sens différent, et ainsi nous trouvons dans l'article 2102 lui-même

un argument en faveur de notre interprétation du n° 4, al. 2 de cet article.

La condition essentielle mise à la revendication est que la vente ait eu lieu sans terme, et nous en avons indiqué le motif : là où le droit de rétention n'a jamais existé au profit du vendeur, il ne saurait être question pour lui de le ressaisir en cas de perte. Supposons donc que le vendeur l'ait vendue à terme, et qu'il ait livré *ante diem*. Il est certain qu'il ne pourra pas, *ante diem*, revendiquer la chose, même dans le délai de huit jours, sous prétexte qu'il vient d'acquiescer des soupçons sur la solvabilité de l'acheteur.

Le pourra-t-il *post diem*, s'il est encore dans les huit jours de la livraison ? Nous ne le pensons pas ; il a suivi la foi de l'acheteur en livrant ; il a fait son sort, il ne peut revenir sur sa volonté, son seul droit est d'invoquer son privilège et son action résolutoire. Supposons maintenant que la livraison n'ait pas encore été faite, et que l'acheteur ne paye pas. Le vendeur a alors le droit de rétention ; l'acheteur ne peut dire : « l'article 1612 n'accorde le droit de rétention qu'au vendeur sans terme ; or, vous m'avez accordé un terme ; donc, etc. ». Le vendeur lui répondrait victorieusement : « je n'ai pas le droit de rétention en vertu du texte formel de l'article 1612, mais je l'ai en vertu des principes généraux du droit de rétention, car ma créance est connexe à la chose retenue ».

Mais, qu'arrivera-t-il si le vendeur qui, dans ce cas, a le droit de rétention, s'en dépouille en faisant livraison à l'acheteur? Pourra-t-il, dans les huit jours de cette livraison, revendre la chose? Je ne crois pas. La règle est que celui qui volontairement se dépouille de son droit de rétention, au profit de son débiteur qui accepte ce dépouillement ne peut revenir sur sa renonciation.

Il est vrai que l'article 2102, 4^o déroge à ce principe, mais précisément parce qu'il a un caractère exceptionnel, il doit être restreint au cas prévu. Or, il ne vise que la vente sans terme; donc il n'y a pas lieu de l'appliquer à notre hypothèse.

D'ailleurs, les motifs de l'exception apportée par l'article 2102, sont inapplicables à l'espèce. Ce texte suppose que le vendeur a vendu comptant; il n'a pas suivi la foi de l'acheteur; il a vendu « espérant être payé promptement » comme disait l'article 176 de la *Coutume de Paris*: il est déçu dans son attente légitime, et la loi vient avec raison à son secours.

Mais, dans notre cas, le vendeur a suivi la foi de l'acheteur, puisqu'il lui a accordé un terme. Le terme étant arrivé et le prix n'étant pas payé, il aurait certes pu se repentir de sa confiance et user du droit de rétention. Loin de là, il a persévéré dans sa première opinion; par la renonciation au droit de rétention qui lui restait, il a confirmé sa première intention de faire crédit à l'acheteur. Il n'a donc pas droit à une protection spéciale contre la situation qu'il s'est faite lui-même,

La revendication de l'article 2102, 4^o, telle que nous venons de la décrire, est-elle applicable au cas où l'acheteur est un commerçant déclaré en faillite ?

Le dernier alinéa du 4^o de l'article 2102 déclare : « il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication ».

On voit que ce texte vise notre question, mais qu'il ne la résout pas ; il se borne à renvoyer aux lois et usages du commerce. Il nous faut donc en rechercher la solution dans notre Code de Commerce. Nous la trouvons dans l'article 550 *in fine* de ce Code : « le privilège et le droit de revendication établis par le n^o 4 de l'article 2102 (Code civil) au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne peuvent être exercés contre la faillite ».

Il suit de là certainement qu'après la déclaration de faillite, le vendeur ne pourrait pas revendiquer quoiqu'il se trouvât encore dans les huit jours de la livraison.

Mais la revendication qu'il aurait formée au cours de la période suspecte, serait-elle valable ? Nous n'avons pas trouvé la question chez les auteurs ni dans la jurisprudence, et elle nous paraît discutable. Nous pensons que la possession a été valablement reprise, et même que si la requête a été formée avant le jugement déclaratif, la revendication pourra suivre son cours et rétablir, même après ce jugement, le droit de rétention du vendeur. C'est vis-à-vis de la masse de la faillite qu'on supprime la revendication. Or, cette masse n'existe pas tant que le jugement

déclaratif n'a pas été prononcé. La revendication est intervenue à temps, et doit produire son effet.

On objecte qu'aux termes de l'article 446 aucune sûreté ne peut être constituée pour dette antérieure ; or, la revendication tend à rétablir le droit de rétention au profit du vendeur. L'argument est encore plus pressant lorsqu'au jour du jugement l'ordonnance sur la requête du vendeur n'a pas encore été rendue ou n'a pas été exécutée ; il paraît contraire au principe que le jugement déclaratif fixe la situation respective des créanciers, d'admettre à ce moment la reprise de la possession par le vendeur. C'est ainsi que les privilèges et hypothèques, même valablement constitués, ne peuvent plus être inscrits après le jugement déclaratif.

Je réponds que la livraison faite par le vendeur à l'acheteur ne lui fait pas perdre définitivement son droit de rétention ; il ne le perd qu'après l'expiration du délai de huitaine depuis cette livraison. Donc sa revendication n'est pas constitutive d'un nouveau droit de rétention ; elle ne fait que conserver ce droit. Il est vrai que l'inscription pendant la période suspecte même d'une hypothèque valablement née peut être annulée, mais il faut pour cela que l'inscription soit postérieure de plus de quinze jours à la naissance de l'hypothèque. Pendant ce délai de quinze jours, l'inscription échappe à la nullité, quand même l'inscrivait aurait connaissance de la cessation des paiements. Nous pensons qu'il en doit être de même du vendeur qui revendique dans les huit jours de la livraison.

Mais si la reprise de la rétention par le vendeur ne tombe pas sous le coup de l'article 446, parce qu'elle ne constitue pas véritablement l'acquisition d'un gage pour dette antérieure, faut-il dire qu'elle pourra être révoquée par application de l'article 447, lorsqu'il est établi que le vendeur, au moment où il a repris la rétention, connaissait l'état de cessation de paiement chez son acheteur? Je ne le crois pas. L'article 447 vise des actes qui modifient le patrimoine de l'acheteur, et qui dès lors augmentent son insolvabilité. Mais ici, dans cette restitution de la rétention, l'acheteur n'a rien perdu. Il n'a pas perdu la propriété, puisque la revendication n'est pas une résolution. Il n'a même pas perdu la possession, car la livraison du vendeur ne la lui a pas conférée d'une façon définitive; la possession n'est entrée que sous réserve d'une faculté de repentir pour le vendeur, dans un délai de huit jours, en un mot sous une condition résolutoire protestative pour le vendeur. La condition s'accomplissant, l'acheteur est censé n'avoir pas acquis la possession, et dès lors les créanciers n'en peuvent critiquer la perte.

Supposons que les marchandises vendues aient été livrées dans le magasin du failli après le jugement déclaratif de faillite? Le vendeur peut-il alors revendiquer la rétention? Il semble au premier abord que non; l'article 550 refuse d'une façon absolue au vendeur la *vindicatio pignoris*. Mais un tel résultat serait bien étrange, étant donné qu'il a, d'après l'opinion générale des com-

mentateurs, le droit de résolution qui est tout aussi onéreux pour les créanciers que le droit de rétention. En effet, le jugement déclaratif fixe les droits de chacun. Or, le vendeur n'avait pas perdu le droit à la rétention avant ce jugement, puisque la tradition n'avait pas encore été faite; donc il conserve ce droit. Les créanciers ne pouvaient pas compter sur la chose, puisqu'ils n'avaient pu la voir au magasin du failli où elle n'était pas. (Lyon-Caen et Renault, *Précis de Droit commercial*, n° 3019.)

Mais comment répondre à l'argument de l'article 550, qui supprime d'une façon absolue la revendication du vendeur? La réponse est bien simple. Le vendeur n'a pas besoin de cette revendication, par l'excellente raison qu'il n'a pas perdu l'exercice du droit de rétention. Il l'exerçait par lui-même avant d'expédier; il l'a exercée par le voiturier après l'expédition, et il l'exerce par le syndic lui-même depuis la livraison. Le syndic est en effet le mandataire de tous ceux qui ont des droits à exercer dans la faillite. Ce qu'il demandera, s'il veut avoir la mainmise matérielle sur la chose, ce n'est pas de rentrer dans le droit de rétention lui-même, puisqu'il l'a, c'est tout simplement la restitution d'un dépôt; en un mot, il ne demandera pas la possession même de la chose, mais simplement la détention matérielle, ce qui est incontestablement son droit, puisqu'il est resté investi de la possession elle-même.

SECTION II

DU CAS OU LA MARCHANDISE VENDUE, SANS AVOIR ENCORE ÉTÉ LIVRÉE
A L'ACHETEUR, LUI A ÉTÉ EXPÉDIÉE

Il s'agit de savoir si, dans ce cas, le vendeur peut ressaisir le droit de rétention.

Prenons une espèce. Primus a vendu sans terme un objet d'art, un tableau par exemple, à Secundus ; Primus expédie ce tableau à Secundus, et, à cet effet, il le confie à un voiturier Tertius. Primus conçoit des doutes sur la solvabilité de Secundus : faut-il revendiquer la rétention alors que la chose est encore entre les mains de Tertius ? Nous ne le pensons pas, par la raison bien simple qu'il est inutile de réclamer ce qu'on a. En effet, le vendeur conserve la rétention par l'intermédiaire du voiturier qui détient la chose en son nom comme dépositaire. Il court un risque, c'est que le voiturier ne remette les marchandises à l'acheteur, et que celui-ci n'en dispose au profit d'un tiers acquéreur, qui se trouverait protégé contre l'action résolutoire par la maxime : *En fait de meubles* ». Sans doute l'action résolutoire n'en pourrait pas moins être dirigée contre l'acheteur, mais ici elle frapperait dans le vide, puisque l'acheteur n'a plus la chose, et que la valeur à laquelle l'acheteur pourra être condamné envers le vendeur ne sera pas payée par suite d'insolvabilité.

Pour assurer l'efficacité de l'action résolutoire, le vendeur n'a qu'à faire une saisie-arrêt entre les mains du voiturier, et s'opposer ainsi à ce que celui-ci ne se dessaisisse en faveur de l'acheteur. Cette saisie-arrêt n'est pas la revendication de l'article 2102, 4°. Elle fait obstacle au dessaisissement du voiturier sans saisir directement le vendeur, mais elle aboutit à peu près au même résultat, à savoir de conserver les droits du vendeur quant au privilège et quant à la résolution. Au reste, s'il le préfère, le vendeur peut ordonner au voiturier qui n'est, nous l'avons dit, que son mandataire, de lui rapporter les marchandises en payant bien entendu les frais de retour.

Envisageons maintenant notre même hypothèse d'une marchandise vendue non livrée, mais expédiée, en supposant l'acheteur en faillite.

A. — Plaçons-nous d'abord dans la période suspecte. La revendication de l'article 2102, 4° peut être exercée par le vendeur, conformément au droit commun, dans les huit jours de la remise des effets à l'acheteur ou à son mandataire.

Ce délai de huitaine passé, le vendeur peut-il, afin d'assurer son privilège et son action résolutoire, faire saisie-arrêt entre les mains du voiturier ? Evidemment, oui. Les poursuites individuelles ne sont suspendues qu'à partir du jugement déclaratif, et encore ne le sont-elles que pour les créanciers chirographaires, et non pour les créanciers

privilégiés tels que le vendeur. D'ailleurs il s'agit là d'une simple mesure conservatoire de ses droits, et puisque ses droits ne sont pas éteints, il a évidemment le droit de prendre les mesures nécessaires pour leur conservation.

B. — Plaçons-nous maintenant après le jugement déclaratif. La question des droits du vendeur dans notre hypothèse est réglée par un texte formel, article 576 du Code de Commerce ainsi conçu : « pourront être revendiquées, les marchandises expédiées au failli, tant que la tradition n'en aura point été effectuée dans ses magasins, ou dans ceux d'un commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli. Néanmoins la revendication ne sera pas recevable si, avant leur arrivée, les marchandises ont été vendues sans fraude sur factures et connaissements, ou lettres de voiture signées par l'expéditeur. Le revendiquant sera tenu de rembourser à la masse les acomptes par lui reçus, ainsi que toutes les avances faites pour fret ou voiture, commission ou autres frais, et de payer les sommes qui seraient dues pour mêmes causes ». On est loin d'être d'accord sur le sens de cette revendication. Il existe sur ce point deux principaux systèmes et, comme ils ne nous satisfont ni l'un ni l'autre, nous aurons la hardiesse d'en proposer un troisième.

MM. Delamarre et Lepoitvin (t. VI, p. 402) déclarent qu'il s'agit ici de la *vindicatio pignoris*, de la revendication du droit de rétention, et qu'il ne saurait s'agir de

l'action résolutoire. Pour dire qu'il ne s'agit pas de l'action résolutoire, ils invoquent les arguments suivants :

1° L'article 550 supprime la revendication de l'article 201, 4°. Or, ce texte, disent ces auteurs, visent l'action résolutoire. Donc l'article 550 écarte l'action résolutoire.

L'argument porte à faux, pour ceux qui, comme nous, ne voient pas dans l'article 2102, 4° une application de l'action résolutoire, mais bien de la *vindicatio pignoris*. Non seulement il porte à faux, mais il se retourne contre ceux qui l'invoquent, car il s'ensuit que la *vindicatio pignoris* est exclue en matière de faillite par l'article 550 *in fine*, et que dès lors l'article 576 n'en saurait faire une application ;

2° Le privilège du vendeur est formellement supprimé par l'article 550. Il serait absurde dès lors que le législateur ait conservé l'action résolutoire. L'action résolutoire, en effet, peut être plus grave que le privilège ; il suffit de supposer que la chose vendue 100 vaille aujourd'hui 150. Par le privilège, le vendeur obtiendrait 100 et il resterait une somme de 50 pour la masse. Par l'action résolutoire, cette valeur de 150 est soustraite à la masse.

Il est de principe d'ailleurs, ajoutent les mêmes auteurs, oubliant ici que le Code de Commerce date de 1807 et est par conséquent bien antérieur à l'article 7 de la loi du 23 mars 1855, que l'action résolutoire ne survit pas au privilège. C'est ainsi qu'il est généralement admis que le vendeur d'immeuble, qui a perdu son privilège faute d'ins-

cription en temps utile, ne peut pas exercer son action résolutoire contre la masse de la faillite (argument tiré de l'article 7 de la loi du 22 mars 1855).

Ainsi, dans ce premier système, il s'agit de la *vindicatio pignoris*, de la reprise de la rétention. Mais comment concilier cette solution avec l'opinion qui voit, dans la revendication de l'article 2102, 4^o, une *vindicatio pignoris*? Cette revendication de gage se trouve formellement supprimée par l'article 550, et dès lors, l'article 576 n'en saurait faire application. Certes, l'objection est embarrassante; MM. Delamarre et Lepoitvin n'ayant pas répondu, dans la condition où ils se trouvaient, que l'article 2102, 4^o, ne visait que la solution résolutoire. M. Boistel, qui expose avec grande précision, sans l'adopter pourtant, le système de ces auteurs, indique l'objection. (*Cours de Droit commercial*, n^{os} 1005 et suivants.) L'article 550, pourraient répondre MM. Delamarre et Lepoitvin, vise le cas ordinaire, celui où la marchandise a été livrée par le vendeur à l'acheteur, et non celui où elle a été livrée par le vendeur à un voiturier; c'est pour ce cas-là, celui où l'acheteur est personnellement en possession matérielle, que l'article 550 exclut la revendication de gage de l'article 2102, 4^o, mais il ne vise pas le cas où la marchandise est encore entre les mains du voiturier chargé de l'apporter à l'acheteur. Ici, la revendication de l'article 2102, 4^o demeure applicable, et c'est ce que décide l'article 1676.

On comprend la différence. Quand les marchandises

sont dans les magasins de l'acheteur, les créanciers ont dû compter sur elles, et ils seraient trompés dans leurs espérances, si le vendeur voulait les revendiquer. A quoi bon les mettre à l'abri du privilège et de l'action résolutoire, s'ils sont obligés de subir une revendication qui rétablira le vendeur dans son droit de rétention. Ce droit de rétention sera presque aussi onéreux pour eux que le privilège et l'action résolutoire, puisque, pour avoir la chose, ils seront obligés de payer intégralement le prix au vendeur. Voilà pourquoi l'article 550 supprime la *vindicatio pignoris* quand la marchandise est dans les magasins du failli.

Il n'en est pas de même quand elle est encore en cours de route : les créanciers ignoraient cet élément de la fortune de leur débiteur ; ils ne pouvaient y compter même s'ils avaient connaissance de l'achat, car la propriété d'un meuble n'est sûre pour l'acheteur que lorsqu'il en a la possession matérielle. (C. civ., art. 1141). Voilà pourquoi l'article 576 autorise ici la *vindicatio pignoris*.

Mais, pourrait-on objecter à ces auteurs, qu'importe cette *vindicatio pignoris*, quel en sera le résultat pratique, puisque le vendeur ne pourra exercer, après avoir ressaisi la rétention, ni le privilège ni l'action résolutoire ?

Est-ce bien pour un si maigre résultat que l'article 576 aurait été fait ? Certes, dans le cas de l'article 2102, 4^e, la *vindicatio pignoris* est fort utile, parce qu'elle est conservatoire de ces deux droits, mais, dans l'espèce, elle n'a pas ce résultat, et n'aboutit qu'à la simple rétention par le vendeur ; dès lors, on ne voit pas trop ce qui aurait

poussé le législateur à instituer dans l'article 576 une poursuite si peu utile. — A cette objection, il est facile de répondre que le droit de rétention étant réel offre la plus grande utilité pour le vendeur à l'encontre des créanciers de la masse. Ceux-ci, pour pouvoir reprendre la chose au vendeur et faire tomber son droit de rétention, seront obligés de lui rembourser l'intégralité du prix. (C. civ., art. 1613.)

MM. Delamarre et Lepoitvin ajoutent d'ailleurs des arguments plus directs tirés des articles 578 et 577, Code de Commerce.

L'article 578 permet au syndic d'exiger l'exécution de la vente : c'est donc qu'elle n'est pas résolue en vertu de l'article 576.

D'autre part, l'article 576 ne doit pas être séparé de l'article 577. Ce texte consacre formellement, au profit du vendeur qui ne s'est pas encore dessaisi de la chose, le droit de rétention. Il est donc naturel que l'article 576 s'occupe également du même droit pour le cas où le vendeur a expédié les marchandises, cet article signifie que le vendeur reprend la rétention pour l'opposer ensuite conformément à l'article 577. En un mot, l'article 577 consacre le droit de rétention une fois que le vendeur l'a ressaisi conformément à l'article précédent. L'article 576 refuse la revendication de la rétention quand les marchandises ont été livrées dans les magasins du failli, conformément à la solution résultant des articles 550 *in fine*

et de 2102,4^o combinés, et la reconnaît quand elles sont simplement en cours de route.

Nous rejetons ce système. Le principe est que celui qui a renoncé à un droit ne peut plus revenir sur cette renonciation, lorsqu'elle a été acceptée par le bénéficiaire. Or, le vendeur a renoncé à son droit de rétention en livrant les marchandises à l'acheteur. Il est vrai que l'article 2102,4^o admet exceptionnellement pour le vendeur un droit de repentir, et on peut concevoir que l'article 550 n'écarte pas cet article pour le cas particulier où la marchandise n'est pas encore entrée dans les magasins du failli; nous pensons même que cette interprétation est exacte. Mais ce droit de repentir ne saurait être étendu en dehors des conditions fixées par l'article 2102,4^o. Or, ces conditions sont essentiellement que la revendication de gage soit formée dans les huit jours de la livraison, et que la vente ait été faite sans terme.

On peut dire, il est vrai, que par l'état de faillite, l'acheteur est déchu du terme, mais il n'en est pas moins certain qu'au moment où il a livré le terme existait : le vendeur a donc fait crédit *ab initio* à l'acheteur en renonçant ainsi à son droit de rétention, et il a confirmé ce crédit en livrant. Donc le motif essentiel de la revendication de gage fait défaut.

J'ajoute que, lorsque la loi parle de cette revendication de gage au vendeur, c'est-à-dire dans le cas de l'article 2102,4^o, elle a soin de la limiter à un bref délai, qui est de huit jours. Or, MM. Delamarre et Lepoitvin enten-

dent admettre cette revendication alors qu'il y a un terme ; et que ce délai de huit jours est passé : c'est-à-dire alors que par l'expiration de ce délai, le vendeur a fait en quelque sorte une deuxième confirmation du crédit qu'il avait accordé à l'acheteur.

Ils prétendent trouver cette théorie dans l'article 576. Mais n'est-il pas extraordinaire que dans le cas de faillite, où pour protéger la masse des créanciers chirographaires le législateur n'hésite pas à dépouiller le vendeur de certains droits que lui reconnaît le droit commun, du privilège, de l'action résolutoire dans la théorie de nos adversaires, de la revendication de gage dans le cas où les marchandises sont dans les magasins du failli, n'est-il pas, dis-je, extraordinaire que ce même législateur étende les droits du vendeur à l'encontre de cette même masse, lorsque les marchandises sont en cours de route.

Je vends à un non commerçant un meuble quelconque ; et je le lui expédie. Je ne peux le revendiquer que pendant les huit jours *de la livraison à l'acheteur*, et à la condition que je n'aie pas consenti de terme, et cela quand même mon acheteur serait tombé en déconfiture, et lorsque je vends à un commerçant, que ce commerçant tombe en faillite alors qu'il y a lieu, dans l'esprit général de nos lois, de réduire les avantages que me fait le droit commun, on élargit mes droits, on me permet d'exercer la revendication sans condition de temps, et alors même que j'aurais fait crédit à l'acheteur en lui

accordant un terme. Ce système, comme je le disais, est absolument contraire à l'esprit de la loi.

Il est aussi contraire aux textes. L'article 576 subordonne la revendication du vendeur à la restitution des acomptes qu'il a pu recevoir, est-ce que la revendication de gage est compatible avec une pareille solution. « Si le vendeur réclame une sûreté, ce n'est pas pour compromettre ses droits et perdre ce qu'il a déjà reçu, c'est pour garantir ce qui lui reste dû. Le droit de rétention, comme l'hypothèque, comme le privilège, est indivisible (art. 1017); *est totum in toto*, il garantit l'intégralité de la créance, il a lieu pour ce qui reste dû aussi bien que pour le tout. Lui permettre de revendiquer le gage en le forçant de restituer les acomptes, c'est lui reprendre d'une main ce qu'on lui donne de l'autre. Donc le système de la revendication de gage est inadmissible.

Le deuxième système, soutenu notamment par MM. Boistel (*loc. cit.*), Demangeat (*Traité de Droit commercial*, t. V, p. 535), Lyon-Caen et Renault (*Précis de Droit commercial*, n° 3013) voit dans la revendication de l'article 576 l'application de l'action résolutoire.

Voici leurs arguments :

1° La revendication de l'article 2102, 4° est supprimée d'une façon absolue dans notre cas par l'article 550 du Code de Commerce. Ce texte ne fait aucune distinction entre le cas où la marchandise a été livrée dans les magasins du failli, et celui où elle est encore en cours de route. Donc il ne saurait être question de cette revendication

dans l'article 576, et dès lors il n'y a place que pour la revendication proprement dite fondée sur la propriété, par suite d'une résolution.

2° De plus, les textes qui précèdent l'article 576 parlent de la revendication fondée sur la propriété. Ainsi l'article 574 déclare que celui qui a remis des effets de commerce au failli, avec mandat d'en faire le recouvrement, peut les revendiquer : cette revendication est évidemment fondée sur la propriété.

Il en est de même de la revendication accordée par l'article 575 à celui qui a remis des marchandises au failli à titre de dépôt, ou avec mandat de les vendre.

Il est donc naturel que l'article 576 emploie le mot « revendication » dans le même sens où il a été pris dans les articles précédents. « Cette raison tirée du contexte de la loi, dit M. Boistel (*loc. cit.*), nous paraît décisive à elle seule. »

3° L'article 576 oblige le vendeur à restituer les acomptes reçus. Nous avons démontré que cette condition est incompatible avec l'admission d'une simple *vindicatio pignoris*. Elle ne peut s'expliquer qu'avec la notion de résolution. La vente étant résolue, les choses doivent être remises dans l'état antérieur à la vente. De même que l'acheteur doit restituer la chose, le vendeur doit lui remettre les acomptes déjà versés.

4° Les travaux préparatoires de la loi de 1838 sur les faillites, en ce qui touche la rédaction actuelle de l'article 576, concluent dans le même sens, à savoir que la

revendication organisée dans cet article n'est qu'une application de l'action résolutoire de l'article 1654. M. Tripier, dans l'un des rapports faits en 1838 à la Chambre des pairs, s'exprime ainsi : « Tous les contrats synallagmatiques sont soumis à un principe commun qui est inséparable de leur nature, celui de la résolution à défaut d'exécution ; il est plus rigoureux à l'égard de la vente que de toute autre convention. Si le vendeur consent à transmettre la propriété de la chose, c'est sous la foi de l'obligation contractée par l'acheteur de payer le prix. »

Ce système ne me paraît pas satisfaisant. Certes, la revendication de l'article 576 n'est pas une application de l'article 2402, 4^o ; ce n'est pas une action ayant pour objet la reprise par le vendeur de la détention matérielle de la chose. L'article 550, conçu en termes absolus, me paraît sur ce point concluant. Mais je ne crois pas davantage qu'elle soit fondée sur la propriété. Cela me paraît impossible, puisque c'est l'acheteur qui est propriétaire, et que la résolution de la vente n'a pas lieu de plein droit. Je reviendrai sur ce point en indiquant le système que j'essaierai de proposer.

La restitution des acomptes reçus implique, dit-on, la résolution. C'est vrai lorsqu'il y a lieu à cette restitution. Mais il n'y a pas toujours lieu à restitution des acomptes dans le cas de l'article 576 ; l'article 578 dit, en effet, formellement que le syndic, dans le cas de l'article 576, peut payer l'intégralité du prix, et par conséquent laisser au vendeur les acomptes déjà versés.

Il peut y avoir lieu à résolution dans la revendication de l'article 576, mais cette résolution n'a rien de nécessaire ainsi que nous le montrerons.

La revendication n'implique pas la résolution; ce n'est donc pas une revendication fondée sur la propriété.

Quant au passage invoqué des *Travaux préparatoires*, il n'exprime, heureusement pour la Chambre des pairs, que la pensée personnelle de son auteur. Comment! le transfert de propriété de la chose vendue n'a lieu que sous la foi de l'obligation de payer le prix, de telle sorte que si le prix n'est pas payé, le transfert n'a pas eu lieu, et le vendeur peut revendiquer?

Ce langage, c'est celui du Droit romain, c'est le § 41 du titre *de divisione rerum* aux Institutes; ce n'est pas du Droit français où la vente est translatrice de propriété indépendamment de tout paiement du prix. D'ailleurs, qu'est-ce que ce principe de la transmission conditionnelle de la propriété, principe absolument faux d'ailleurs, a à faire avec la résolution de la vente à défaut d'exécution? Il n'y a aucun lien entre ces idées, on peut même dire que nous les trouvons séparées tant en Droit romain qu'en Droit français. En Droit romain, le transfert de la propriété avait lieu sous la condition du paiement du prix; mais la vente n'était pas résolue par suite du défaut de paiement. En Droit français, ce transfert de la propriété a lieu purement et simplement, et sans aucune condition de paiement, et la vente n'en est pas moins résolue à défaut de paiement.

D'ailleurs, est-il vrai chez nous que le pacte commissoire tacite n'ait lieu que dans les contrats synallagmatiques ? Est-il vrai que dans ces contrats, le pacte commissoire soit inséparable de leur nature ? Que ces principes soient plus rigoureux dans la vente que dans toute autre convention synallagmatique ? Toutes ces propositions ne sont que des affirmations arbitraires et même erronées. On voit le peu de cas qu'il y a lieu de faire de ce passage.

Mais voyons quelle était au fond la pensée de M. Tripiér sur le point qui nous intéresse. Cet orateur voit, il est vrai, une résolution dans l'article 576. Je ne dis pas le contraire. Je dis seulement qu'il n'y a pas toujours et forcément une résolution, et que la revendication organisée dans ce texte n'est pas fondée sur une résolution. M. Tripiér n'a rien dit de contraire dans le passage précité. Certes, le plus souvent cette revendication sera le préliminaire d'une résolution. Après avoir arrêté la marchandise entre les mains du voiturier, le vendeur pourra demander la résolution. Mais cette suite n'a rien de forcé, et l'article 578 nous dit au contraire que le syndic peut faire obstacle à la résolution en payant.

Nous proposons donc un troisième système. A nos yeux, la revendication n'est pas une action résolutoire, c'est une sorte de saisie-arrêt à l'effet de conserver le droit de rétention.

Le vendeur n'est pas dépouillé de son droit de rétention tant que la chose demeure entre les mains du voiturier.

Celui-ci est le mandataire du vendeur et joue à peu près le rôle d'un commis de ce dernier qui irait porter les marchandises chez l'acheteur.

Ainsi, le vendeur exerce la rétention par le *corpus* du voiturier. Mais il court un risque : le voiturier est tenu d'aller livrer les marchandises à l'acheteur, et si cette livraison s'opère, le droit de rétention du vendeur sera irrévocablement perdu ; la loi lui permet, dans l'article 576, de le conserver, en suspendant provisoirement l'obligation du voiturier de faire livraison.

Cette revendication ne saurait être fondée sur la propriété, car la vente a transféré de plein droit la propriété à l'acheteur, du moins dans le cas où il s'agit d'un corps certain.

Qu'on ne dise pas que le vendeur est propriétaire sous condition suspensive. La propriété conditionnelle, en effet, donne droit à toutes les mesures conservatoires (1480) mais non aux mesures d'exécution.

Qu'on ne dise pas que la résolution a pour résultat de remettre, avec effet rétroactif, la propriété dans le patrimoine du vendeur. Cette proposition est exacte en elle-même, mais elle est étrangère à l'hypothèse. Au moment où le vendeur revendique, la vente n'est pas résolue ; il n'est même pas certain qu'elle le sera, car il peut arriver que le syndic préfère payer intégralement le prix que de laisser résoudre la vente ; c'est son droit incontestable ; la résolution, en effet, n'a pas lieu de plein droit, il faut qu'elle soit prononcée par la justice, et il est clair que la

justice ne la prononcera pas si le syndic offre le prix. Donc, au moment où le vendeur exerce la revendication, il n'est pas propriétaire, et dès lors cette revendication n'est pas fondée sur la propriété.

M. Boistel objecte que les articles 574 et 575, qui précèdent, visent certainement une revendication fondée sur la propriété, et que par conséquent il en doit être de même dans l'article 576.

Je réponds qu'une telle raison ne peut prévaloir contre le principe absolument certain, et posé formellement dans les articles 711, 938, 1138, 1583, que la propriété, dans une obligation de donner, est transférée par le seul consentement. Il nous est impossible d'admettre qu'à un moment où la vente n'est pas résolue, le vendeur soit propriétaire, et cela sous le seul prétexte que dans les articles précédents les revendiquants étaient propriétaires.

La revendication est un mot très large sous la plume des rédacteurs du Code. Ceux-ci ont écrit en praticiens pour des praticiens. Ils vont au fait, et expriment leur solution en langage vulgaire. C'est faire fausse route, et ce serait aboutir à des résultats évidemment absurdes tant en équité qu'en Droit, que de vouloir prendre leurs expressions dans le sens précis et technique que leur donnent les juristes.

Le mot « revendication » est-il pris dans le sens de « sanction de la propriété » dans l'article 2102, 2^o et 4^o du Code civil? Nos adversaires reconnaissent eux-mêmes qu'il s'agit là d'une simple réclamation de la rétention. Il

est arbitraire de dire, quand on trouve le mot « revendication » dans la loi, qu'il s'agit de la *rei vindicatio* du Droit romain. Il signifie en général « réclamation, demande de restitution », et c'est à l'interprète à déterminer suivant les circonstances de l'espèce prévue, quelle est la cause juridique de la demande, point dont le législateur qui n'a pas agi en théoricien, ne s'est pas occupé.

Bien plus, la revendication des articles 574 et 575 n'est pas nécessairement fondée sur la propriété. L'article 574 suppose que j'ai remis au failli des effets de commerce avec mandat d'en opérer le remboursement. Est-ce que j'affirme ma propriété sur ces effets ? Pas du tout, j'affirme seulement que le failli les détient pour mon compte, qu'il n'est qu'un simple détenteur précaire de ces effets. Je n'en suis peut-être pas propriétaire, je les ai reçus peut-être simplement en gage, ou je les ai volés à leur véritable propriétaire, ou je les ai trouvés dans la rue. Le fondement de ma revendication, ce n'est pas la propriété, c'est la possession. En Droit romain, c'est l'interdit *utrubi* que j'exercerais dans ce cas, et je réussirais, même si mon mandataire avait détenu plus longtemps que moi, à cause de la précarité de sa détention à mon égard. Même observation dans le cas de l'article 575 ; je revendique comme déposant, comme mandant, et non comme propriétaire.

Eh bien, dans l'article 576, nous avons à peu près la même chose, c'est-à-dire une revendication de possession vis-à-vis d'un mandataire ; seulement, ce mandataire, ce

n'est pas le failli lui-même, c'est le voiturier qui détient les marchandises pour le compte du vendeur.

Le vendeur ne réclame pas la restitution de la chose, il ne le peut pas. L'article 530 fait obstacle au retour de la chose entre les mains du vendeur. Mais le vendeur n'en a pas besoin ; il suffit pour la conservation de ses droits, que l'objet ne soit pas livré à l'acheteur. Cette saisie, cet arrêt de la marchandise est une mesure conservatoire qui ne nécessite pas de débats judiciaires, et s'opère de la façon que nous avons vue pour la revendication de gage, en vertu d'une ordonnance du président rendue sur simple requête.

Qu'arrivera-t-il après cette saisie ? Le vendeur évidemment ne voudra pas produire à la faillite comme créancier chirographaire ; il demandera la résolution de la vente, conformément à l'article 1184 et l'article 1654, et c'est ce que suppose l'article, lorsqu'il dit que le vendeur devra restituer les acomptes. Cette résolution, conformément au droit commun, n'aura pas lieu de plein droit, et le juge pourra accorder un délai modéré au syndic pour payer le prix et prendre livraison.

Le rapprochement de l'article 577 est favorable à cette opinion. Il reconnaît le droit de rétention au vendeur qui n'a pas encore livré ni même expédié les marchandises, qui en est encore en un mot matériellement nanti. Il est naturel dès lors qu'il s'agisse également dans l'article 576 du droit de rétention.

L'article 578 vient encore à notre aide. Il dit que les

syndies, dans le cas des deux articles précédents, pourront exiger la livraison des marchandises en payant le prix convenu. On voit que le texte forme un seul groupe des deux articles précédents, comme se référant à la même hypothèse, celle de l'exercice du droit de rétention par le vendeur, exercice qui, dans l'article 577, ne suppose aucune démarche de sa part, et qui dans l'article 576 suppose une saisie-revendication.

D'autre part, ce texte permet au syndie de réclamer la livraison en payant le prix. c'est donc que la vente n'est pas résolue de plein droit par la survenance de la faillite pendant que la marchandise est en cours de route, et que cette résolution a lieu conformément à la procédure ordinaire, s'il plaît au vendeur de la demander après la saisie-revendication de l'article 576.

Voyons les conditions mises par l'article 576 à l'exercice de cette revendication.

La première condition est relative à l'identité de la marchandise. Il est clair que le vendeur doit prouver cette identité. L'ancien article 580 avant la grande loi de 1838, portant revision du livre III du Code de Commerce, était fort rigoureux sur cette preuve. Il fallait vérifier que les balles, barriques ou enveloppes dans lesquelles s'était faite l'expédition, n'avaient pas été ouvertes, que les cordes ou marques n'avaient pas été enlevées ni changées, et que les marchandises n'avaient subi en nature et quantité ni changement ni altération.

Certains auteurs avaient même admis que le simple fait de l'ouverture des caisses mettait obstacle à la revendication. (*Contra* Renouard, 2, p. 365.)

Le législateur de 1838, par la rédaction actuelle de l'article 576, fait cesser les nombreuses difficultés qui s'élevaient autrefois sur la vérification de l'identité comprise d'une façon aussi restrictive. Il laisse avec raison aux tribunaux un large pouvoir de vérification relativement à l'identité.

La deuxième condition est que la tradition des marchandises n'ait pas encore été effectuée dans les magasins du failli. Mais quand peut-on dire que cette tradition a été faite, et que le vendeur est déchu de son gage ? Nous pensons, avec MM. Boistel, Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*) que la marchandise est considérée comme placée dans les magasins du failli, lorsqu'elle se trouve dans un lieu où celui-ci en fait le commerce, l'offre au public. Dans ce cas, en effet, le vendeur a perdu définitivement le *corpus rei* nécessaire pour sa détention, il ne l'exerce plus par l'intermédiaire du voiturier ; il ne peut plus être question pour lui de conserver son droit de rétention par une saisie entre les mains d'un tiers détenant pour son compte. D'autre part, l'acheteur ayant la chose à sa disposition matérielle, peut s'en faire un élément de crédit, la montrer à ses créanciers, qui dès lors seraient trompés, si le vendeur pouvait la distraire de la masse par une saisie.

Il y aurait tradition dans les cas suivants :

Lorsque le vendeur a remis à l'acheteur personnellement des objets portatifs, tels que des bijoux. En effet, dit M. Boistel (*loc. cit*), l'acheteur peut alors les colporter et s'en faire un instrument de crédit.

Lorsque les marchandises ont été remises par le vendeur dans un magasin général ou un entrepôt, et qu'il y a eu délivrance à l'acheteur du warrant et du récépissé. L'acheteur peut, en effet, les y vendre comme dans son propre magasin (Rennes, 20 février 1863 ; Dalloz, 63, 2. 47).

Lorsqu'elles ont été livrées sur un bateau où l'acheteur exerce son commerce. C'est ce qui arrive notamment pour le bois, le charbon, la pierre, le sable, etc.

Dans le cas où il s'agit de la vente d'une coupe de bois, le parterre sur lequel la coupe est mise à la disposition de l'acheteur, peut être assimilé à son magasin, et du moment que la coupe est faite et déposée sur ce parterre, la revendication de l'article 576 est écartée. (Besançon, 14 décembre 1864 ; Dalloz, 64, 2. 231 ; Bordeaux, 28 février 1870 ; Dalloz, 74, 2. 54 ; Orléans, 25 août 1880 ; Dalloz, 82, 2. 47).

Enfin, les marchandises sont censées livrées dans les magasins du failli, lorsque la tradition en est faite chez un commissionnaire chargé de les vendre pour le compte du failli (art. 576). Les marchandises sont, en effet, à la disposition de l'acheteur et un moyen de crédit pour lui, aussi bien quand elles sont dans les magasins de ce commissionnaire, que lorsqu'elles sont dans les siens propres.

En serait-il de même si la tradition avait été faite à un camionneur de l'acheteur ? MM. Lyon-Caen et Renault

admettent la négative en argumentant *a contrario* de ces mots de l'article 576 « commanditaire chargé de les vendre », et il y a un arrêt dans ce sens, de la Cour de Paris du 28 août 1884. (*Journal des faillites*, 1885, p. 125.)

La question nous paraît à la vérité douteuse, mais nous préférons l'opinion contraire. Quand la marchandise est en route, ou dans une gare, sous la garde et la responsabilité du voiturier auquel le vendeur l'a confiée, on peut dire que ce voiturier exerce la détention pour le compte de deux personnes : celui de l'acheteur et celui du vendeur auquel le voiturier a eu directement affaire pour l'expédition. Le vendeur exerce donc le droit de rétention, d'une façon précaire il est vrai, car ce droit peut s'évanouir par la tradition à l'acheteur, mais enfin il l'exerce provisoirement, et cela lui permet d'arrêter la marchandise lorsque la tradition n'est pas faite. Mais lorsque le voiturier s'est dessaisi entre les mains d'une personne qui est purement et simplement le mandataire de l'acheteur, je ne vois plus aucun fondement à la rétention du vendeur, et par suite à la saisie-revendication destinée à la consolider. L'argument *a contrario* tiré des mots : « commissionnaire chargé de vendre pour le compte de l'acheteur » est très mauvais, en effet, la décision de la loi ne fait qu'appliquer le droit commun, à savoir que le mandataire détient pour le compte du mandant : c'est donc *a pari*, et non *a contrario* qu'il faut argumenter. Si le texte a parlé particulièrement du commissionnaire chargé de vendre, c'est à titre d'exemple, et parce que c'est le « *quod plerumque fit* ». Autrement,

on dirait que si le vendeur a livré, non aux magasins de l'acheteur, mais chez un dépositaire de celui-ci, par exemple chez un voisin ayant un vaste hangar, et sur la recommandation de l'acheteur dont le magasin était encombré, la revendication serait possible, parce qu'il ne s'agirait pas d'un commissionnaire chargé de vendre. Une telle solution ne serait acceptée par personne. La livraison au mandataire spécial de l'acheteur équivaut évidemment à celle qui est faite à l'acheteur lui-même.

Les auteurs sont d'accord pour admettre la revendication, parce que la marchandise est encore en cours de route, sur la voiture, où lorsque étant parvenue à destination, elle se trouve encore en gare (Req. rejet, 29 novembre 1875; Dalloz, 78. 1. 17) ou sur le bateau, en supposant bien entendu que l'acheteur ne fasse pas le commerce de la marchandise sur ce bateau (Req. rejet., 19 août 1891; Dalloz, 71. 1. 287).

Dans ce cas, en effet, la détention n'est pas complète pour l'acheteur; elle se partage entre le vendeur et lui; le voiturier détient pour le compte de l'un et de l'autre, c'est au plus diligent à rendre sa détention exclusive, par l'enlèvement pour l'acheteur, par la revendication pour le vendeur.

La troisième condition pour l'exercice de la revendication est que les marchandises n'aient pas été revendues sans fraude, sur factures et connaissements ou lettres de

voiture signées par l'expéditeur. Il faut évidemment assimiler à la lettre de voiture le récépissé qui, dans les usages actuels, l'a remplacée. (Douai, 12 octobre 1874 : Dalloz, 76. 1. 413.) Pour que la revente ait la vertu de dispenser le vendeur de son droit de rétention et de la revendication qui, dans notre système, en est la sanction, il faut que le vendeur ait signé l'acte dont la transmission est opérée par l'acheteur à un tiers (lettres de voiture, récépissés ou connaissements) et qu'il ait de plus signé la facture. De cette façon, le vendeur n'est pas surpris : en signant l'acte, il sait qu'il consolide le droit de possession de l'acheteur et qu'il affaiblit son droit de rétention subsistant, quoique déjà diminué, tant que la marchandise demeure au pouvoir du voiturier ; il sait par conséquent qu'une transmission de cet acte par l'acheteur, va l'en dépouiller d'une façon définitive.

Supposons que l'acheteur se soit borné à montrer au sous-acheteur les deux pièces indiquées par l'article 576, sans les lui transmettre régulièrement par endossement ou tradition, suivant que ces actes sont à ordre ou au porteur ; la revendication subsiste-t-elle ? La question est controversée.

Nous pensons avec M. Boistel (*Cours de Droit commercial*, n° 1008), qu'il faut une transmission régulière. On objecte que nous ajoutons à la loi, l'article 576 n'exigeant pas cette transmission régulière (Lyon-Caen et Renault, *Précis*, n° 3021.)

Je réponds que cette transmission est sous-entendue

par la loi. Un sous-acheteur, pour peu qu'il soit prudent, ne s'avisera pas, après s'être fait présenter la facture et le connaissance, de les laisser entre les mains de son auteur. Ces titres sont nécessaires à sa sécurité, autrement, il court le risque de voir son vendeur transmettre les marchandises à un tiers auquel il transmettrait régulièrement les pièces, ou livrerait effectivement les marchandises.

Mais, disent MM. Lyon-Caen et Renault, l'acheteur peut avoir besoin de ces pièces pour régler avec le vendeur. Je réponds qu'il a ses livres de commerce, qu'il est aisé de rapprocher de ceux du vendeur.

Il en a aussi besoin, ajoutent ces auteurs, pour faire des ventes partielles : s'il doit transmettre les pièces, il sera dans cette alternative de tout vendre en bloc, ou de ne rien vendre du tout, ce qui serait bien rigoureux. Je réponds que si telle est son intention, il n'a qu'à prévenir son vendeur, qui préparera des ballots distincts, et fera rédiger, pour chacun d'eux, des pièces particulières.

Donc le législateur n'a pu viser, pour arrêter la revendication du vendeur, le cas où l'acheteur se serait contenté de faire passer sous les yeux du sous-acheteur les pièces en question. La vente sur connaissance, dans le langage de la loi et de la pratique, c'est la vente avec transmission du connaissance. Si cette transmission n'a pas eu lieu, la condition de l'article 576 n'est pas remplie, la revendication subsiste. Le sous-acheteur, en effet, n'est pas investi irrévocablement du droit à la chose : son droit,

non appuyé sur une possession sérieuse ne saurait faire obstacle à la revendication du vendeur.

Supposons que l'acheteur ait transmis régulièrement l'une des pièces au sous-acheteur, mais non l'autre, par exemple il a transmis le connaissement, ou la lettre de voiture, ou le récépissé, mais non la facture signée de l'expéditeur. La revendication est-elle applicable ?

MM. Lyon-Caen et Renault statuent en faveur du sous-acheteur. (Précis, n° 3.022.)

Le cas, disent-ils, n'ayant pas été prévu par la loi, qui vise uniquement l'hypothèse où la revendication a été faite, non sur un seul titre, mais sur les deux, il faut appliquer le droit commun. Or, le principe général est que la résolution n'est pas possible contre un tiers détenteur de bonne foi ; or, telle est la qualité du sous-acheteur, quand il a reçu la transmission régulière du titre qui représente la marchandise, et lui donne le droit de se la faire délivrer lors de son arrivée à destination.

Nous n'admettons ni ce raisonnement ni cette solution. Il est vrai que notre cas est étranger aux prévisions de l'article 576, et qu'il faut appliquer le droit commun.

Mais quel est ce droit commun ? Supposons que l'article 576 n'existe pas. Le vendeur conserverait son droit de rétention par l'intermédiaire du voiturier. L'acheteur revend la chose à un tiers auquel il transmet le connaissement, la facture et tous les titres signés du vendeur. Cela donnerait au sous-acheteur une possession fictive, mais non une pos-

session réelle. Or, dans un conflit entre deux ayants droit sur un meuble, c'est celui qui a une possession réelle qui doit l'emporter. C'est ainsi que le vendeur conserve son droit de résolution, son privilège, et la revendication de l'article 2102, 4^e, quand même l'acheteur aurait revendu la chose, si l'acheteur était demeuré réellement en possession, et s'était borné à remettre au sous-acheteur des clés, ou un ordre de livraison sur son commis. Il faudrait que le sous-acheteur fût mis en possession effective pour exclure la revendication du vendeur primitif. Or, il ne l'est pas, il ne peut pas l'être, puisque les marchandises sont entre les mains du voiturier. Donc, si l'article 576 n'existait pas, il est certain que le vendeur pourrait arrêter les marchandises, et faire obstacle à la livraison, malgré la revente faite par l'acheteur avec adjonction de pièces quelconques à l'appui pour l'en rendre maître et possesseur (argument des articles 1144 et 2279). Qu'a fait l'alinéa 2 de l'article 576 ? Par faveur pour la circulation des marchandises, il déroge au principe précédent et empêche la revendication au préjudice du sous-acheteur, quoique celui-ci ne soit pas en possession réelle, mais à certaines conditions : il faut la transmission au premier acheteur, non pas d'un titre, mais de deux titres. Cette condition faisant défaut, nous restons sous l'empire de la règle ; le droit du vendeur, appuyé sur une détention réelle qu'il a par l'intermédiaire du voiturier, doit l'emporter sur la possession fictive résultant de la transmission du connaissance.

L'article 576 impose au vendeur revendiquant la restitution : 1^o des avances que l'acheteur a faites sur le prix ; 2^o des sommes qu'il a déboursées pour fret ou voiture, commission ou autres frais.

Plusieurs auteurs blâment le législateur pour avoir imposé au vendeur les remboursements de la deuxième catégorie. On ne conçoit pas, disent-ils, qu'alors que la résolution a lieu par la faute de l'acheteur, le vendeur soit tenu de rembourser les frais faits à l'occasion de la chose vendue. Pothier nous dit avec raison que les frets afférents à la chose vendue doivent être, en cas de résolution pour défaut de paiement du prix, à la charge de l'acheteur. (*Traité du contrat de vente*, n^o 470.)

Les rédacteurs du Code de Commerce ont été amenés à admettre cette obligation du vendeur, parce qu'ils sont partis de l'idée fausse selon laquelle la revendication constituerait une faveur faite au vendeur. (Lyon-Caen et Renault, n^o 3024 ; Bravard, t. V, p. 548.) Le Code de Commerce et ensuite le législateur de 1838, dit également M. Boistel (n^o 1010, premier al., *in fine*), ont appliqué ici maladroitement une règle donnée pour les revendications dont il est question à l'article 575.

La décision donnée par le législateur de 1807 est confirmée par le législateur de 1838 touchant le remboursement par le vendeur des frais de voiture, etc., nous paraît au contraire très équitable. — L'argument de l'opinion contraire serait bon si la question de résolution s'élevait entre le vendeur et l'acheteur. Alors, il est parfait-

tement vrai que le vendeur serait quitte en restituant le prix à l'acheteur, et que celui-ci devrait supporter tous les frais accessoires de la vente, frais de voiture, magasinage, commission, etc. — On peut même ajouter que l'acheteur devrait de plus payer des dommages-intérêts au vendeur (art. 1184). C'est là le cas visé par Pothier dans le passage invoqué. Mais n'oublions pas que le conflit s'élève ici entre le vendeur et la masse des créanciers de l'acheteur failli, et que l'égalité des créanciers domine la matière de la faillite. C'est au nom de cette égalité, que le législateur supprime la revendication de l'article 2102, 4^e, le privilège et même l'action résolutoire, lorsque les marchandises ont été livrées dans les magasins du failli (art. 576, *a contrario*).

Le législateur aurait pu supprimer absolument le droit de résolution, comme il a supprimé le privilège; nous croyons même que c'eût été logique, car la résolution aboutit à peu près au même résultat: elle prend la chose, comme le privilège en prend la valeur. Il n'est pas allé jusque-là, mais en la maintenant dans le cas où les marchandises sont en cours de route, il l'a restreinte pour qu'elle ne soit pas préjudiciable à la masse. Pour ce cas, il concilie les droits du vendeur et de la masse, en tenant en quelque sorte la vente comme non avenue lorsqu'il plaît au vendeur d'en invoquer la résolution. Or, si la vente n'avait pas eu lieu, les créanciers n'auraient pas trouvé la chose chez le failli: cette chose sera donc rendue au vendeur. Mais, d'autre part, les sommes ver-

sées par l'acheteur, soit à titre d'acompte sur le prix, soit pour frais de voiture, se trouveraient dans l'actif : le vendeur devra donc y remettre ces sommes, Ainsi les créanciers ne s'enrichissent pas aux dépens du vendeur, mais ils ne souffrent non plus aucun préjudice à raison de la vente. Cette règle nous paraît parfaitement équitable.

Nous ne devons pas insister davantage sur ce point qui ne touche qu'indirectement à notre sujet, étant donnée notre interprétation de l'article 576. Ce texte consacre, en effet, d'après nous, deux droits bien distincts pour le vendeur, la revendication et l'action résolutoire, la seconde étant la conséquence ordinaire, mais nullement forcée de la première. La revendication appartient à notre domaine, puisque nous y voyons la sanction du droit de rétention du vendeur. L'action résolutoire, au contraire, ne nous préoccupe pas. Or, les remboursements imposés au vendeur visent le cas de résolution, et non pas celui de simple revendication.

SECTION III

DE LA FACULTÉ POUR LE CAPITAINE D'UN NAVIRE
DE RESSAISIR LE DROIT DE RÉTENTION LORSQU'IL A DÉLIVRÉ
LES MARCHANDISES AU DESTINATAIRE

Nous n'avons pas sur ce point de texte spécial analogue à l'article 2102, 4^e, al. 2. L'article 307 du Code de Com-

merce vise en effet le privilège du capitaine et non son droit de rétention. Nous essayerons cependant de résoudre la question au moyen des principes généraux.

Nous avons établi dans notre deuxième partie que le capitaine avait le droit de rétention pour garantir le paiement du fret, avec cette particularité toutefois, qu'il ne peut pas l'exercer sur le navire même, mais seulement à terre et par l'intermédiaire d'un tiers entre les mains duquel il remet les marchandises, afin que le destinataire puisse en opérer la vérification (art. 306). Tant que les marchandises restent entre les mains de ce tiers, le capitaine ne court aucun risque, il est toujours à temps pour faire valoir son privilège.

Mais il est possible que le capitaine, par excès de confiance, ait livré les marchandises au dépositaire lui-même. L'article 307 déclare qu'il n'est pas déchu du privilège, il peut l'exercer, mais à la condition : 1^o qu'il saisisse les marchandises dans un délai de quinze jours ; 2^o que ces marchandises n'aient pas passé en mains tierces, c'est-à-dire à un tiers possesseur de bonne foi, à qui le destinataire les aurait vendues ou données en gage : le tiers serait en effet, en vertu de sa possession de bonne foi, à l'abri du privilège (art. 2119 et 2279).

Le privilège est donc alors très fragile, puisqu'il peut s'évanouir en cas d'aliénation de l'acheteur, suivie d'une livraison matérielle de la chose. Il importe donc que le capitaine puisse promptement saisir la marchandise pour exercer sur elle son droit de rétention, dans les termes où

la loi le lui accorde. Certes, il ne peut être question de faire rentrer les marchandises sur son navire, la loi ne lui permettant pas, avec raison, d'exercer le droit de rétention sous cette forme directe, car les marchandises pourraient se détériorer à bord ; mais ne peut-il pas les faire porter en mains tierces, dans un magasin général, ainsi qu'il aurait pu le faire à l'origine ? Nous pensons qu'il le pourra, par analogie de l'article 2402, 4^o, et par application des principes généraux. Il s'agit là d'une mesure simplement conservatoire, qui ne cause aucun préjudice à l'acheteur, et contre laquelle celui-ci n'a aucune objection à élever. S'il prétend que cette dépossession le gêne dans ses affaires, porte atteinte à son crédit, il n'a qu'à payer. Qui veut la fin, veut les moyens. Du moment que la loi donne un privilège au capitaine, il faut bien lui permettre d'en assurer l'efficacité, en s'opposant à une transmission de possession qui mettrait le privilège à néant.

Il est vrai qu'il a le droit de faire vendre les marchandises, mais il peut répugner au capitaine d'employer ce moyen pour un léger retard. D'ailleurs, la saisie et la vente demandent des délais durant lesquels les marchandises pourraient être clandestinement déplacées.

CHAPITRE II

LE RETENTEUR A REMIS VOLONTAIREMENT LA CHOSE A UN TIERS

Supposons par exemple qu'il ait remis la chose en dépôt. Il est certain qu'il aura l'action personnelle en restitution contre le dépositaire. Mais tel n'est pas son seul droit. A la différence du cas où il a remis la chose au débiteur lui-même, le reteneur n'a nullement renoncé ici à son droit de rétention ; il l'exerce seulement par autrui, *corpore alieno*. Ce droit a un grand avantage sur l'action personnelle de dépôt, c'est qu'il est réel et comporte le droit de préférence. — De cette façon, si le dépositaire tombe en faillite il prélèvera la chose à l'encontre de la masse des créanciers. — Il est possible aussi que le dépositaire ait été infidèle et qu'il ait aliéné la chose. Le réteneur se trouve alors dépouillé de la rétention par un fait indépendant de sa volonté et nous tombons dans le cas qui fera l'objet d'un chapitre suivant.

CHAPITRE III

LE RÉTENTEUR A ÉTÉ DÉPOSSÉDÉ PAR UN FAIT INDÉPENDANT DE SA VOLONTÉ

Nous envisagerons trois cas, selon qu'il y a eu vol ou perte, abus de confiance ou escroquerie.

SECTION I.

LE RÉTENTEUR A ÉTÉ DÉPOSSÉDÉ PAR L'EFFET D'UN VOL OU D'UNE PERTE

Nous prenons le mot vol, non pas dans le sens large du mot « *furtum* » des Romains, mais dans le sens spécial indiqué par la définition de l'article 379 : « Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ». Le *furtum* romain comprenait, outre le vol proprement dit, l'abus de confiance et l'escroquerie : or, nous consacrons une section particulière à ces divers cas.

Ce que nous dirons du vol s'applique également au cas de perte. Pour simplifier, nous ne parlerons que du vol, étant sous-entendu que la perte peut être traitée

comme le vol, l'inventeur comme le voleur, et les ayants cause de l'inventeur comme les ayants cause du voleur.

§ 4. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains du voleur lui-même.

Dans ce cas, pas de difficulté. Le rétenteur a contre le voleur deux actions :

1^o Une action personnelle *ex delicto* en réparation du préjudice causé (art. 1382). — Ce préjudice consiste en ce que d'une part le rétenteur perd sa sûreté, d'autre part en ce que sa responsabilité peut se trouver engagée envers le débiteur propriétaire de la chose, s'il ne peut pas prouver vis-à-vis de ce dernier le cas de force majeure, c'est-à-dire s'il ne peut pas établir qu'il a gardé la chose avec tous les soins d'un bon père de famille (art. 1137). La meilleure façon de réparer le préjudice consiste pour le voleur à restituer la chose au rétenteur ;

2^o Une action réelle. — Le droit du rétenteur étant réel, ainsi que nous l'avons démontré, le rétenteur dépossédé peut dire au voleur qui possède la chose : « J'ai un droit réel sur cette chose, rendez-la-moi ». En cas d'insolvabilité du voleur l'action réelle a l'avantage de lui permettre de distraire la chose volée de l'ensemble de l'actif à l'encontre de la masse des créanciers du voleur.

Si le voleur a aliéné la chose, le rétenteur n'aura évidemment pas l'action réelle contre lui. Il l'aurait eue en

Droit romain, à raison de l'adage « *dolus pro possessione est* ». Mais le Droit français ne connaît pas cet adage, et le rétenteur se trouve alors réduit contre le voleur à une action personnelle en dommages-intérêts.

L'action personnelle a d'ailleurs cet avantage que, si la chose vient à périr par cas fortuit entre les mains du voleur, celui-ci n'en est pas moins responsable de la valeur de la chose, et de tout le préjudice que le voleur peut avoir causé au rétenteur. C'est une conséquence de ce que le voleur est de plein droit en demeure ; il ne pourrait même pas s'exonérer en prouvant que le cas fortuit se serait aussi bien produit chez le rétenteur (art. 1302 *in fine*).

Pendant combien de temps la revendication demeure-t-elle possible contre le voleur ? Quelques-uns disent trois ans. C'est le délai indiqué dans l'article 2279 : la loi n'est pas favorable à la revendication des meubles dont l'identité est difficile à établir. Lorsqu'elle la permet, à raison de la faveur particulière que mérite l'ayant droit, elle ne l'accorde que pour une durée de trois ans.

Nous pensons au contraire avec Dalloz (*Prescription civile* n° 300) que la revendication ne s'éteint pas par le seul fait du non-exercice, si prolongé qu'il soit, et qu'elle ne peut se heurter qu'à la prescription acquisitive de 30 ans réalisée par le voleur, sauf les cas d'interruption et de suspension.

La déchéance de la revendication au bout de trois ans vise un cas particulier, celui où le revendiquant est en

conflit avec un possesseur de bonne foi, et il n'y a pas de raison pour étendre au voleur la disposition de faveur relative à ce possesseur.

On pourrait être aussi tenté de dire que le voleur ne peut, par aucun laps de temps, arriver à la prescription, attendu qu'il est entré en possession d'une façon clandestine ou violente. Ce raisonnement s'appuie sur une confusion. Ce qui est délictueux, irrégulier, entaché de clandestinité ou de violence, c'est le fait même du vol. Quant à la possession, qui en a été la conséquence, elle n'est ni violente ni clandestine, elle est au contraire continue, non interrompue, paisible, publique, et à titre de propriétaire : elle présente donc tous les caractères pour conduire à la prescription (art. 2229).

Qu'on ne dise pas que l'action civile ne saurait survivre à l'action publique (Code d'Instruction criminelle, art. 2637, 638 et 640), et que l'action publique se prescrivant par trois ans en cas de vol simple, et par dix ans en cas de vol qualifié, le voleur ne saurait être exposé à la revendication pendant trente ans. L'action civile dont il s'agit dans ces articles, c'est l'action en dommages-intérêts à raison du délit, l'action personnelle, la *condictio furtiva*, comme on disait en Droit romain. Mais ces textes sont étrangers à la propriété et à ses démembrements. Le droit réel ne se perd pas par non usage, sauf les cas spécialement indiqués par la loi (C. civ., art. 617 et 706), il ne se perd que par une prescription acquisitive contraire, or, la prescription acquisitive n'a lieu que par trente ans,

lorsqu'il s'agit d'un possesseur de mauvaise foi tel que le voleur.

§ 2. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains d'un possesseur de mauvaise foi.

Nous donnerons les mêmes règles que pour le voleur lui-même. La durée de la revendication de la rétention est indéfinie, car le droit réel, ainsi que nous venons de le dire, ne se perd pas par le non usage.

§ 3. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains d'un possesseur de bonne foi.

Il peut, conformément à l'alinéa 2 de l'article 2279, le revendiquer pendant trois ans à compter du vol. Il y a en effet, à raison du vol, une dérogation à la maxime « en fait de meubles », qui protège en général le possesseur de bonne foi contre la revendication du propriétaire ou de ses ayants cause. Cette dérogation se conçoit parfaitement. Il était impossible de laisser désarmer le titulaire d'un droit réel sur un meuble (propriétaire, usufruitier, gagiste), en présence d'un fait aussi grave que le vol.

Notre solution s'applique même si le vol n'était pas punissable à raison de la parenté ou de l'alliance du voleur avec le rétenteur. (Code pénal, art. 66 et 380.)

Quoique le voleur ne soit pas punissable, le rétenteur

n'en mérite pas moins la même protection, car aucune faute ne lui est imputable.

Le rétenteur aura la preuve du vol de toutes manières, c'est-à-dire qu'il prouvera même par témoins et par présomption, puisqu'il s'agit ici d'un délit. (C. civil, art. 1348 et 1353.)

Voyons les charges imposées au rétenteur revendiquant lorsque le détenteur actuel a acheté la chose dans une foire ou dans un marché, ou chez un marchand vendant des choses pareilles.

Dans ces cas, le possesseur de bonne foi peut exiger du revendiquant qu'il lui restitue les sommes par lui payées. En effet, son erreur a été invincible ; il est absolument exempt de toute faute, on ne peut lui reprocher la moindre négligence. On ne peut pas dire qu'il aurait dû s'enquérir de la moralité, de la solvabilité de celui avec lequel il traitait, et que, ne l'ayant pas fait, il doit être considéré comme ayant acheté à ses risques et périls. Quand on se présente dans un marché public ou chez un marchand vendant des choses pareilles, on n'a pas à vérifier l'origine et la provenance des objets, et il serait d'une rigueur excessive de faire perdre à l'acheteur à la fois la chose et le prix. Il faut donc ou lui laisser la chose en repoussant la revendication du propriétaire, ou admettre la revendication, à la charge pour le propriétaire de restituer le prix au possesseur ; c'est ce dernier parti qu'a pris le législateur pour concilier les deux intérêts en présence. Telle était déjà la décision donnée par la loi du 28 sep-

tembre 1791, tit. II, art. 11, en ce qui touche les bestiaux : s'ils étaient achetés hors des foires et marchés, le possesseur actuel devait les restituer gratuitement au propriétaire, auquel ils avaient été volés, ce qui implique *a contrario* que, lorsqu'il les avait achetés dans une foire ou dans un marché, ils n'étaient tenus de s'en dessaisir que d'une façon non gratuite, c'est-à-dire contre le remboursement du prix. (Compar. de Lamoignon. Tit. XXI, n° 96.)

Le possesseur de bonne foi peut-il exiger du rétenteur dépouillé, outre son prix d'achat, les dépenses qu'il a pu faire pour la conservation ou l'amélioration de la chose ? L'article 2280 ne tranche pas la question, et il y a lieu d'appliquer les principes généraux. Quant aux dépenses nécessaires, le possesseur a droit au remboursement intégral.

Pour les dépenses utiles, il y a controverse. Nous pensons que le possesseur peut les réclamer au revendiquant jusqu'à concurrence de la plus-value (argument de l'article 1634 ; L. 14. D. 12. 6 ; Compar. Pothier, *Traité du Domaine de la propriété*, n° 348).

Peut-il exiger l'intérêt des sommes qu'il a déboursées à l'occasion de la chose, à partir du jour de son déboursé ? Nous ne le pensons pas, puisque le possesseur a eu la jouissance de la chose pour laquelle il a fait ces dépenses : cette jouissance est la représentation des intérêts de ses dépenses. D'ailleurs, la loi en général n'est pas favorable au cours des intérêts (art. 1153).

Le rétenteur qui aura fait ces divers sacrifices pour reprendre la chose au possesseur actuel, qui l'a achetée de bonne foi dans les circonstances de l'article 2280, pourra se faire indemniser par les garants du possesseur qui ne sont pas en mesure de lui opposer l'exception de l'article 2280. En un mot, il pourra recourir contre les possesseurs intermédiaires qui étaient de mauvaise foi ou qui, étant de bonne foi, n'ont pas acheté dans les circonstances de l'article 2280. Il faut bien comprendre le fondement de ce recours. L'explication généralement donnée nous paraît en effet erronée. « Le possesseur intermédiaire, dit M. de Folleville (*De la possession des Meubles*, n° 129), si la revendication s'était produite plus tôt avant qu'il n'eût rétrocédé l'objet, n'aurait pas pu réclamer du propriétaire le remboursement préalable de son prix d'acquisition (art. 2279, alin. 2, *in fine*). Eh bien, il ne peut pas, en transmettant ensuite l'objet dans un marché public ou à un marchand faisant le commerce des choses de même nature, améliorer sa propre position, en aggravant celle du propriétaire dépouillé qui réclame la chose. Il aura seulement ensuite son recours en garantie contre le vendeur originaire » (art. 2279, al. 2 : Comparez, Cassation, 9 avril 1861 ; Dalloz, 61. 4. 147).

Cette explication part de cette idée que le possesseur intermédiaire non couvert par l'article 2280, s'est trouvé tenu d'une obligation personnelle envers le propriétaire dépouillé par le vol, et que dès lors il n'a pu se dégager de cette obligation en aliénant l'objet.

Cette notion est vraie s'il s'agit d'un possesseur de mauvaise foi, obligé par son dol en vertu de l'article 1382. Mais, pour le cas du possesseur de bonne foi, elle nous paraît inexacte ; ce possesseur n'était pas tenu personnellement envers le propriétaire ; il n'était tenu que comme possesseur, *propter rem*, la seule action que le propriétaire avait contre lui était l'action en revendication ; dès lors ce possesseur échappe à toute action du propriétaire par son aliénation.

La vérité est que ce possesseur intermédiaire de bonne foi doit garantie au débiteur actuel couvert par l'article 2288. Celui-ci n'a pas intérêt à exercer cette action en garantie, du moins dans la mesure où il est indemnisé par le revendiquant, et dès lors la loi transporte cette action au revendiquant pour lui permettre de rentrer dans ses déboursés. En un mot, il y a une application de la subrogation légale (art. 1251, 3^e) : Le revendiquant a payé étant tenu pour un autre : cet autre, le véritable débiteur des dommages auxquels a droit le détenteur évincé, c'est le vendeur ; le revendiquant est donc subrogé à cette action en garantie conformément au droit commun.

La question a de l'intérêt, je le crois du moins, notamment aux deux points de vue suivants :

Supposons qu'un possesseur intermédiaire de bonne foi Primus ait, non pas vendu, mais donné la chose à Secundus, et que celui-ci, insolvable, l'ait vendue en foire à Tertius moyennant 100. Le détenteur revendique l'objet contre Tertius en lui restituant 100. Avec l'explication de M. de

Folleville, le rétenteur pourrait agir contre Primus, qui n'a pas pu par son fait se mettre à l'abri de la revendication dont il était tenu. Avec notre explication, au contraire, il n'aura aucun recours contre Primus. Il n'a acquis par la subrogation qu'une créance contre Secundus; il ne pourrait atteindre Primus que du chef de Secundus par la voie de l'article 1166. Or, Primus étant par hypothèse donateur, ne doit pas garantie.

D'autre part, avec l'opinion de M. de Folleville, on devrait dire que le rétenteur ne peut demander au possesseur intermédiaire que la valeur qu'avait la chose entre ses mains au moment où il l'a aliénée par exemple 50 fr. : c'est en effet cette valeur qu'il aurait obtenue s'il avait revendiqué plus tôt. Il ne serait donc pas remboursé complètement, puisqu'il est obligé de payer 100 au détenteur actuel, et cela serait absolument injuste, car le vendeur s'enrichirait ainsi aux dépens du revendiquant en échappant aux conséquences de l'obligation de garantie. Au contraire, avec notre solution, le revendiquant peut recourir contre le vendeur par la *condictio sine causa* ou l'action *de in rem verso*, fortifiée par la subrogation légale dans les droits de l'acheteur évincé, pour tout ce dont ce vendeur s'enrichit à ses dépens. Or ce vendeur serait tenu, par la garantie, de rembourser à l'acheteur au moins le montant du prix d'achat, c'est-à-dire 100 (art. 1631). S'il ne paye pas cette somme à l'acheteur, c'est parce que le revendiquant la paye pour lui, et dès lors il doit la rembourser à ce dernier.

Cette notion de subrogation du revendiquant dans les droits du tiers possesseur, pour sûreté de sa créance en répétition de l'enrichissement sans cause réalisé à ses dépens par l'auteur de ce possesseur, nous permettra de régler aisément le cas suivant prévu par M. de Folleville (*Ibidem*, n° 430) :

Vous m'avez volé un objet dont j'étais rétenteur, et vous l'avez ensuite vendu en un marché public, moyennant 10, à Primus qui l'a revendu moyennant 12 à Secundus en dehors des circonstances de l'article 2280. Je revendique l'objet contre Secundus : celui-ci peut-il me demander la restitution des 12, montant de son prix d'achat ? Evidemment non, puisque Secundus, par hypothèse, n'a pas acheté d'un marchand ni dans un marché public.

Est-ce à dire que je n'aurai rien à rembourser à Secundus ? Je crois que je devrai lui rembourser les 10 que je devrais restituer à Primus, si celui-ci était demeuré propriétaire. En effet, en vendant la chose à Secundus, il lui a cédé tous les droits qu'il avait à l'occasion de la chose ; il lui a donc cédé son exception. Bien entendu, cette exception n'a pas plus de force entre les mains de Secundus qu'entre celles de Primus lui-même, et par conséquent Secundus pourra me réclamer non pas 12, son prix d'achat, mais seulement 10, le prix d'achat de son auteur.

Supposons qu'à l'inverse, Primus ait acheté moyennant 12, et qu'il ait revendu à Secundus moyennant 10. M. de Folleville dit que Secundus ne pourra pas me réclamer plus que son prix d'achat, c'est-à-dire 10. Il donne comme

raison que son intérêt ne dépasse pas ce prix, et qu'il s'enrichirait sans cause à mes dépens, s'il me réclamait davantage. Nous pensons au contraire que l'exception a autant de force entre les mains de Secundus qu'entre celles de Primus, et qu'il n'y a pas lieu de me faire profiter de la circonstance que la chose a changé de mains. Il est inexact de dire que Secundus n'ait intérêt à conserver la chose que jusqu'à concurrence de son prix d'achat. L'article 1631 déclare formellement et sa décision est d'ailleurs conforme au droit commun, que l'acheteur évincé peut réclamer, outre la restitution de son prix, des dommages-intérêts. Il n'est pas défendu d'acheter une chose bien au dessous de sa valeur, la loi n'admet pas la rescision de la vente d'un meuble pour cause de lésion. Il est possible que la chose achetée 10 vaille 15 au jour de la revendication du rétenteur. Il est certain que Secundus, s'il ne recevait que 10 du revendiquant, pourrait réclamer les 5 d'excédent à son vendeur Primus, qui aurait alors un recours pour 2 contre le revendiquant. N'est-il pas plus simple que Secundus oppose l'exception pour 12, et ne recoure contre Primus que pour 3 ? Bien plus, je dis qu'il en est de même dans le cas où la chose ne vaudrait que 10 au moment de la revendication ; Primus aurait pu opposer l'exception pour 12, son ayant cause doit avoir le même avantage, car il a droit, en sa qualité d'acheteur, à tous les profits, même imprévus, que la chose peut procurer. Le revendiquant ne peut se plaindre, car il n'avait pas un droit acquis à ce que la chose fût aliénée par Primus :

or, il est certain que si Primus n'avait pas aliéné il aurait dû lui restituer 12, et non pas seulement la valeur actuelle. S'il en était autrement, le revendiquant perdrait 2 de moins, ou, ce qui revient au même, s'enrichirait de 2 à raison de cette aliénation, ce qui serait injuste.

§ 4. — Des cas exceptionnels où le possesseur de bonne foi ne peut pas opposer au rétenteur, qui revendique la chose dont il a été dépossédé par un vol (ou une perte), l'exception de l'article 2280.

Dans les cas que nous allons indiquer, le possesseur actuel, quoique de bonne foi, doit restituer purement et simplement le meuble au revendiquant, sans pouvoir se faire restituer son prix d'achat, alors même qu'il l'aurait acquis dans un marché public ou chez un marchand de choses pareilles.

Le premier cas, prévu par la loi du 12 mai 1871, vise les objets qui ont été soustraits à Paris, pendant la durée de la Commune, depuis le 18 mars 1871. (Dalloz, 71. 4. 52.)

Cette loi proclame l'inaliénabilité des biens qui auraient été soustraits ou saisis au préjudice de leur propriétaire (et j'ajoute au préjudice de ceux qui avaient sur ces biens un droit quelconque, tel qu'un droit de rétention), au nom ou par les ordres d'un prétendu comité central, comité de salut public, d'une soi-disant commune de Paris, ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par

leurs agents, par toute personne s'autorisant de leurs ordres, ou par tout individu ayant agi, même sans ordre, à la faveur de la sédition. Les biens aliénés en violation de cette loi peuvent être revendiqués, sans aucune condition d'indemnité, et contre tous tiers détenteurs pendant trente ans, à partir de la cessation officiellement constatée, de l'insurrection de Paris (art. 1 et 2 de la loi).

Ainsi, outre l'exception à l'article 2280 qui fait l'objet de notre paragraphe, cette loi déroge également à l'article 2279, qui n'admet la revendication contre un possesseur de bonne foi que pendant trois ans, la loi porte le délai à trente ans d'une façon générale et sans distinguer entre le possesseur de bonne foi ou de mauvaise foi.

Le motif de cette dérogation aux articles 2279 et 2280 a été très nettement exprimé par M. Bertauld, rapporteur de la loi. (*Journal officiel* du 7 mai 1871.)

L'inaliénabilité écrite dans la loi aurait été illusoire et presque lettre morte, si elle n'avait eu d'effet que contre les spoliateurs et leurs représentants à titre universel. Elle ne pouvait être efficace qu'à la condition d'être opposable aux représentants à titre particulier, aux ayants cause à titre gratuit ou onéreux, aux donataires ou acheteurs même de bonne foi.

Si l'exception de bonne foi avait pu paralyser le titre des spoliés, comme la bonne foi est toujours présumée (C. civ., art. 1146, al. 2) et que la preuve est imposée à ceux qui veulent démentir cette présomption, les spéculations de mauvais aloi que cette loi voulait empêcher, au-

raient eu trop de chance de réussite ; il aurait été, en effet, le plus souvent impossible aux revendiquants de prouver que les contractants connaissaient les vices des titres en vertu desquels les transmissions s'opéraient.

Ainsi les aliénations des meubles visées par la loi étaient exclues de la protection des articles 2279 et 2280 du Code civil. Le donataire et l'acheteur ne pouvaient pas se prévaloir de ce qu'il n'était pas juridiquement démontré qu'ils avaient connu la provenance de l'objet, pour repousser, par une prescription de trois ans, la revendication de l'ayant droit, ou pour soumettre cette revendication, en cas d'achat dans un marché public ou chez un marchand, à la condition du remboursement du prix. Les possesseurs ne pourront être couverts que par la prescription de trente ans, susceptible d'ailleurs d'être allongée par les causes ordinaires d'interruption et de suspension.

Le deuxième cas vise les titres au porteur qui ont été volés (ou perdus). Ces titres se trouvant actuellement entre les mains d'un possesseur de bonne foi qui les a achetés à la Bourse, celui-ci ne peut opposer l'exception de l'article 2280 au revendiquant, et lui réclamer le remboursement du prix d'achat. Cette dérogation au droit commun a été introduite par la loi du 15 juin 1872. Elle ne s'applique d'ailleurs que sous le bénéfice d'une distinction.

Rappelons d'abord, qu'aux termes de cette loi, celui auquel il a été volé des titres au porteur, doit faire

certaines diligences. Les mesures à prendre tendent à un double but :

1^o Empêcher l'établissement débiteur de payer le possesseur :

2^o Empêcher la cession des titres, en prévenant les tiers du vol et de la revendication que le propriétaire dépouillé se propose d'exercer.

Pour atteindre le premier but, le volé n'a qu'à notifier à l'établissement débiteur les numéros des titres.

Pour atteindre le second but, il fait opposition, également par huissier entre les mains du syndicat des agents de change de Paris, à la négociation des titres. Le syndicat publie un bulletin, où les numéros de ces titres sont rapportés.

Ceci posé, nous distinguerons selon que le possesseur qui détient actuellement de bonne foi les titres, les a acquis avant ou après la publication des numéros au bulletin.

a) S'il les a acquis avant, il peut invoquer contre le revendiquant le bénéfice des articles 2279 et 2280. Le spolié ne peut agir que pendant trois ans à partir du vol, et le possesseur peut lui opposer l'exception de l'article 2280, c'est-à-dire lui réclamer le remboursement du prix d'achat, lorsqu'il a acheté dans un marché public ou chez un marchand.

On se demande à cet égard si la boutique d'un changeur peut être considérée soit comme un marché public, soit du moins comme un magasin où se vendent des choses

pareilles ; et si par conséquent celui qui a acheté de bonne foi chez un changeur, peut opposer au revendeur l'exception de l'article 2280.

Sans entrer dans le détail de cette controverse, qui ne touche pas assez directement notre sujet, nous dirons qu'il n'y a qu'un seul marché public de ces valeurs, qui est la Bourse, et que le changeur ne peut être non plus considéré comme un marchand de choses pareilles, le commerce qu'il fait de ces titres n'étant pas légal, et n'ayant lieu que par suite d'une tolérance des agents de change. (Folleville, *loc. cit.*, nos 138-143.)

Au reste, comme le plus souvent l'achat aura eu lieu à la Bourse, le possesseur actuel aura presque toujours l'exception de l'article 2280, et le spolié sera fort maltraité ; si les titres n'ont pas augmenté de valeur depuis le vol, il lui sera plus avantageux d'en acheter de nouveaux que de revendiquer les titres volés. Mais c'est sa faute ; il n'avait qu'à être plus diligent, et à faire son opposition au syndicat des agents de change le jour même du vol.

Le spolié peut-il du moins recourir contre l'agent de change qui a fait la négociation, envisagé comme responsable de son client vendeur ? La question était autrefois controversée, et la jurisprudence la tranchait contre l'agent de change. La loi de 1872, désireuse de faciliter la circulation des titres au porteur, dégage formellement la responsabilité de l'agent (art. 12, al. 2).

b) Si le possesseur de bonne foi a acquis les titres après

l'opposition régulièrement faite par l'ayant droit, et publiée au bulletin du syndicat des agents de change, la loi du 15 juin 1872 déclare (art. 12, al. 1) que cette négociation est sans effet à l'égard de l'opposant, et que le tiers possesseur sera réduit à un recours contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation a eu lieu.

Ainsi la revendication n'est plus limitée au délai de trois ans. Elle pourra être intentée jusqu'à ce que le titre primitif ait été frappé de déchéance par la délivrance d'un duplicata à l'opposant, délivrance qui ne peut avoir lieu que onze ans après l'opposition (art. 3 et 15).

D'autre part le possesseur actuel ne peut pas opposer au revendiquant l'exception de l'article 2280, quoiqu'il ait acheté les titres à la Bourse.

Il y a une légère difficulté dans le cas où le possesseur actuel Primus a acheté en Bourse, après la publication de l'opposition, d'un individu Secundus qui avait également acheté de bonne foi en Bourse, mais avant la publication. Appliquant les principes généraux du Droit, je dirai que Secundus a, par la vente, cédé tous les droits qu'il avait à l'occasion de la chose, et par conséquent l'exception de l'article 2280, Primus pourra donc opposer au revendiquant cette exception à l'effet de se faire rembourser son prix d'acquisition dans la mesure du prix payé par Secundus. Si ce dernier prix est de 10, alors que celui de Primus est de 12, Primus pourra réclamer 10 au revendiquant ; dans le cas inverse, Primus pourra lui réclamer 12,

car l'exception ne peut pas avoir moins de force entre les mains de Primus qu'entre celles de son auteur.

SECTION II.

LE RÉTENTEUR EST DÉPOUILLÉ DE LA RÉTENTION MATÉRIELLE DE L'OBJET PAR L'EFFET D'UN ABUS DE CONFIANCE

Je suppose que le rétenteur a remis la chose à garder à un dépositaire, à un banquier, à un notaire, ou à un ami quelconque. Le dépositaire a été infidèle ; il a vendu la chose ou l'a engagée. Il est certain que le déposant a l'action personnelle, l'action *depositi directa* contre son dépositaire. Je n'ai pas à m'occuper de cette action qui sort de mon sujet ; elle peut être d'ailleurs illusoire par l'insolvabilité du dépositaire. J'examine seulement si, en vertu de la réalité du droit de rétention, il peut poursuivre la chose entre les mains du détenteur actuel.

A. — Je suppose d'abord que ce détenteur soit de bonne foi.

Si la chose avait été volée au rétenteur, pas de difficulté : la revendication de la rétention serait possible, comme nous l'avons dit à la section précédente, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 2279. Mais elle a été, non pas volée, mais détournée par suite d'un abus de confiance, et ce n'est pas textuellement visé par l'article 2279 ; il s'agit

de savoir s'il faut assimiler ici l'abus de confiance au vol. Nous ne le croyons pas.

Les deux délits diffèrent profondément dans leur nature. Le vol est une soustraction frauduleuse commise à l'insu et contre le gré du rétenteur : la volonté de ce dernier y est absolument étrangère ; il n'a aucune négligence à se reprocher, il n'a donné aucune adhésion au déplacement de l'objet, il est purement et simplement victime d'un cas de force majeure. Comme ce cas est d'ailleurs un délit, il était nécessaire que la loi vînt à son secours d'une façon efficace, en faisant fléchir la maxime : « En fait de meubles, etc. »

Il n'en est pas de même de l'abus de confiance. Le délit ici n'est pas un simple cas de force majeure pour le rétenteur, celui-ci l'a rendu possible en se dessaisissant de l'objet, en le confiant à un tiers. On peut lui reprocher d'avoir mal placé sa confiance, et en tout cas de ne pas s'en être rapporté à lui-même pour la garde de la chose. Qu'est-ce qui le forçait de la mettre en dépôt ? Et s'il voulait s'en dessaisir, pourquoi n'avoir pas choisi un meilleur dépositaire ? Au point de vue moral même l'abus de confiance montre sans doute une âme malhonnête, une conscience sans scrupule, mais il y a pourtant ici moins d'audace dans la perversité que lorsqu'il s'agit d'un voleur. On conçoit donc très bien que le législateur n'ait pas assimilé dans ses effets l'abus de confiance au vol.

Plusieurs auteurs, notamment Toullier (t. XIV, p. 125, n° 18), assimilent pourtant l'abus de confiance au vol, au

point de vue de la dérogation à l'article 2279. Le Droit romain confondait le vol et l'abus de confiance dans la dénomination de « *furtum* » ; les choses détournées comme les choses volées, étaient des *res furtivæ* qui échappaient à l'usucapion.

Notre ancien Droit ne distingua pas davantage les deux délits. Le Code civil ne fit pas non plus la distinction : le vol, pour les rédacteurs de ce Code, c'est le *furtum* romain. C'est seulement dans le Code pénal de 1810, et au point de vue de la répression, que nous voyons établie la distinction. Mais il est clair que le sens restreint du mot « vol » dans l'article 379 du Code pénal ne saurait servir à interpréter l'article 2279 du Code civil dont la rédaction est antérieure de plusieurs années.

D'ailleurs, au point de vue rationnel, la victime de l'abus de confiance mérite la même protection que la victime du vol. Le déposant n'a pas plus consenti à être spolié par le dépositaire, que le volé n'a donné son adhésion au vol. Il est vrai que le déposant s'est dessaisi de la chose, mais il est excessif de dire qu'il y a là une négligence. S'il l'a remise à un notaire par exemple ou à un banquier qui loue des coffres-forts à ses clients, il a été tout aussi prudent et même plus prudent peut-être que celui qui garde des objets précieux dans son armoire. Il ne pouvait pas prévoir que le notaire ou le banquier prendrait la fuite en emportant les dépôts. (Lyon, 15 décembre 1830 ; S. 32. 2. 348.)

Nous pensons, au contraire, que l'exception apportée par l'article 2279, pour le cas de vol, à la règle « en fait de meubles », ne doit pas être étendue au cas d'abus de confiance. (Aubry et Rau, t. II, § 183, n° 2, p. 98 ; Cassation, 23 décembre 1863 ; S. 63. 1. 187 ; Paris, 9 avril 64 ; Dalloz, 63. 2. 55, 4^e espèce ; Bordeaux, 26 mai 73 ; S. 74. 2. 5.)

Il suffit de jeter les yeux sur ce texte pour voir qu'il contient une règle et une exception. La règle, c'est qu'on ne revendique pas les meubles contre un possesseur de bonne foi. La loi y apporte une exception qui, comme toute exception, doit être interprétée restrictivement. Or, cette exception ne vise que le cas de vol. Donc on ne doit pas l'étendre à l'abus de confiance. Nous avons, en effet, montré que ces deux faits sont bien différents, que la victime de l'un mérite moins protection que la victime de l'autre. Le possesseur de bonne foi n'a rien à se reprocher ; la victime de l'abus de confiance peut se reprocher d'avoir mal placé sa confiance. C'est donc cette dernière qui doit être sacrifiée.

Qu'on ne dise pas que le législateur de 1804 ignorait la distinction. Elle était déjà faite, dans notre ancien Droit, par Bourjon. Or, on sait que c'est surtout cet auteur qui a servi de guide à notre législateur dans la rédaction de l'article 2279. En cas de chose furtive (c'est le cas de vol proprement dit), Bourjon admet la revendication d'une façon absolue, c'est-à-dire même contre un tiers possesseur de bonne foi (*Droit commun de la France*, t. I,

p. 914). En cas d'abus de confiance au contraire, il n'admet pas la revendication contre un possesseur de bonne foi. « Lorsqu'en matière de meubles la possession vaut titre, et que la sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute une telle revendication » (même ouvrage, t. II, p. 566).

J'ajoute que l'article 1141 prouve que les auteurs du Code civil ont parfaitement fait la distinction entre le vol et l'abus de confiance, et qu'ils l'ont faite dans le sens que nous indiquons, c'est-à-dire en refusant, en cas de simple abus de confiance et non de vol, la revendication contre le possesseur de bonne foi. Ce texte, en effet, suppose que le propriétaire d'un meuble après l'avoir vendu à Primus sans le livrer, le vend ensuite, en le livrant cette fois, à Secundus. Le vendeur se rend évidemment coupable d'un abus de confiance car, la vente étant translatrice de propriété au profit de Primus, le vendeur est demeuré simplement dépositaire de l'objet pour le compte de ce dernier. En revendant ensuite et en livrant à Secundus, il a violé ce dépôt, il a commis un abus de confiance. Mais néanmoins, comme il n'y a pas eu vol, la loi préfère Secundus à Primus, et écarte la revendication de celui-ci.

B. — Si le détenteur actuel est de mauvaise foi, je pense que le rétenteur pourra revendiquer. Je ne crois pas que le possesseur de mauvaise foi puisse invoquer l'article 2279. Il est vrai que ce texte n'exige pas d'une façon formelle la bonne foi. Il dit « En fait de meubles

possession vaut titre » et non pas « en fait de meubles possession de *bonne foi* vaut titre ». Il ne nous paraît pas douteux cependant que la condition de la bonne foi soit nécessaire pour mettre le possesseur à l'abri de la revendication.

Pour le démontrer, il suffit de se reporter aux Travaux préparatoires de la loi, où il a été dit qu'on n'entendait attacher la propriété à la possession, que si cette possession était de bonne foi. (Discours du tribun Favart et de Bigot-Préameneu.)

Les motifs de l'article sont dans le même sens. On veut protéger l'acquéreur contre l'effet d'une ignorance invincible, étant donné que les aliénations de meubles se font sans titre, et qu'il n'a pu dès lors vérifier les droits de son auteur. Ce motif ne s'applique évidemment pas à celui qui savait parfaitement qu'il traitait *a non domino*. Enfin, l'article 1141, qui fait une application de l'article 2279, dans notre cas particulier, ne protège le possesseur que s'il est de bonne foi.

Voyez pourtant en sens contraire Aubry et Rau, t. II, § 183, n° 6.

§ 1. — Des cas exceptionnels où le rétenteur dépouillé par un abus de confiance peut revendiquer la rétention contre un possesseur de bonne foi.

N° 1. — *Cette revendication appartient au bailleur d'immeubles.*

L'article 2102 du Code civil, dans le cinquième alinéa

de son 1^o, porte : « le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège pourvu qu'il ait fait sa revendication; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de 40 jours, et dans celui de quinzaine s'il s'agit de meubles garnissant une maison ».

Le bailleur a sur les meubles garnissant les lieux loués un privilège pour sûreté de sa créance des loyers et accessoires des loyers. Ce privilège est fondé sur l'idée du gage et ne peut être exercé par conséquent qu'autant que le bailleur est nanti du mobilier. Son droit de rétention est la base de son privilège. Or, ce droit de rétention est ici exposé à un péril particulier. Le bailleur, en effet, ne l'exerce pas par lui-même, il n'a pas la mainmise sur les objets. Cela se comprend, le locataire a besoin de ses meubles pour son usage journalier. Le bailleur détient donc par l'intermédiaire de son locataire, et dès lors il est exposé à voir ce gage lui échapper par l'enlèvement des meubles opéré par son locataire. La loi a dû mettre le bailleur à l'abri de ce risque en l'investissant du droit de suite. Autrement, le bailleur, ne trouvant pas de sûreté dans le gage que lui donnerait la loi, n'aurait loué qu'à des personnes d'une solvabilité notoire, ou en état de payer les loyers d'avance; cela eût été désastreux pour la plupart des familles qui se fussent ainsi trouvées sans asile, faute de pouvoir donner une garantie suffisante à un propriétaire d'immeubles.

Nous voyons ici le droit de suite d'un simple rétenteur jouir d'une efficacité plus grande que celui d'un propriétaire. La revendication fondée sur la propriété échoue ; en effet, en cas de simple abus de confiance, contre un possesseur de bonne foi, tandis que la revendication du bailleur réussit. Je vous prête ma pendule, vous la vendez à Primus ; je ne peux la revendiquer contre Primus, bien que je sois propriétaire. Vous êtes mon locataire, vous vendez à Secundus votre pendule ; je peux la revendiquer contre Secundus, alors que je n'ai sur elle qu'un simple droit de rétention.

La maxime « En fait de meubles, etc. », a donc moins de force à l'encontre du bailleur qu'à l'encontre du propriétaire. Ce résultat, bizarre au premier abord, s'explique à la première réflexion. Quand je suis propriétaire, rien ne m'empêche de garder ma chose moi-même ; si je la confie à un tiers et que ce tiers soit infidèle et en dispose, je n'ai qu'à m'en prendre à moi-même.

Mais, lorsque je suis bailleur, il m'est impossible de conserver moi-même et de mettre sous clef les meubles de mon locataire. Je suis forcé de les laisser à ce dernier, il y a là comme un dépôt nécessaire, et voilà pourquoi la loi m'accorde une protection particulière contre l'infidélité du locataire. Si on ne m'accordait la revendication qu'en cas de vol proprement dit, je ne l'aurais jamais, ce vol est en effet impossible, puisque je ne suis pas en possession directe de mon gage.

Avant l'addition faite à l'article 2280 par la loi du

11 juillet 1892, le bailleur était mieux traité que le propriétaire, quant à son droit de suite à un autre point de vue. Lorsque le droit de suite peut être exercé à l'encontre d'un possesseur de bonne foi, c'est-à-dire en cas de perte ou de vol (art. 2279, al. 2), ce droit est plus souvent illusoire. En effet, en général, le possesseur de bonne foi a acheté la chose, non pas au voleur lui-même ou à l'inventeur, mais dans un marché public ou chez un marchand. Or, dans ce cas, la revendication du propriétaire est subordonnée à la restitution du prix payé par le possesseur, ce qui enlève presque toute son utilité à cette revendication, ce qui la rend même impossible si le propriétaire n'a pas d'argent disponible. Au contraire, avant cette loi, le bailleur qui trouvait les meubles détournés par son locataire entre les mains d'un possesseur de bonne foi, n'avait rien à lui rembourser dans cette hypothèse. Cette faveur a été supprimée avec raison comme contraire à la sécurité du commerce, par la loi du 11 juillet 1892. Cette loi a ajouté à l'article 2280 un alinéa ainsi conçu : « Le bailleur qui revendique, en vertu de l'article 2102, les meubles déplacés sans son consentement, et qui ont été achetés dans les mêmes conditions (dans un marché public, ou chez un marchand de choses pareilles) doit également rembourser à l'acheteur le prix qu'ils lui ont coûté ».

Ainsi la revendication accordée par l'article 2102 au bailleur, a pour but de le protéger contre une espèce de *furtum possessionis* de son locataire.

Il y a une importante différence quant au délai pendant

lequel la revendication est ouverte, entre le cas d'un propriétaire victime d'un vol et le cas d'un bailleur victime d'un abus de confiance. Le propriétaire victime d'un vol a trois ans pour revendiquer contre le possesseur de bonne foi, et, comme le texte déroge au droit commun, il a cru devoir, avec raison, marquer les limites de la dérogation. Quant au possesseur de mauvaise foi, le texte n'a pas cru devoir s'en occuper, attendu que le droit commun suffit. L'opinion contraire retournerait contre le bailleur une institution destinée à le protéger, puisqu'elle aboutirait à restreindre la revendication à quinze ou quarante jours alors que le droit commun la fixe à trente ans (art. 2262).

Remarquons d'ailleurs que le possesseur de mauvaise foi, au cas où il aurait aliéné la chose, échapperait sans doute à la revendication, et demeurerait tenu à raison de sa mauvaise foi, de l'action personnelle en dommages-intérêts conformément à l'article 1382.

La revendication du bailleur, même dirigée contre un possesseur de bonne foi, en ce qui touche les meubles enlevés sans son autorisation par le locataire, était admise dans l'ancien Droit. Pothier, conformément à l'opinion de Dumoulin (note 125 sur la *Coutume de Bourbonnais*), la justifie ainsi dans son traité du louage (n° 261) : « Le locateur peut, dans le temps prescrit, suivre par la voie de saisie ou par la voie d'action les meubles enlevés de son hôtel et de sa métairie, même contre un acheteur de bonne foi, ou contre un créancier qui les aurait reçus de

bonne foi, soit en paiement, soit en nantissement, car ces meubles ayant contracté une espèce d'hypothèque, lorsqu'ils ont été introduits dans la maison ou la métairie, le locataire, ne les possédant dès lors qu'à la charge de cette espèce d'hypothèque, n'a pu les transporter à un autre qu'à cette charge, personne ne pouvant transférer à un autre plus de droits dans une chose qu'il n'en a lui-même ».

A la vérité, le motif de Pothier, qu'on ne transporte à un autre plus de droits sur une chose qu'on n'en a soi-même, n'est pas bon ici; la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » fait, en effet, exception à cette règle. Mais le législateur a pensé qu'il y avait lieu de déroger ici à cette maxime en faveur du bailleur comme on y déroge, en cas de perte ou de vol, en faveur du possesseur : autrement la garantie du bailleur serait illusoire.

L'application de la revendication est générale ainsi que le dit Pothier dans le passage précité. Elle atteint le possesseur de bonne foi, à quelque titre qu'il possède, à titre de propriété, de gage, etc. Elle atteindrait donc un autre bailleur. Ainsi, supposons que le locataire qui occupe l'immeuble de Primus, enlève ses meubles pour les transporter dans une autre maison qu'il a louée à Secundus : dans ce conflit entre les deux bailleurs, l'un Secundus qui entend conserver son droit de rétention sur les meubles apportés, l'autre, Primus qui entend reprendre le droit de rétention qui lui appartenait sur ces mêmes meubles, il

faut préférer Primus. Le droit de rétention est réel; donc il faut appliquer le principe *prior tempore prior jure* qui règle le conflit entre plusieurs personnes ayant acquis un droit réel sur une même chose. Le second bailleur ne peut pas alléguer l'article 2279 qui, en matière de meubles, déroge à ce principe en faveur du possesseur de bonne foi actuel, car précisément l'article 2102, 1^o, al. 5, a pour objet de déroger à l'article 2279 à raison de détournement, du *furtum possessionis* commis par le locataire.

Il y a une question assez délicate sur la portée de cette revendication. On se demande si le bailleur pourra l'exercer, même si les lieux loués demeurent suffisamment garnis de meubles. Par exemple, je veux vendre ma bibliothèque, mon piano, un tableau qui orne mon salon, peut-être dans l'intention de les remplacer par d'autres meubles neufs et plus précieux. Le bailleur peut-il s'y opposer, et, si l'enlèvement a été fait à son insu, revendiquer ces meubles entre les mains du possesseur, en supposant que que les autres meubles restés dans les lieux loués soient largement suffisants pour couvrir le bailleur? Nous pensons que dans ce cas le bailleur ne peut pas invoquer son droit de rétention, soit pour s'opposer à la sortie des meubles, soit pour les revendiquer après la sortie.

On dit, à l'appui de l'opinion contraire, que le droit de rétention du bailleur a la même étendue que le privilège dont il est la garantie. Or, aux termes de l'article 2102 1^o, le privilège porte sur tous les meubles garnissant les

lieux loués : tous indistinctement sont affectés à la revendication et au privilège du bailleur. Telle est la solution admise par Mourlon dans son *Traité des Privilèges* (nos 104 et 105).

Je réponds que l'intention du législateur de borner le droit de rétention du bailleur aux meubles suffisants pour la garantie de ses droits, résulte clairement de l'article 1752, aux termes duquel « le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer ».

Ainsi, ce que veut la loi, c'est seulement que le bailleur soit garanti : il n'a rien à réclamer, aucune plainte à formuler, tant qu'il y a dans les lieux des meubles suffisants. Bien plus, le locataire peut même n'avoir aucun meuble, s'il donne une sûreté au bailleur, par exemple un cautionnement, ou un gage proprement dit.

Mourlon répond que l'article 1752 est en dehors de la question : il est relatif aux obligations du locataire, et non pas à l'étendue du droit de rétention du bailleur. Certes, le locataire n'est pas tenu de mettre dans les lieux des meubles plus que suffisants ; il n'est même pas tenu de mettre des meubles suffisants, s'il donne d'autres sûretés au bailleur. Il a ainsi rempli ses obligations, et le bailleur ne pourrait demander la résiliation du bail et expulser le preneur pour inexécution des conditions : c'est tout ce que dit l'article 1752. Autre est la question de savoir quel est le droit du bailleur lorsque le locataire a mis dans l'im-

meuble des meubles plus que suffisants. Ce point n'est pas résolu par l'article 1752, mais bien par l'article 2102. Or, ce texte affecte tous ces meubles sans distinction à la garantie du vendeur, et non pas seulement dans la mesure où ils sont nécessaires.

Je reconnais que l'article 1752 ne tranche pas d'une façon formelle la question, aussi ne l'invoquons-nous pas comme texte donnant la solution expresse, mais simplement comme texte destiné à nous montrer la pensée du législateur. Or, la pensée du législateur, c'est que le bailleur n'a aucune plainte à formuler, au sujet de sa sûreté tant qu'il demeure suffisamment garanti.

J'ajoute que c'est par interprétation de la volonté des partis que le droit de rétention se trouve consacré dans l'article 2102. Il ne faut pas mettre dans le gage plus que les parties n'ont voulu y faire entrer. Le locataire n'a pas voulu se placer dans l'intolérable situation de ne pouvoir disposer d'aucun de ses meubles sans le consentement du bailleur. L'opinion opposée ne serait pas seulement contraire à l'intention des parties et à l'utilité pratique; ce serait une source de vexations, de mésintelligence, de procès, que le législateur n'a pas dû vouloir instituer. Cette entrave nuirait au locataire sans être d'aucune utilité pour le bailleur, puisque nous le supposons par hypothèse suffisamment garanti par les meubles restés dans les lieux loués. Enfin, ce qui tranche à nos yeux la question, c'est le principe du bon sens, qu'il n'y a pas d'action sans intérêt. Or, le bailleur suffisamment garanti par les

meubles, demeurés dans l'immeuble, n'a évidemment aucun intérêt à revendiquer les meubles enlevés. (Voyez dans le même sens Folleville, *De la possession des meubles* n° 95.)

N° 2. — *Abus de confiance commis pendant la Commune, à la faveur de l'insurrection.*

Il résulte des termes très généraux de la loi du 12 mai 1871, que les personnes victimes d'abus de confiance commis dans ces circonstances peuvent, pendant 30 ans, revendiquer les objets détournés, même entre les mains des tiers possesseurs de bonne foi, et sans avoir aucune indemnité à payer. Nous avons déjà rencontré cette loi dans la section précédente, et nous avons indiqué les motifs de dérogation qu'elle apporte aux articles 2279 et 2280.

N° 3. — *Abus de confiance concernant les titres au porteur.*

L'alinéa 1^{er} de la loi du 15 juin 1872 déclare formellement que les dispositions de cette loi protègent tout propriétaire (Lisez : tout ayant droit et par conséquent le simple rétenteur), par quelque événement qu'il ait été dépossédé. Ainsi, il est protégé aussi bien contre l'abus de confiance que contre le vol proprement dit.

A cet effet, le déposant qui s'aperçoit de l'abus de confiance, doit faire les diligences que nous avons décrites

dans la section précédente à propos du cas de vol. De cette façon, il pourra revendiquer son titre contre le possesseur, même de bonne foi, qui l'aurait acquis après la publication de l'opposition, et il n'aura aucune indemnité à lui payer quand bien même la négociation aurait eu lieu à la Bourse. La loi de 1872 exclut formellement l'exception de l'article 2280.

SECTION III.

LE RÉTENTEUR EST DÉPOSSÉDÉ DE LA DÉTENTION MATÉRIELLE DE LA CHOSE PAR UNE ESCROQUERIE

De même qu'en cas d'abus de confiance, nous n'étendons pas à l'escroquerie l'exception apportée par l'article 2279, pour le cas de vol, à la règle « En fait de meubles, etc. ».

La victime de l'escroquerie n'a pas en effet été dépouillée de la possession sans aucune participation de sa volonté. Elle s'est dessaisie de la possession elle-même et volontairement. Sans doute, sa volonté a été viciée par des manœuvres frauduleuses, qui ont provoqué l'erreur (Code pénal, article 405), et cette erreur peut être plus ou moins excusable. Mais il n'en est pas moins vrai que nous ne trouvons pas ici la voie de fait brutal et irrésistible qu'on rencontre dans le vol. Or, l'article 2279, al. 2, autorise la revendication en cas de vol et de perte, mais ne parle pas

d'escroquerie; comme ce texte est exceptionnel, il doit être rigoureusement restreint aux cas prévus.

Qu'on n'objecte pas, comme nous l'avons vu pour l'abus de confiance, que les rédacteurs du Code civil ne songeaient pas à la distinction entre le vol et l'escroquerie. Nous ferons les mêmes réponses :

1^o Bourjon, dont les écrits ont inspiré directement l'article 2279, faisait déjà la distinction entre le vol et les délits similaires tels que l'abus de confiance et l'escroquerie, et il limitait au premier cas l'application de la revendication contre le tiers possesseur de bonne foi.

2^o D'autre part, nous voyons dans l'article 1141, le Code civil refuser la revendication au propriétaire contre le possesseur de bonne foi alors qu'il y a eu abus de confiance; c'est donc bien qu'il n'entend déroger à la maxime « En fait de meubles » qu'en cas de vol proprement dit, et qu'il faut entendre ce mot d'une façon restrictive dans l'article 2279. S'il ne comprend pas l'abus de confiance, il n'y a pas de raison pour qu'il comprenne l'escroquerie.

Il est vrai que la victime de l'escroquerie n'a pas donné un consentement éclairé au déplacement de la chose (Troplong, *Prescription*, t. II, n^o 1069). Mais ce consentement n'en a pas moins été donné, et, s'il a été le résultat d'une erreur, la victime doit s'en prendre à elle-même. Elle a commis une faute, si excusable qu'elle soit, et le possesseur de bonne foi n'en a commis aucune, voilà pourquoi nous préférons le possesseur. La solution contraire aboutirait à un recours du possesseur contre son

auteur qui recourrait à son tour contre son vendeur : de là des procès interminables, auxquels il était nécessaire de s'opposer, au nom de l'intérêt public, en maintenant dans ses droits le possesseur actuel (En ce sens : Aubry et Rau, t. II, § 183, n° 9 : Cassation, 20 mai 1833 ; S. 35. 1. 324 ; Dijon, 28 nov. 1856 ; Dalloz, 57. 2. 436 ; Paris, 9 janvier 1862 ; Dalloz, 62. 2. 248).

La règle que nous venons de formuler, à savoir que le possesseur de bonne foi d'une chose ne peut pas être atteint par la revendication de l'ayant droit, qui en aurait été dépouillé par une escroquerie, souffre, comme en cas d'abus de confiance, deux exceptions : la première est relative au cas où l'escroquerie aurait été commise à la faveur de l'insurrection de la Commune. (Loi du 12 mai 1871) ; la deuxième vise les titres au porteur. Il résulte en effet de la loi du 15 juin 1872, que celui qui a un droit sur des titres au porteur peut, lorsqu'il en est dépossédé par un fait quelconque, par une escroquerie aussi bien que par un vol, faire opposition à la négociation de ces titres. Cette opposition lui permet de les revendiquer contre un tiers possesseur de bonne foi, après la publication de l'opposition, sans avoir aucun remboursement à faire, l'article 2280 étant ici inapplicable.

CONCLUSION

Rappelons pour terminer les principaux points traités dans cette étude sur la revendication *de la rétention*.

Nous avons d'abord pour montrer l'intérêt et la portée d'application de notre étude, précisé au milieu des controverses, les cas dans lesquels on peut dire qu'un créancier jouit d'*un droit de rétention*, au sens large où nous avons pris ce mot.

Nous avons tâché de démontrer, contre des autorités considérables, que la rétention engendre un droit réel, et comporte le droit de suite sanctionné par une action réelle, la revendication de gage, la « *vindicatio pignoris* », comme on dit en Droit romain.

Nous avons suivi enfin l'application de cette revendication. Nous avons vu que le rétenteur peut, dans les cas particuliers exprimés par la loi, même après s'être dessaisi de la détention au profit du débiteur, ressaisir cette détention nécessaire à sa sûreté, et cela nous a conduits à l'interprétation si controversée des articles 2102, 4°, al. 2, Code civil, et 576 du Code de Commerce.

Enfin nous avons examiné l'application de cette reven

dication à l'encontre des tiers possesseurs. Nous avons vu que le droit de suite subissait ici une grave restriction, à raison de la protection accordée par les articles 2279, et 2280 à la possession de bonne foi dans l'intérêt de la sécurité du commerce. Mais cette restriction est loin d'aller jusqu'à supprimer ce droit. Il est demeuré applicable, d'une façon large, en cas de vol (art. 2279, al., 2), et même en cas d'abus de confiance, lorsqu'il s'agit du bailleur d'immeuble dont le locataire a détourné le gage (art. 2102, 1^o, al. 3). Mais c'est surtout en matière de titres au porteur que la revendication produit son effet utile. Le gagiste, dépossédé des meubles de cette espèce, peut, à la seule condition d'observer les formalités d'ailleurs très simples de la loi du 13 juin 1872, exercer son droit de suite même contre les possesseurs de bonne foi, de quelque façon qu'il ait été dépouillé de son gage, et sans avoir à redouter l'exception de l'article 2280.

Vu : le Doyen,
GARSONNET.

Vu : le Président,
A. BOISTEL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GREARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION. — <i>Définition du droit de rétention division</i>	1

PREMIÈRE PARTIE

Dans quel cas un créancier est-il investi d'un droit de rétention?	7
§ 1er. — Du droit de rétention établi par la convention des parties.....	7
§ 2. — Du droit de rétention établi par une disposition expresse de la loi.....	10
§ 3. — Du droit de rétention établi par la volonté tacite de la loi.....	24

DEUXIÈME PARTIE

Le droit de rétention confère-t-il au créancier un droit de suite?	49
---	----

TROISIÈME PARTIE

Fonctionnement du droit de suite attaché au droit de rétention	75
CHAP. I. — <i>Le rétenteur a remis volontairement la chose à son débiteur</i>	76
Section I. — De la faculté pour le vendeur de ressaisir son droit de rétention au cas où il a livré la chose à l'acheteur...	77

Section II. — Du cas où la marchandise vendue sans avoir encore été livrée à l'acheteur, lui a été expédiée.....	105
Section III. — De la faculté pour le capitaine de navire de ressaisir le droit de rétention lorsqu'il a délivré les marchandises au destinataire.....	134
CHAP. II. — <i>Le rétenteur a remis volontairement la chose à un tiers</i>	137
CHAP. III. — <i>Le rétenteur a été dépossédé par un fait indépendant de sa volonté</i>	138
Section I. — Le rétenteur a été dépossédé par l'effet d'un vol ou d'une perte.....	138
§ 1. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains du voleur lui-même..	139
§ 2. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains d'un possesseur de mauvaise foi.....	142
§ 3. — Le rétenteur trouve la chose entre les mains d'un possesseur de bonne foi.....	142
§ 4. — Des cas exceptionnels où le possesseur de bonne foi ne peut pas opposer au rétenteur, qui revendique la chose dont il a été dépossédé par un vol ou une perte, exception de l'article 2280.....	154
Section II. — Le rétenteur est dépouillé de la rétention matérielle de l'objet par l'effet d'un abus de confiance.....	156

§ 1. — Des cas exceptionnels où le rétenteur dépouillé par un abus de confiance peut revendiquer la rétention contre un possesseur de bonne foi.....	161
N° 1. — Cette revendication appartient au bailleur d'immeuble.....	161
N° 2. — Abus de confiance commis pendant la Commune à la faveur de l'insurrection..	170
N° 3. — Abus de confiance concernant les titres au porteur.	170
Section III. — Le rétenteur est dépossédé par une escroquerie.....	171
CONCLUSION.....	175

Le Mans. Association ouvrière (M. TROPE, BURNET et c^{ie}), 5, rue du Parc-Épisé
